



Montreal, P. Q.
M. le Percepteur du
Revenu Provincial,
445, St-Gabriel.

Gazette officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 13 JUIN 1936.

QUEBEC, SATURDAY, 13TH JUNE, 1936.

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE
OFFICIELLE DE QUÉBEC".

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC
OFFICIAL GAZETTE".

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous :

1. Adresser : L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.
3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion : 15 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

Insertions subséquentes : 5 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction : 50 cts par 100 mots.

Livraisons séparées à 30 cents chacune.

Feuilles volantes : \$1.00 la douzaine.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée si ces conditions n'ont pas été remplies.

ADVERTISING RATES

First insertion : 15 cents per line (agate measure) each version.

Subsequent insertions : 5 cents per line (agate measure) each version.

Tabular matter at double rate.

Translation : 50 cents per 100 words.

Single number : 30 cents each.

Slips : \$1.00 per dozen.

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque, payable at par in Quebec, or by Bank or Postal money order.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7 per annum is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

Notices published only once are only followed by our document number.

L'IMPRIMEUR DU ROI,

Rédempti Paradis.

Hôtel du Gouvernement.

2481—18-9-0

REDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House.

2482—18-9-0

Lettres patentes

Letters patent

"Aplus Products Company, Limited".

"Aplus Products Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de mai 1936, constituant en corporation: Jules Ferland, libraire, Paul Ferland, commis, et Jules-A. Brochu, voyageur de commerce, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of May, 1936, incorporating: Jules Ferland, book-seller, Paul Ferland, clerk, and Jules A. Brochu, travelling salesman, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir, détenir, posséder, emmagasiner, mettre sur le marché, vendre, céder ou transférer, placer, négocier, faire le commerce et le trafic, exporter et importer des huiles minérales, végétales et animales et graisses comestibles et non comestibles de toute description, ou les sous-produits dérivés des huiles et toutes autres opérations manufacturières et commerciales incidentes qui peuvent favoriser aucun des objets de la compagnie;

To manufacture, buy or otherwise acquire, hold, possess, store, market, sell, assign or transfer, place, barter, deal and trade in, export and import mineral, vegetable and animal oils and edible or non-edible fats of all descriptions, or the by-products derived from oil and all other manufacturing and commercial operations incidental thereto which may benefit any of the objects of the company;

Acheter, louer ou autrement acquérir toutes formules chimiques ou autres formules, procédés, brevets, droit, franchises ou privilèges, et acquérir par achat, bail, concession ou autrement et construire, ériger, exploiter, détenir, maintenir, améliorer, travailler, contrôler et gérer, et vendre, aliéner ou autrement disposer de tous réservoirs, usines, fourneaux, cornues, cubilots, travaux mécaniques, travaux hydrauliques, travaux électriques, entrepôts, boutiques, magasins, dépôts, ateliers, ateliers de machines, chambres des machines et autres travaux et commodités nécessaires ou utiles au commerce de la compagnie ou qui sembleront susceptibles de profiter directement ou indirectement aux intérêts d'icelles, et toutes machineries, appareils, outils, outillage, dispositifs, procédés et accessoires utilisés ou utiles en rapport avec icelles ou y appartenant;

To purchase, lease or otherwise acquire any chemical or other formula, process, patent, right, franchise or privilege, and to acquire by purchase, lease, concession or otherwise and to construct, erect, operate, hold, maintain, improve, work, control and manage, and to sell, alienate or otherwise dispose of all reservoirs, factories, furnaces, retorts, cupolas, machine works, hydraulic works, electrical works, warehouses, shops, storehouses, depots, machine shops, enginehouses, and other works and conveniences necessary for or useful in the business of the company or which may seem calculated directly or indirectly to advance its interests, and all machinery, appliances, tools, equipment, devices, processes and accessories, used or useful in connection therewith or appertaining thereto;

Prêter de l'argent ou faire crédit et prendre ou autrement acquérir et assumer ou garantir le paiement du principal ou les intérêts ou dividende sur les titres, actions, obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs, et aider de toute autre manière, toute personne, compagnie, société, ainsi que toutes autres organisations, cité, ville, village ou municipalité avec laquelle la

To lend money or credit to and to take or otherwise acquire and to assume or guarantee the payment of the principal or interest or dividend on the stocks, shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of, and to aid in any other manner any person, company, partnership, as well as any other organizations, city, town, village or municipality with which the

compagnie a ou peut avoir des relations d'affaires, ou dans les affaires, biens ou prospérités desquels la compagnie a ou désire acquérir un intérêt, et faire tous actes et choses susceptibles de protéger, préserver, améliorer ou augmenter la valeur de tous tels titres, actions, obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs ou intérêt;

Placer les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en nature ou autrement, toutes propriétés ou biens de la compagnie, et en particulier, tous titres, actions, obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs de toutes autres compagnies appartenant à la compagnie ou dont la compagnie peut avoir le pouvoir de disposer, et tous titres, actions, obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs reçues en considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie de l'entreprise, biens, formules, brevets, franchises, permis, octrois, concessions, pouvoirs, droits ou privilèges de la compagnie; ladite distribution devant être faite par voie de dividende déclaré à même les profits de la compagnie ou de la manière prévue dans les dispositions de la section 81 de la Loi des Compagnies de Québec (S.R.Q., 1925, chap. 223);

Emettre et répartir des actions entièrement acquittées du capital-actions de la compagnie en paiement ou partie de paiement de tous biens, réels, personnels, mobiliers ou mixtes, et de toutes formules, brevets, droits et concessions achetées, loués ou autrement acquis par la compagnie;

S'unir ou se fusionner avec toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie et acquérir par achat, bail ou autrement les biens, formules, brevets, franchises, entreprises et commerce de toute telle compagnie et en assumer les obligations, et les payer entièrement ou partiellement en argent, actions, obligations ou autres valeurs de la compagnie, sous le nom de "Aplus Products Company Limited", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

✓ Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce trentième jour de mai 1936.

ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

3287—o

company has or may have business relations, or in the affairs, property or prosperity of which the company has or may wish to acquire an interest, and to do all acts and things designed to protect, preserve, improve or enhance the value of any such stock, shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities or interest;

To invest the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To distribute among the shareholders of the company, in kind or otherwise, any property or assets of the company, and in particular, any stocks, shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of any other companies belonging to the company or which the company may have power to dispose of, and any stocks, shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities received as consideration for the sale of the whole or any part of the undertaking, property, formulae, patents, franchises, licenses, grants, concessions, powers, rights or privileges of the company; said distribution to be made by way of lawfully declared dividend out of the profits of the company or in the manner provided by the provisions of Section 81 of the Quebec Companies Act (R. S. Q., 1925, Chap. 223);

To issue and allot fully paid up shares of the capital stock of the company in payment or part payment of any property, real, personal, movable, or mixed, and of any formulae, patents, rights and concessions purchased, leased or otherwise acquired by the company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, and to acquire by purchase, lease or otherwise the property, formulae, patents, franchises, undertaking and business of any such company and to assume the obligations thereof, and to pay for the same wholly or partly in cash, shares, bonds or other securities of the company, under the name of "Aplus Products Company, Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of May, 1936.

ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

3288

"Central Tile Supply Co., Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de mai, 1936, constituant en corporation: Samuel Chait, John J. Wasserman, tous deux avocats, et Freda Pomerance, fille majeure, sténographe, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer le commerce de marchands de tuile, terrazzo, marbre, pierre artificielle et articles semblables et alliés;

2. Importer, exporter, acheter et vendre la tuile, le terrazzo, marbre et la pierre artificielle et articles similaires;

3. Préparer pour le marché, manufacturer, utiliser, acheter et vendre la pierre artificielle, la tuile, le terrazzo, le marbre et autres produits utilisés pour les fins de la présente industrie;

4. Acquérir par achat, bail ou autrement, et posséder, détenir des propriétés réelles ou person-

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of May, 1936, incorporating: Samuel Chait, John J. Wasserman, both advocates, and Freda Pomerance, *fille majeure*, stenographer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on the business of dealers in tile, terrazzo, marble, artificial stone, and similar and allied articles;

2. To import, export, purchase and sell tile, terrazzo, marble and artificial stone, and allied articles;

3. To render marketable, manufacture, utilize, purchase and sell artificial stone, tile, terrazzo, marble and other products used for the purposes of the present industry;

4. To acquire by purchase, lease or otherwise, and to have and hold, real or personal, moveable

nelles, mobilières ou immobilières, et les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou utiles pour les fins de son industrie, et particulièrement des terrains, usines, moulins, édifices et travaux de toute nature et description, privilèges, droits brevetés ou autres inventions, machinerie et fonds de commerce que la compagnie jugera utile de posséder et détenir pour les fins de son commerce, et en disposer au moyen de vente ou autrement, quand il semblera avantageux à la compagnie d'agir ainsi;

5. Manufacturer, acheter et vendre toutes sortes d'articles, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par aucun de ses employés;

6. Solliciter, acheter ou autrement acquérir tous brevets, options, permis, concessions et choses semblables, conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité, d'utiliser toute invention ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie, et utiliser, exercer, développer ou accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements acquis de cette manière;

7. Acheter ou autrement acquérir toutes propriétés personnelles et réelles et tous droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou convenables pour les fins de son commerce;

8. Prêter des deniers aux clients et autres avant des relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par toutes telles personnes;

9. Prendre les moyens jugés nécessaires pour faire connaître les produits de la compagnie, et particulièrement par la publicité dans la presse, par circulaires, par la publication de livres et revues périodiques et en accordant des prix et récompenses;

10. Placer et disposer des deniers disponibles de la compagnie, de la manière qu'il sera déterminé de temps à autre;

11. Garantir le paiement de deniers garantis par ou payables en vertu ou au sujet de bons, débetures, actions, contrats, hypothèques, charges, obligations ou autres valeurs de toute compagnie ou entreprise ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, et prêter et aider à prêter des deniers et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, et garantir l'exécution de contrats ou le paiement d'obligations ou autrement aider et assister toute personne, firme ou corporation dans laquelle ou dans lesquelles la compagnie est financièrement intéressée, ou avec lesquelles elle fait commerce;

12. Faire des emprunts de deniers pour le ou les montants, au taux d'intérêt et avec les stipulations et aux conditions jugés à propos; engager la compagnie au remboursement des sommes ainsi empruntées, avec les intérêts, et, si jugé à propos, hypothéquer ou mettre en gage la totalité ou toute partie des biens immobiliers et ou mobiliers pour assurer le remboursement des sommes ainsi empruntées, et l'intérêt;

13. Emprunter ou prêter des deniers par l'émission ou la vente de toutes obligations, hypothèques, débetures ou actions-débetures de la compagnie;

14. Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

15. Emettre des actions de la compagnie entièrement ou partiellement libérées en paiement

or immoveable property, and the rights or privileges which the company may deem necessary or useful for the purposes of its industry, and in particular, lots of land, factories, mills, buildings and works of every kind and description, advantages, patent rights or other inventions, machinery and stock-in-trade which it may deem useful to have and to hold for the purposes of its business and to dispose of same, by sale or otherwise, whenever it may appear to be of advantage to the company to do so;

5. To manufacture, purchase and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company and by its employees;

6. To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, options, permits, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use any inventions or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information acquired in such manner;

7. To purchase, or otherwise acquire any personal and real property, and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business;

8. To lend money to customers and others having dealings with the company, and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

9. To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular, by advertising in the press, by circulars, by publication of books and periodicals, and by granting prizes and rewards;

10. To invest and deal with the monies of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

11. To guarantee the payment of money secured by or payable under, or in respect of bonds, debentures, shares, contracts, mortgages, charges, obligations or other securities of any company, or undertaking, having objects altogether or in part similar to those of this company, and to raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, and to guarantee the performance of contracts or payment of liabilities or otherwise aid and assist any person, firm or corporation in whom or in which the company may be financially interested or with which it may have business relations;

12. To borrow money in such sum or sums, at such rate of interest and on such terms and conditions as may be thought proper, to bind the company to the repayment of the sums so borrowed, and interest thereon, and, if deemed advisable, to hypothecate or pledge the whole or any part of the company's immoveable and or moveable property to secure the repayment of the sums so borrowed, and interest;

13. To borrow or raise money by the issue or sale of any bonds, mortgages, debentures or debenture stock of the company;

14. To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

15. To issue fully or partly paid up shares of the company in payment or in part payment of

intégral ou partiel de toutes propriétés, biens, franchises, options ou autres droits et privilèges;

16. Faire enregistrer, autoriser ou reconnaître la compagnie dans toute autre province du Canada ou dans aucun pays ou état étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de telle province, pays ou état étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation de toutes procédures ou actions, sous le nom de "Central Tile Supply Co., Ltd.", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-troisième jour de mai 1936.

ALEX. DESMEULES,

3289

Sous-secrétaire de la Province.

any property, assets, franchises, options or other rights and privileges;

16. To procure the company to be registered, licensed or recognized in any other Province of Canada or in any foreign country or state and to designate persons therein, according to the laws of such provinces, country or state, to represent the company, and to accept service for and on its behalf of any process or suit, under the name of "Central Tile Supply Co., Ltd.", with a total capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of May, 1936.

ALEX. DESMEULES,

3290—o

Assistant Provincial Secretary.

"Chibougamau Peninsula Mines Company, Limited".

(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de mai 1936, constituant en corporation: Armand Degen, commis, Eugène Dussault, entrepreneur, et Marie Maiuro, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

(1) Faire des explorations et des recherches pour des mines et minéraux;

(2) Faire les opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, affiner, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer;

(3) Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mines, droits de préemption, ou tout intérêt en iceux, des appareils mécaniques, des brevets d'inventions ou le droit de faire usage de tels appareils ou droits brevetés se rapportant aux objets susdits;

(4) Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

(5) Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les sections 105 à 112, chapitre 80 de la Loi des mines de Québec, en la manière y prescrite;

(6) Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

(7) Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

(8) Recevoir, détenir, et disposer d'actions, obligations, débetures ou autres valeurs émises par toute compagnie minière, en paiement de minerais, terrains, marchandises ou travaux;

(9) Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits de toute personne ou compagnie exerçant une industrie ou un commerce que la compagnie peut exercer en vertu de cette loi, et les payer en actions libérées, en tout ou en partie, si telle personne ou compa-

"Chibougamau Peninsula Mines Company, Limited".

(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of May, 1936, incorporating: Armand Degen, clerk, Eugène Dussault, contractor, and Marie Maiuro, stenographer, spinster of the full age, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

(1) Prospect and explore for mines and minerals;

(2) Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof;

(3) Acquire, lease, possess, and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

(4) Build, maintain and exploit upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water powers, electric and other powers, waterworks, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

(5) Exercise all the powers enumerated in sections 105 to 112 of the Quebec Mining Act, (Chap. 80) in the manner therein prescribed;

(6) Manufacture, buy, and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus, required by the company or its servants or workmen;

(7) Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

(8) Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company in payment for minerals, lands, merchandise or works;

(9) Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of persons or companies carrying on any industry or business which it itself may carry on under this Act, and pay for the same in whole or in part, if such persons or companies consent thereto, by

gnie y consentent, et se charger des dettes et charges y appartenant;

(10) Faire tous les actes et opérations accessoires à ceux susmentionnés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des objets pour lesquels la compagnie est constituée en corporation.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions, sous le nom de "Chibougamau Peninsula Mines Company, Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de trois millions de dollars (\$3,000,000.00), divisé en trois millions (3,000,000) d'actions de un dollar (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

✓ Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-troisième jour de mai 1936.

ALEX. DESMEULES,

3291 Sous-secrétaire de la Province.

"Colonial Gold Mines, Limited".

(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de mai 1936, constituant en corporation: René Chênevert, avocat et conseil en loi du Roi, Paul Désy, Paul Raymond, et Georges Desranleau, avocats, et Germaine Boisvert, fille majeure, sténographe, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants, sans déroger à la Loi des Mines de Québec et sans restreindre en rien ses pouvoirs généraux:—

1. Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minéraux;

2. Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces dits minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer;

3. Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droits de préemption, ou tout intérêt en ces droits ou propriétés, des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées pour les objets ci-dessus mentionnés;

4. Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe ou de téléphone, jetées, digues, biefs, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres pouvoirs, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts, et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

5. Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les sections 105 et 112 de la Loi des Mines de Québec, (chapitre 80) en la manière y prescrite;

6. Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses serviteurs ou ouvriers;

7. Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires à ses opérations et au transport de ses produits;

8. Recevoir, détenir et disposer d'actions, obligations, débiteures, ou autres valeurs émises par toute compagnie minière en paiement de minéraux, terrains, marchandise ou travaux;

paid up shares and undertake the debts and charges of the same;

(10) Do all such acts and operations accessory to those above mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated.

Shareholders shall incur no personal liability in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the Company for its shares, under the name of "Chibougamau Peninsula Mines Company, Limited" (No Personal Liability) with a capital stock of three million dollars (\$3,000,000.00), divided into three million (3,000,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of May 1936.

ALEX. DESMEULES,

3292—o Assistant Provincial Secretary

"Colonial Gold Mines, Limited".

(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of May, 1936, incorporating: René Chênevert, advocate and King's Counsel, Paul Désy, Paul Raymond and Georges Desranleau, advocates, and Germaine Boisvert, spinster, stenographer, all of the city and district of Montreal for the following purposes; without affecting the Quebec Mining Act and without in any way restricting its general powers to:—

1. Prospect and explore for mines and minerals;

2. Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed, or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof;

3. Acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, pre-emption rights or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

4. Build, maintain and exploit, upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores, necessary or useful to its operations;

5. Exercise all the powers enumerated in Sections 105 to 112 of the Quebec Mining Act, (Chap. 80) in the manner therein prescribed;

6. Manufacture, buy and sell all kinds of goods merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen;

7. Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

8. Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures, or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

9. Acquérir les biens, entreprises, propriétés, privilèges, franchises, contrats ou droits de personnes ou compagnies exerçant aucune industrie ou commerce qu'elle peut elle-même exercer en vertu de cette Loi, et les payer en tout ou en partie, si telle personne ou compagnie y consent, avec des actions acquittées, et en assumer les dettes et charges;

10. Faire tous tels actes et opérations qui sont un accessoire aux objets susdits ou qui peuvent faciliter la réalisation des objets pour lesquels elle a été constituée en corporation;

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions, sous le nom de "Colonial Gold Mines, Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de trois millions de dollars (\$3,000,000.00), divisé en trois millions (3,000,000) d'actions de un dollar (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-troisième jour de mai 1936.

ALEX. DESMEULES,

3293

Sous-secrétaire de la Province.

9. Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of persons or companies carrying on any industry or business which it itself may carry on under this Act, and pay for the same in whole or in part, if such persons or companies consent thereto, by paid up shares, and undertake the debts and charges of the same;

10. Do all such acts and operations accessory to those above mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the Company for its shares, under the name of "Colonial Gold Mines, Limited" (No personal liability), with a total capital stock of three million dollars (\$3,000,000.00), divided into three million (3,000,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of May, 1936.

ALEX. DESMEULES,

3294—o

Assistant Provincial Secretary.

"Income Trading Management Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de mai 1936, constituant en corporation: Jonathan Robinson, John Foster Chisholm, Edmond Howard Eberts et Henry Weir Davis, avocats, tous de la cité et du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

(a) 1. Souscrire, souscrire éventuellement à forfait et acquérir par achat, échange ou autre titre légal et détenir, soit absolument comme propriétaire ou par voie de garantie collatérale ou autrement, et vendre et en rapport avec les valeurs détenues ou négociées par la compagnie, garantir la vente et céder, transférer ou autrement aliéner ou faire le commerce d'obligations, débetures, parts, actions et autres valeurs de tout gouvernement ou corporation municipale ou scolaire ou de toute compagnie ou corporation bancaire, d'utilité publique, commerciale ou industrielle, et tant que la compagnie les détiendra, exercer tous les droits, pouvoirs et privilèges de propriétaires d'icelles, y compris le droit de vote sur icelles pour chacune et toutes les fins, et faire toutes les choses nécessaires pour protéger ses droits;

2. Offrir pour souscription publique toutes actions, parts, obligations, débetures ou autres valeurs de toute corporation ou compagnie;

3. Promouvoir, organiser, administrer ou développer toute corporation ou compagnie;

4. Transiger et faire les opérations d'une agence financière générale et de courtage et agir comme agents et courtiers pour l'achat, la vente, l'amélioration, le développement et l'administration de toute propriété, industrie ou entreprise;

(b) Exercer toute autre industrie qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

"Income Trading Management Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the twenty-ninth day of May, 1936, incorporating: Jonathan Robinson, John Foster Chisholm, Edmond Howard Eberts and Henry Weir Davis, advocates, all of the city and district of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

(a) 1. To subscribe for, underwrite and acquire by purchase, exchange or other legal title and hold, either absolutely as owner or by way of collateral security or otherwise, and to sell, and with reference to securities held or dealt in by the company, guarantee the sale of and to assign, transfer or otherwise dispose of or deal in bonds, debentures, stocks, shares and other securities of any government or municipal or school corporation or of any banking, public utility, commercial or industrial company or corporation, and while holding the same to exercise all the rights, powers and privileges of ownership thereof, including the right to vote thereon for any and all purposes, and to do all things necessary to protect its rights therein;

2. To offer for public subscription any shares, stocks, bonds, debentures or other securities of any corporation or company;

3. To promote, organize, manage or develop any corporation or company;

4. To transact and carry on a general financial agency and brokerage business and to act as agents and brokers for the purchase, sale, improvement, development and management of any property, business or undertaking;

(b) To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

(c) Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des propriétés et engagements ou biens de tout individu, société ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions acquittées, ou obligations, ou les deux en paiement du prix d'achat d'iceux;

(d) Se fusionner ou s'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie, ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats, ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir ou les revendre avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

(e) Prêter des fonds aux clients ou autres en relations d'affaires avec la compagnie, ou avec lesquels la compagnie se propose d'avoir des relations d'affaires, ou à toute compagnie dont aucunes des actions sont détenues par la compagnie;

(f) Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

(g) Prendre les moyens de faire connaître les affaires et les services de la compagnie qui seront jugés convenables, et particulièrement la publicité dans la presse, la distribution de circulaires, la publication de livres et périodiques et l'octroi de prix, récompenses et dons;

(h) Distribuer, en espèces ou autrement, comme dividendes déclarés légalement à même le surplus de la compagnie ou de la manière prévue dans l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, les obligations, les débiteures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débiteures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie, sous le nom de "Income Trading Management Company, Limited".

Le capital total de la dite compagnie sera de quatre mille (4,000) actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de vingt mille dollars (\$20,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, province de Québec.

✓ Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-neuvième jour de mai 1936.

ALEX. DESMEULES,

3295

Sous-secrétaire de la Province.

"Inregold Prospectors, Limited".
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925,

(c) To acquire or undertake the whole, or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company and to issue paid up shares, or bonds, or both, for the payment of the purchase price thereof;

(d) To amalgamate or enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, or expenses, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction with the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, or re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

(e) To lend money to customers or others having dealings with the company or with whom the company proposes to have dealings, or to any company any of whose shares are held by the company;

(f) To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

(g) To adopt such means of making known the business and services of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of words of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

(h) To distribute in specie or otherwise, by way of dividends legally declared out of the surplus of the company or in the manner provided for the Section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received at a consideration of the sale of the whole or any portion of the company's property, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company, under the name of "Income Trading Management Company, Limited".

The capital stock of the said company shall be four thousand (4,000) shares without nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be twenty thousand dollars (\$20,000.00).

The head office of the company will be in the city of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of May, 1936.

ALEX. DESMEULES,

3296-0

Assistant Provincial Secretary.

"Inregold Prospectors, Limited".
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter

des lettres patentes en date du vingt-septième jour de mai 1936, constituant en corporation: Exilien-O. Larivière, propriétaire de garage, Chas-Emile Descary, pharmacien, J. Hector Paquin, arpenteur, tous de Rouyn, Qué., Edward Scott, prospecteur, Inglehart, Ont., et H. Camille Giguère, dentiste, de Noranda, Qué., dans les buts suivants:

1. Faire des explorations, des recherches et explorer pour découvrir des mines et minerais;

2. Exercer toutes les opérations qui consistent à miner, creuser, extraire, laver, passer au crible, fondre, affiner, broyer ou traiter de toute façon le sol, la terre, le roc et les pierres pour en extraire des minerais quelconques; rendre ces minerais propres au marché par tous moyens quelconques; et les vendre ou autrement en disposer;

3. Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mines, droits de préemption ou tout intérêt en ces droits de propriété, des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetés pour les objets ci-dessus mentionnés;

4. Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biefs, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

5. Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 105 à 112 de la Loi des Mines de Québec (chapitre 80), en la manière y prescrite;

6. Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

7. Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

8. Recevoir en paiement de minerais, de terrains, de marchandises ou d'ouvrages faits, des actions, bons, obligations et autres valeurs émis par une compagnie minière et les garder ou en disposer;

9. Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits de personnes ou compagnies exerçant une industrie ou faisant un commerce qu'elle peut exercer ou faire elle-même en vertu de cette Loi et les payer, en tout ou en partie, si telles personnes ou compagnies y consentent, par la remise d'actions libérées, et assumer les dettes et charges de l'actif ainsi acquis; et

10. Faire tous tels actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins pour lesquelles cette compagnie est constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec;

Les actionnaires de la compagnie "Inregold Prospectors, Ltd", n'encourront aucune responsabilité personnelle en plus du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions, sous le nom de "Inregold Prospectors, Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en vingt mille (20,000) actions de un dollar (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Rouyn, district de Pontiac, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-septième jour de mai, 1936.

ALEX. DESMEULES,

3297

Sous-secrétaire de la Province.

223, R. S. Q., 1925, bearing date the twenty seventh day of May, 1936, incorporating: Exilien-O. Larivière, Garage Proprietor, Chas-Emile Descary, Duggist, J. Hector Paquin, Land Surveyor, all of Rouyn, Que., Edward Scott, Prospector, Inglehart, Ont., and H. Camille Giguère, Dentist, of Noranda, Que., for the following purposes:

1. To prospect, explore and search for mines and minerals;

2. To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner, render such minerals merchantable by any means whatsoever, and sell or otherwise dispose thereof;

3. Acquire, lease, possess, and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

4. Build, maintain and exploit, upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

5. Exercise all the powers enumerated in sections 105 to 112 of the Quebec Mining Act, (Chap. 80) in the manner therein prescribed;

6. Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen;

7. Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

8. Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

9. Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of persons or companies carrying on any industry or business which it itself may carry on under this act, and pay for the same, in whole or in part, if such persons or companies consent thereto, by paid up shares, and undertake the debts and charges of the same;

10. Do all such acts and operations accessory to those above mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated by the Quebec Mining Companies' Act;

The shareholders of the company "Inregold Prospectors, Ltd", shall incur no personal liability in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares, under the name of "Inregold Prospectors, Limited" (No Personal Liability) with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into twenty thousand (20,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be at Rouyn, in the district of Pontiac, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of May, 1936.

ALEX. DESMEULES,

3298-0

Assistant Provincial Secretary.

"Jack Lewis, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de mai 1936, constituant en corporation: Jack Lewis, marchand, Barnet Nusselman, notaire, de la cité d'Outremont, et Norman Genser, avocat, de la cité de Hampstead, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

1. Conduire au commerce de tabac en gros ou en détail, ou en gros et en détail, et autrement faire le commerce du tabac, des cigares, cigarettes, produits du tabac de toutes sortes et descriptions et toutes autres marchandises qui peuvent être avantageusement négociées en même temps que le commerce du tabac, soit en gros, en détail ou les deux à la fois, et généralement exercer le commerce de marchands de tabac et toutes autres marchandises de toutes sortes et de toute nature quelconques se rapportant directement ou indirectement au commerce du tabac;

2. Souscrire, garantir et acquérir par achat, échange, ou autre titre légal, et détenir soit comme propriétaire ou par voie de garantie collatérale ou autrement, et vendre, en garantir la vente et céder, transporter ou autrement disposer de ou faire le commerce d'hypothèques, nantissements, balances de prix garanties par privilège ou autrement, réclamations, conventions d'achats ou de vente et obligations de toute nature et description;

3. Acheter, vendre, manufacturer, réparer, modifier et échanger, louer ou arrenter, importer et exporter et négocier toutes sortes d'articles et choses qui peuvent être requis pour les fins des dits commerces ou communément utilisés ou employés par des personnes engagées dans aucun tel commerce, ou qui sont susceptibles d'être profitablement négociés en rapport avec aucun des dits commerces;

4. Acquérir par achat, concession, échange, location ou autrement, et construire, ériger, exploiter, détenir, maintenir et gérer toutes constructions, travaux, usines, magasins, boutiques, dépôts, fonderies, ateliers de machines, chambres de machineries, et autres structures et érections nécessaires ou convenables à l'exercice de son commerce, et toute autre propriété réelle ou personnelle, nécessaire ou utile à l'exercice d'aucune des fins de la compagnie, et les louer, vendre ou autrement en disposer;

5. Acheter, revendre, accepter, prendre, détenir ou vendre ou aliéner en aucune manière, des actions, stocks, soit ordinaires ou privilégiés, débentures, bons et autres obligations de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables aux objets de cette compagnie ou exploitant toutes affaires pouvant être exploitées directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie, et voter toutes actions ainsi détenues par l'entremise de l'agent ou agents que les directeurs nommeront;

6. Acquérir, assumer, louer et exploiter toute corporation, compagnie, firme ou société exerçant un commerce dans toutes les lignes se rapportant directement ou indirectement au commerce ou partie du commerce exercé par cette compagnie, avec ensemble tous biens, marques de commerce, dessins, brevets, permis, et clientèle se rapportant directement ou indirectement aux fins de cette compagnie, et en payer le prix convenu soit en deniers comptants, en valeurs ou en actions entièrement libérées du capital-actions de la compagnie constituée par les présentes ou dans toute combinaison ou proportion d'iceux;

"Jack Lewis, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of May, 1936, incorporating: Jack Lewis, merchant, Barnet Nusselman, notary, of the city of Outremont, and Norman Genser, advocate, of the city of Hampstead, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

1. To conduct a wholesale or retail, or wholesale-retail tobacco business, and to otherwise deal in tobacco, cigars, cigarettes, tobacco products of all kinds and descriptions and such other merchandise as may be usefully handled in the conduct of the tobacco business, either by wholesale, retail, or wholesale-retail, and to generally carry on the business of tobaccoists and all other types and kinds of merchandise whatsoever connected directly or indirectly with the tobacco business;

2. To subscribe for, underwrite and acquire by purchase, exchange, or other legal title, and hold either as owner or by way of collateral security or otherwise, and to sell, guarantee the sale of and to assign, transfer or otherwise dispose of or deal in hypothecs, mortgages, balances of price secured by privilege or otherwise, claims, purchase or sale agreements and obligations of every nature and description;

3. To buy, sell, manufacture, repair, alter and exchange, let or hire, import or export and deal in all kinds of articles and things which may be required for the purpose of any of said business or commonly supplied or dealt in by persons engaged in any such business or which may seem capable of being profitably dealt with in connection therewith;

4. To acquire by purchase, concession, exchange, lease or otherwise, and to construct, erect, operate, hold, maintain, and manage all buildings, works, factories, stores, shops, depots, foundries, machine shops, engine houses and other structures and erections necessary or convenient for the carrying on of its business and all other property, real or personal, necessary or useful for the carrying on of any of the purposes of the Company, and to lease, sell, or otherwise dispose of the same;

5. To purchase, re-sell, accept, take, hold or sell, or dispose of in any way, shares, stocks, either common or preferred, debentures, bonds and other obligations in any other company having objects similar in whole or in part to the objects of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company, and to vote all shares so held through agent or agents as the directors may appoint;

6. To acquire, take over, lease and operate any corporation, company, firm or partnership carrying on business in any line connected directly or indirectly with the business or part of the business carried on by this company, together with any assets, trade-marks, designs, patents, licenses, and goodwill connected either directly or indirectly with the purposes of this company, and to pay for same the price agreed upon either in cash, in securities or in fully paid up shares of the capital stock of the company hereby created, or in any combination or proportion thereof;

7. Prendre part à la gestion, surveillance et contrôle du commerce ou opérations de toute entreprise dont les actions ou valeurs sont détenues par la compagnie ou dans laquelle la compagnie est autrement intéressée et, pour cette fin, nommer et rémunérer tous directeurs ou comptables ou autres experts ou agents;

8. Prendre des agences pour toute compagnie, corporation, société ou personne exerçant toute industrie dans toute ligne se rapportant aux objets de la présente compagnie;

9. Se fusionner à toute compagnie, corporation, société ou personne exploitant un commerce semblable en aucune ligne à celui de la présente compagnie;

10. Vendre, transporter ou autrement aliéner la totalité ou toute partie du commerce de la présente compagnie à toute corporation, société ou personne, et accepter en considération des actions, débiteures, bons ou autres valeurs de toute autre compagnie, société ou personne;

11. Emettre, vendre, répartir, avec l'approbation des actionnaires, pour services rendus à la compagnie, soit professionnels ou autres, des actions entièrement acquittées du capital-actions de la compagnie;

12. Acheter, vendre, échanger, et négocier des comptes recevables, connaissements, reçus d'entrepôts, reçus de location, billets privilégiés, et autres valeurs en ce qui les concerne ou aucun d'eux; prendre aucune des dites valeurs ou effets de commerce en paiement de la vente de tous biens personnels et vendre aucune des dites garanties sur des biens personnels reçus au cours de ses opérations;

13. Emprunter de l'argent, faire et émettre ces billets promissaires, lettres de change, obligations, débiteures et preuves de dettes de toutes sortes, soit garantis par des hypothèques, gages ou autrement, sans limite quant au montant et les garantir par hypothèques, gages ou autrement;

14. Lors de toute émission des actions, débiteures ou autres valeurs de la compagnie, employer des courtiers, agents à commission et banquiers et pourvoir à la rémunération de telles personnes pour leurs services en les payant en argent, ou avec l'approbation des actionnaires, par l'émission d'actions, débiteures ou toutes autres valeurs de la compagnie, ou en leur consentant des options ou de toute autre manière;

15. Conclure, passer et compléter des contrats d'assurance réciproque et pour telles fins nommer agents et procureurs, et faire tout acte nécessaire pour compléter ces contrats;

16. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

17. Exercer toute autre industrie qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en rapport avec l'industrie de la compagnie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur de, ou rendre profitable aucun des biens ou droits de la compagnie;

18. Solliciter, obtenir, enregistrer, acheter, louer ou autrement acquérir, et détenir, posséder, utiliser, exploiter, introduire et vendre, céder ou autrement disposer d'aucune ou de toutes marques de commerce, et toutes inventions, améliorations et procédés utilisés en rapport avec ou obtenus par lettres patentes ou autrement, du Canada ou de tout autre pays; et utiliser, exercer, développer, émettre des permis en ce qui les concerne, ou autrement mettre en valeur aucune et toutes telles marques de commerce, brevets, permis, concessions, procédés et choses de même nature, ou toute telle propriété, droits et information

7. To take part in the management, supervision and control of the business or operations of any undertaking, shares or securities of which are held by the company, or in which the company is otherwise interested, and for that purpose to appoint and remunerate any directors or accountants or other experts or agents;

8. To take agencies for any company, corporation, partnership or person carrying on business in any line connected with the present company's objects;

9. To amalgamate with any company, corporation, partnership or person carrying on business in any line connected with the present company;

10. To sell, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the present company's business to any corporation, partnership or person, and to accept in consideration, shares, debentures, bonds or other securities of any other corporation, partnership or person;

11. To issue, sell, allot, with the approval of the shareholders, for services rendered to the company, either professional or otherwise, fully paid up shares of the capital stock of the company;

12. To buy, sell, exchange, and deal in accounts receivable, bills of lading, warehouse receipts, hire receipts, lien notes, and other securities in respect of the same or any of them; to take any of the said securities or commercial paper in payment for the sale of any personal property and to sell any of the said securities on personal property received in the course of its business;

13. To borrow money, to make and issue promissory notes, bills of exchange, bonds, debentures and evidences of indebtedness of all kinds, whether secured by mortgage, pledge or otherwise without limit as to amount, and to secure the same by mortgage, pledge or otherwise;

14. Upon any issue of shares, debentures or other securities of the company, to employ brokers, commission agents and underwriters, and to provide for the remunerations of such persons for their services by payment in cash, or with the approval of the shareholders, by issue of shares, debentures or other securities of the Company, or by the granting of options to take the same or in any other manner;

15. To enter into, carry out and complete contracts of inter-insurance and, for such purpose, to appoint agents and attorneys, and to do any act necessary to complete such contracts;

16. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

17. To carry on any other business which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with the Company's business or calculated directly or indirectly to enhance the value or to render profitable any of the Company's property or rights;

18. To apply for, obtain, register, purchase, lease or otherwise acquire, and to hold, own, use, operate, introduce and sell, assign or otherwise dispose of, any and all trade-marks, and all inventions, improvements and processes used in connection with or secured under Letters Patent or otherwise, of Canada, or of any other country; and to use, exercise, develop, grant licenses in respect of, or otherwise turn to account any and all such trade-marks, patents, licenses, concessions, processes and the like, or any such property, rights and information so acquired, and, with a view to the working and development of the

ainsi acquis, et, en vue de leur exploitation et de leur développement, exercer toute industrie, soit manufacturière ou autre, qui semblera à la compagnie de nature à affectuer directement ou indirectement ces objets;

19. Faire toutes ou aucune des choses précitées comme principaux, agents à commission, entrepreneurs, ou autrement, et soit par l'entremise d'agents ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "Jack Lewis, Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à 1204 rue Peel, en les cité et district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-sixième jour de mai 1936.

ALEX. DESMEULES,

3299

Sous-secrétaire de la Province.

same, to carry on any business, whether manufacturing or otherwise, which the Company may think calculated directly or indirectly to effectuate these objects;

19. To do all or any of the above things as principals, agents on commission, contractors, or otherwise, and by or through agents or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "Jack Lewis, Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at 1204 Peel Street, in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of May, 1936.

ALEX. DESMEULES,

3300—o

Assistant Provincial Secretary.

"Keren Tel-Hai, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour de juin, 1936, constituant en corporation sans capital-actions: Harry Vechsler, commis, Elias Greenfield, gérant, tous deux de la cité d'Outremont, et George Harris, avocat, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

1. Travailler à la rédemption de la nation juive en encourageant leur établissement en Palestine;
2. Cultiver le langage hébreu comme langue moderne parmi les Juifs en général;
3. Implanter dans la vie juive, les trésors sacrés des traditions juives;
4. Inaugurer et poursuivre une propagande énergique dans le but de faire connaître les objets du nouveau zionisme et de cette manière augmenter et multiplier continuellement le nombre de ses adhérents;

5. Etablir, entretenir et mettre en opération, en vue de développer et de propager les objets ci-dessus mentionnés, des sociétés locales et provinciales de cette association, travailler sous son contrôle et sa direction et être sujet à ses règlements et réglementations;

6. Publier des revues périodiques et des publications pour l'avancement de la cause du Nouveau Zionisme;

7. Percevoir, recevoir, détenir et remettre les fonds et les biens obtenus par contributions volontaires, souscriptions, dons et legs, pour les objets de l'organisation, ou l'un quelconque des dits objets, de la manière que les donateurs ou les testateurs pourront déterminer;

8. Prélever des fonds pour toutes les fins de l'organisation au moyen de cotisations des membres, en obtenant des dons publics ou privés, et par différentes sortes d'amusements, divertissements ou enseignements, ou autrement de la manière que l'organisation pourra déterminer;

9. Acquérir par achat, bail ou autrement, détenir, posséder, louer, utiliser, améliorer, donner à bail, vendre ou aliéner les propriétés réelles ou personnelles, prêter ou emprunter des deniers, avec ou sans garantie pour aucune des fins ci-dessus mentionnées;

10. Faire tous les actes légaux qui sont nécessaires, incidents ou connexes aux objets ci-dessus ou l'un quelconque d'iceux, sous le nom de "Keren Tel-Hai, Incorporated".

Le montant auquel est limitée la valeur des

"Keren Tel-Hai, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of June, 1936, to incorporate as a corporation without share-capital: Harry Vechsler, Clerk, Elias Greenfield, Manager, both of the City of Outremont, and George Harris, Advocate, of the City of Montreal, for the following purposes:

1. To work for the redemption of the Jewish people by fostering their settlement in Palestine;
2. To cultivate the Hebrew language as a modern speech among the Jews generally;
3. To implant in Jewish life, the sacred treasures of Jewish tradition;
4. To inaugurate and prosecute an energetic propaganda in order to make known the objects of the New Zionism and thus increase and continually multiply the number of its adherents;

5. To establish, maintain and operate, with a view to developing and propagating the above mentioned objects, local and provincial societies of the Organization, to work under its control and guidance and to be subject to its rules and regulations;

6. To publish periodicals and publications for the furtherance of the cause of New Zionism;

7. To collect, receive, hold and remit funds and property, obtained by voluntary contributions, subscriptions, gifts and legacies, for the objects of the Organization, or any of such objects, as by the donors or testators may be directed;

8. To raise funds for all purposes of the Organization by fees from members, by obtaining public and private grants, and by various forms of amusement, entertainment, or instruction, or otherwise as the Organization may determine;

9. To acquire by purchase, lease, or otherwise, to hold, own, lease, use, build upon, let, sell or dispose of property, real or personal, to lend or borrow money, with or without security for any of the purposes heretofore mentioned;

10. To do all such lawful things as are necessary, incidental or conducive to the above objects or any of them, under the name of "Keren Tel-Hai, Incorporated".

The amount to which the value of the immove-

propriétés immobilières que la compagnie peut posséder, sera de cinq mille dollars.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce premier jour de juin, 1936.

ALEX. DESMEULES,
3301 Sous-secrétaire de la Province.

**"Lake Routhier Gold Mines, Limited.
(Libre de responsabilité personnelle)"**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de mai 1936, constituant en corporation: Alan Macnaughton, avocat, Jean L'Ecuyer et Maurice Roy, commis, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Faire des explorations et des recherches pour des mines et minéraux;

2. Faire toutes opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol et les terres, les roches ou les pierres, dans le but dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer;

3. Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines terrains miniers, droits de mine, droits de préemption, ou tout intérêt en iceux, des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées se rapportant aux objets susdits;

4. Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, édifices, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

5. Exercer tous les pouvoirs énumérés dans les articles 105 à 112 de la Loi des Mines de Québec, S. R. Q., 1925, chapitre 80, en la manière y prescrite;

6. Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés ou ouvriers;

7. Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

8. Recevoir, détenir et aliéner les actions, obligations, débetures ou autres valeurs émises par toute compagnie minière, en paiement de minerais, terrains, marchandises ou travaux;

9. Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits des personnes ou compagnies exerçant une industrie ou faisant un commerce qu'elle peut elle-même exercer en vertu de cette Loi, et les payer en tout ou en partie, si ces personnes ou compagnie y consentent, au moyen d'actions libérées, et se charger des dettes et charges y afférentes;

10. Faire tous tels actes et opérations nécessaires à ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des objets pour lesquels elle est constituée en corporation;

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour leurs actions, sous le nom de "Lake Routhier Gold Mines, Limited (Libre de responsabilité personnelle)," avec un capital total de trois millions cinq cent mille dollars (\$3,500,000.00), divisé en

able property which the company may possess, is to be limited, is five thousand dollars.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day of June, 1936.

ALEX. DESMEULES,
3302-o Assistant Provincial Secretary.

**"Lake Routhier Gold Mines, Limited.
(No Personal Liability)"**

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of May, 1936, incorporating: Alan Macnaughton, advocate, Jean L'Ecuyer and Maurice Roy, clerks, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To prospect and explore for mines and minerals;

2. To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner, render such minerals merchantable by any means whatever, and sell or otherwise dispose thereof;

3. To acquire, lease, possess, and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

4. To build, maintain and exploit upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores, necessary or useful to its operations;

5. To exercise all the powers enumerated in sections 105 to 112 of the Quebec Mining Act, R. S. Q., 1925 Chap. 80, in the manner therein prescribed;

6. To manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen;

7. To build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

8. To receive, hold, and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

9. To acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of persons or companies carrying on any industry or business which it itself may carry on under this act, and pay for the same, in whole or in part, if such persons or companies consent thereto, by paid-up shares and undertake the debts and charges of the same;

10. To do all such acts and operations necessary to those above mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for their shares, under the name of "Lake Routhier Gold Mines Limited (No Personal Liability)", with a total capital stock of three million five hundred thousand dollars (\$3,500,000.00), divided into

trois millions cinq cent mille (3,500,000) actions d'une valeur au pair de un dollar (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-troisième jour de mai 1936.

ALEX. DESMEULES,

3303

Sous-secrétaire de la Province.

three million five hundred thousand (3,500,000) shares of a par value of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of May, 1936.

ALEX. DESMEULES,

3304—o

Assistant Provincial Secretary.

"Northeastern Securities Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de mai, 1936, constituant en corporation: Alexander-Gordon Yeoman, clerc-avocat, Joseph-Thomas Harrington, et Ernest-William Mockridge, tous deux sténographes, tous de la cité de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

(a) Exercer le commerce de courtiers en placements, capitalistes, financiers, gérants, administrateurs, concessionnaires, courtiers et agents et entreprendre et exercer et exécuter toutes sortes d'opérations financières, commerciales, mercantiles et autres, et exercer tout autre commerce qui semblera devoir être convenablement exercé en rapport avec aucun de ces objets ou susceptible d'augmenter directement ou indirectement la valeur ou faciliter la réalisation ou rendre profitable aucun des biens de la compagnie;

(b) Acheter ou autrement acquérir, souscrire, éventuellement à forfait, obtenir un intérêt dans, souscrire, placer, détenir comme placement ou autrement, donner en gage, hypothéquer, vendre, échanger ou autrement disposer, mettre en valeur ou réaliser et généralement négocier des valeurs de toutes sortes, y compris des titres, obligations, débetures, billets, certificats, titres de créance, certificats de dettes, effets de commerce, hypothèques, certificats de fiducie avec droit de vote, réclamations, droits éventuels et autres effets de commerce et droits similaires émis ou créés par des compagnies, corporations, soit publiques, quasi-publiques ou privées, domestiques ou étrangères, associations, firmes, sociétés, fiducies, syndicats, individus, gouvernements, provinces, colonies, états, districts, territoires, municipalités ou autres subdivisions politiques dans le Dominion du Canada ou de tout pays étranger quelconque ou émis ou créés par d'autres et aussi émettre en échange des actions, obligations, ou autres valeurs ou titres de créance de la compagnie et exercer en ce qui les concerne aucun ou tous les droits, pouvoirs et privilèges de propriétaire individuel ou d'intérêt en ic eux, y compris le droit de voter, pour aucune ou toutes fins, ou agir autrement en ce qui les concerne, recevoir, percevoir et disposer des intérêts, dividendes et revenus en provenant et faire tous les actes et choses en vue de protéger, préserver, améliorer et augmenter la valeur de telles valeurs ou en vue d'accomplir aucune desdites fins;

(c) Acheter ou acquérir ou autrement s'intéresser à aucune desdites valeurs tel que susdit par souscription originaire, souscription éventuelle à forfait, participation ou autrement et que ces valeurs soient ou non entièrement libérées ou sujettes à des paiements additionnels, et faire les paiements additionnels sur icelles tel qu'appelés ou avant les appels ou autrement, et souscrire éventuellement à forfait ou souscrire à icelles sous condition ou autrement, soit en vue de placement, de revente ou pour toutes autres fins légales;

(d) Promouvoir, financer, aider ou secourir financièrement ou autrement, de toute manière,

"Northeastern Securities Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of May, 1936, incorporating: Alexander Gordon Yeoman, law clerk, Joseph Thomas Harrington and Ernest William Mockridge, both stenographers, all of the city of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

(a) To carry on business as investors, capitalists, financiers, managers, administrators, concessionaries, brokers and agents and to undertake and carry on and execute all kinds of financial, commercial, trading and other operations and to carry on any other business which may seem to be capable of being conveniently carried on in connection with any of these objects or calculated directly or indirectly to enhance the value of or facilitate the realization of or render profitable any of the company's property;

(b) To purchase or otherwise acquire, underwrite, obtain an interest in, subscribe for, invest in, hold for investment or otherwise, pledge, mortgage, sell, exchange or otherwise dispose of, turn to account or realize upon and generally deal in securities of every kind, including stocks, bonds, debentures, notes, scrip, evidences of indebtedness, certificates of indebtedness, commercial paper, mortgages, voting trust certificates, claims, choses in action and other similar instruments and rights, issued or created by companies, corporations, either public, quasi public or private, domestic or foreign, associations, firms, partnerships, trustees, syndicates, individuals, governments, provinces, colonies, states, districts, territories, municipalities or other political subdivisions in the Dominion of Canada or in any foreign country whatsoever, or issued or created by others and also to issue in exchange therefor stocks, bonds, or other securities, or evidences of indebtedness of the Company, and to exercise in respect thereof any and all rights, powers and privileges of individual ownership or interest therein, including the right to vote thereon, for any and all purposes or otherwise act with respect thereto, to receive, collect and dispose of the interest, dividends and income therefrom and to do any and all acts and things for the preservation, protection, improvement and enhancement in value of such securities or designed to accomplish any such purpose;

(c) To purchase or acquire or otherwise become interested in any of such securities as aforesaid by original subscription, underwriting, participation or otherwise and irrespective of whether or not such securities be fully paid or subject to further payment, and to make further payments thereon as called for or in advance of calls or otherwise, and to underwrite or subscribe for the same conditionally or otherwise, either with a view to investment or for resale or for any other lawful purpose;

(d) To promote, finance, aid or assist, financially or otherwise, in any manner, whether by

soit par des prêts, subsides ou autrement, ceux qui font l'émission ou qui ont le pouvoir de faire l'émission, créer ou sont responsables pour aucunes de ces valeurs ou titres de créance comme il est dit plus haut ou ceux dans les affaires desquels cette compagnie a un intérêt et en rapport avec ces opérations, garantir l'accomplissement de toute entreprise ou obligation ou le paiement des dividendes sur les actions;

(e) Faire des emprunts d'argent, et de temps à autre, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des obligations, débiteures, billets à ordre, lettres de change, et autres obligations de la compagnie pour des argents empruntés ou en paiement de toute propriété acquise ou pour aucun des objets ou fins de la compagnie, ou ses affaires et garantir le paiement d'aucune de ces obligations, par hypothèque, nantissement, acte, contrat, convention ou marché ou autre acte de fiducie ou par tout autre privilège sur la totalité ou partie des biens, droits ou privilèges de la compagnie où qu'ils soient situés, qu'ils soient en la possession actuelle de la compagnie ou qu'ils soient acquis à l'avenir;

(f) Inspecter et faire rapport en ce qui les concerne, instituer, conclure, établir, promouvoir, conduire, être partie, parfaire ou participer à la conduite, la réorganisation ou liquidation de toutes sortes d'entreprises financières, commerciales, mercantiles, manufacturières, industrielles, minières, voiturrières ou autres entreprises commerciales, firmes, compagnies, corporations, travaux, contrats, entreprises, aventures ou associations, et pour aucune de ces fins, se charger des biens, administrer les affaires et conduire l'industrie et dans le cours de ces opérations, prendre, détenir, vendre, liquider ou disposer d'aucune et de toutes sortes d'immeubles, matériel, outillages, inventaire, marchandises, matériaux et autre actif, titres, clientèle, franchises, brevets, marques et noms de commerce et autres propriétés; et s'unir, réorganiser ou se fusionner à toute autre compagnie ou corporation ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

(g) Acheter, vendre, négocier, louer, détenir, exploiter ou améliorer des immeubles et les accessoires et biens personnels s'y rapportant ou y afférents, et avec cette fin en vue, acquérir par achat, bail, location ou autrement des terres et les édifices et améliorations sur iceux et leurs dépendances, logements, héritages, ou tout intérêt en iceux, et en échange d'iceux, émettre ses propres actions, bons ou autres obligations, ou autrement les payer, et généralement détenir, administrer, exploiter, négocier et améliorer les propriétés de la compagnie, et vendre, louer, hypothéquer, nantir ou autrement aliéner des terres et les édifices et améliorations sur iceux et leurs dépendances, tenements, héritages ou autres biens de la compagnie;

(h) S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

(i) Distribuer en espèces ou autrement, par voie de dividendes légalement déclarés à même le surplus de la compagnie, ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre

loan, subsidy, or otherwise, those issuing, or having the power to issue, creating or responsible for any of such securities or evidences of interest therein as aforesaid, or those in whose business affairs this Company shall have any interest, and, in connection therewith, to guarantee the performance of any undertaking or obligation or the payment of dividends on stock;

(e) To borrow money, and, from time to time, to make, accept, endorse, execute and issue bonds, debentures, promissory notes, bills of exchange, and other obligations of the Company for moneys borrowed or in payment for property acquired or for any of the other objects or purposes of the Company or its business, and to secure the payment of any such obligations by mortgage, pledge, deed, indenture, agreement or other instrument of trust, or by any other lien upon, assignment of or agreement in regard to, all or any part of the property rights or privileges of the Company wheresoever situated, whether now owned or hereafter to be acquired;

(f) To inspect and report with respect to, institute, enter into, establish, promote, conduct, become a party to, perform or participate in the conduct, the reorganization or liquidation of all kinds of financial, commercial, mercantile, manufacturing, industrial, mining, transportation or other business concerns, firms, companies, corporations, works, contracts, undertakings, ventures or associations and for any such purpose to take over the properties, manage the affairs and conduct the business of such, and in the course thereof to take over, hold, sell, liquidate or dispose of any and all kinds of real estate, plants, equipment, inventory, merchandise, materials and other assets, stock, good-will, franchises, patents, trademarks and trade names and other properties; and to consolidate, reorganize or amalgamate with any other company or corporation having objects similar in whole or in part to those of this Company;

(g) To buy, sell, deal in, lease, hold, operate or improve real estate and the fixtures and personal property incidental thereto or connected therewith, and with that end in view to acquire by purchase, lease, hire or otherwise, lands and the buildings and improvements thereon and their appurtenances, tenements, hereditaments, or any interest therein, and in exchange therefor to issue its own stock, bonds or other obligations, or otherwise pay for the same, and generally to hold, manage, operate, deal with, and improve the property of the company, and to sell, lease, mortgage, pledge or otherwise dispose of the lands and the buildings and improvements thereon with their appurtenances, tenements and hereditaments or other property of the company;

(h) To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interests, co-operation, joint-adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted to as directly or indirectly to benefit the company;

(i) To distribute in specie or otherwise, by way of dividends legally declared out of the surplus of the Company or in the manner provided for by section 81 of the Quebec Companies' Act, any asset of the Company among its members and

ses membres ou actionnaires, et en particulier les actions, les obligations, les débetures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

(j) Louer, vendre la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété ou entreprise de la compagnie ou en disposer autrement, pour le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

(k) Payer toutes ou chacune des dépenses de, incidentes à, ou encourues en rapport avec la formation et l'incorporation de la compagnie, et relativement au prélèvement de son capital-actions ou faire des contrats avec toute compagnie ou personne pour payer lesdites dépenses;

(l) Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toutes personnes ou compagnies pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions de la compagnie ou de toutes débetures, actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou l'organisation de la compagnie ou la conduite de ses affaires;

(m) Faire toutes et chacune des choses nécessaires, avantageuses, convenables ou appropriées à l'exécution d'aucune des fins ou à la réalisation de l'un quelconque ou de tous les objets sus-énumérés ou incidentes aux pouvoirs nommés dans les présentes ou qui en aucun temps paraîtront convenables ou avantageuses pour la protection ou le bénéfice de la compagnie soit comme porteur ou comme intéressée dans aucun des biens ou autrement;

(n) Avoir tous les droits, pouvoirs et privilèges qui sont présentement ou qui seront dans la suite conférés par les lois de la province de Québec aux corporations organisées en vertu de la Loi des Compagnies de Québec ou en vertu de tout amendement, supplément ou substitution d'icelle;

(o) Les clauses susdites seront interprétées et comme fins et pouvoirs, comme devant augmenter et non limiter les pouvoirs conférés par les lois de la province de Québec, et il est par les présentes expressément prévu que l'énumération des objets et pouvoirs spécifiques ne sera pas censée limiter ou restreindre en aucune manière les pouvoirs généraux de la compagnie et que cette compagnie peut faire toutes ou aucune des choses raisonnablement nécessaires à l'accomplissement d'aucun des objets et pouvoirs ci-dessus énumérés dans les présentes, soit seule ou en association avec d'autres compagnies, corporations, associations, firmes ou individus comme mandants, agents, administrateurs, représentants ou autrement;

Et il est ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passerait des contrats ou transigerait des affaires avec l'un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés ou avec toute autre corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tel contrat ou transaction ne sera pas invalidé ou en aucune manière affecté par le fait que tel directeur ou directeurs avaient ou pouvaient avoir un intérêt dans tel contrat ou transaction qui est ou pourrait être contraire aux intérêts de la compa-

particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as consideration of the sale of the whole or any portion of the Company's property, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other Company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this Company;

(j) To lease, sell, or otherwise dispose of the business, property or undertaking of the Company or any part thereof for such consideration as the Company may think fit, and in particular any shares, debentures or securities of any other Company having objects altogether or in part similar to those of the Company;

(k) To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital, or to contract with any company or person to pay the same;

(l) To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any persons or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

(m) To do each and every thing necessary, suitable, convenient or proper for the accomplishment of any of the purposes or the attainment of any one or all of the objects hereinbefore enumerated or incidental to the powers herein named or which at any time shall appear conducive thereto or expedient for the protection or benefit of the company either as a holder of or as interested in any property or otherwise;

(n) To have all of the rights, powers and privileges now or hereafter conferred by the laws of the Province of Quebec upon corporations organized under the Quebec Companies' Act, or under any act amendatory thereof, supplemental thereto or substituted therefor;

(o) The foregoing clauses shall be construed both as objects and powers, in furtherance and not in limitation of the general powers conferred by the laws of the Province of Quebec, and it is hereby expressly provided that the enumeration herein of specific objects and powers shall not be held to limit or restrict in any way the general powers of the company, and that this company may do all and everything reasonably necessary for the accomplishment of any of the objects or powers hereinbefore enumerated, either alone or in association with other companies, corporations, associations, firms or individuals as principals, agents, managers, representatives or otherwise;

And it is ordained and declared that in case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors or with any firm of which one or more of its directors are members or employees, or with any other corporation or association of which one or more of its directors are stockholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the director or directors hav-

gnie, bien que le vote de ce directeur ou directeurs ayant un intérêt contraire, ait été nécessaire pour obliger la compagnie à tel contrat ou transaction, pourvu toutefois que, dans tel cas, le fait d'avoir tel intérêt sera déclaré ou connu des autres directeurs actionnaires agissant en vertu ou relativement à tel contrat ou transaction.

Et il est de plus ordonné et déclaré que:

1. Les actions de la compagnie ne seront pas transférables sans le consentement des directeurs attesté par une résolution passée par eux et enregistrée dans les livres de la compagnie;

2. Le nombre de ses actionnaires ou membres, non comprises les personnes qui sont à l'emploi de la compagnie et les personnes qui, ayant été autrefois à l'emploi de la compagnie, étaient, pendant qu'elles occupaient tel emploi, et ont continué après la terminaison de tel emploi à être actionnaires de la compagnie, ne devra pas excéder vingt;

3. Il est interdit à la compagnie de faire appel au public pour faire souscrire ses actions ou débetures, sous le nom de "Northeastern Securities Company, Ltd.", avec un capital total de cinq mille dollars (\$5,000.00), divisé en cinq cents (500) actions d'une valeur au pair de dix dollars (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, province de Québec.

✓ Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-neuvième jour de mai 1936.

3305 ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

ing such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction; provided, however, that in any case the fact of such interest shall be disclosed or known to the other directors or stockholders acting upon or in reference to such contract or transaction;

And it is further ordained and declared that:

1. The shares of the Company shall not be transferred without the consent of the Directors evidenced by a resolution passed by them and recorded in the books of the Company;

2. The number of its shareholders or members, exclusive of persons who are in the employment of the Company and of persons who, having been formerly in the employment of the Company, were, while in such employment and have continued after the termination of such employment to be shareholders of the Company, shall not exceed twenty;

3. Any invitation to the public to subscribe for any shares or debentures of the company is prohibited, under the name of "Northeastern Securities Company, Ltd.", with a total capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into five hundred (500) shares of the par value of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of May, 1936.

3306-o ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

"Period Village Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de mai 1936, constituant en corporation: Aimé-Sydney Bruneau, avocat et conseil en loi du Roi, David William Holloway teneur de livres, et William-Arthur MacMillan, secrétaire, tous de la cité de Montréal, dans la Province de Québec, dans les buts suivants:

(a) Acheter, faire l'achat, louer, prendre en échange, ou autrement acquérir et faire le commerce de propriétés immobilières de toute nature et description et de tous droits et privilèges s'y rapportant, terrains, propriétés et biens-fonds de toutes sortes ou tout intérêt ou intérêts en iceux, avec ensemble tous édifices ou constructions qui peuvent se trouver sur lesdits terrains, et vendre, céder, transférer, louer, échanger, hypothéquer ou autrement disposer de la totalité ou de toute partie des terrains et de tous au aucun des édifices ou constructions qui sont présentement ou qui pourront être, dans l'avenir, érigés sur iceux, et de même vendre, céder, transférer, louer, échanger, ou autrement disposer de tous droits et privilèges se rapportant à ces terrains et édifices ou tout intérêt en iceux;

(b) Obtenir des options ou droits d'achat sur toute propriété immobilière et accorder telles options et tels droits d'achat;

(c) Développer et mettre en valeur tous terrains acquis par la compagnie ou dans lesquels la compagnie est intéressée et, en particulier, les disposer et les préparer pour fins de construction et construire, modifier, démolir, décorer, entretenir, meubler, pourvoir ou améliorer des édifices de toutes sortes et améliorer tous tels terrains par des travaux de plantation, pavage, drainage, tra-

"Period Village Corporation".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the twenty third day of May, 1936, incorporating: Aimé Sydney Bruneau, advocate and King's Counsel, David William Holloway, bookkeeper, and William Arthur MacMillan, secretary, all of the city of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

(a) To buy, purchase, lease, take in exchange, or otherwise acquire and deal in immoveable property of every kind and description and all rights and privileges connected therewith, lands, properties and premises of all sorts or any interest or interests therein, together with any buildings or structures that may be on the said lands, and to sell, cede, transfer, lease, exchange, hypothecate or otherwise dispose of the whole or any part of the lands and all or any of the buildings or structures that are now or may hereafter be erected thereon, and likewise to sell, cede, transfer, lease, exchange, or otherwise dispose of all rights and privileges connected with the lands and buildings or any interest therein;

(b) To secure options or rights of purchase on any immoveable property and to grant such options and rights of purchase;

(c) To develop and turn to account any lands acquired by the Company or in which the Company is interested and, in particular, to lay out and prepare the same for building purposes and to construct, alter, pull down, decorate, maintain, furnish, fit up or improve buildings of all kinds and to improve any such lands by planting, paving, draining, farming, cultivating and grading or

vaux de ferme, de culture et de nivellement ou en les affermant par bail ou convention de construction, et avancer de l'argent et conclure des contrats et conventions de toutes sortes avec des constructeurs, locataires et autres;

(d) Eriger des édifices et faire le commerce de matériaux de construction et de tous accessoires et outillages de construction, de toute nature et description;

(e) Faire, exploiter, et exercer toutes ou aucune des opérations d'entrepreneurs, constructeurs, bâtisseurs, ingénieurs, dragueurs et excavateurs en général pour la construction, l'érection, la réparation, modification, maintien, démolition, excavation et exploitation d'édifices, chemins, ponts, fossés, travaux et autres structures publiques et privées de tout genre et description;

(f) Emettre des actions acquittées, des actions-obligations, débetures, obligations et d'autres valeurs de la compagnie en paiement total ou partiel de toute propriété immobilière, droits ou intérêts que la compagnie pourrait acquérir, et, avec l'approbation des actionnaires, pour tous services rendus à la compagnie ou travail fait pour elle, et en paiement ou à l'acquit des dettes et obligations de la compagnie;

(g) Prêter de l'argent sur la garantie de propriétés immobilières ou sur garantie de tout intérêt ou droit s'y rapportant;

(h) Acheter, vendre, transférer, échanger, prendre des transferts de et faire le commerce de toutes sortes de contrats, conventions, hypothèques sur des immeubles, valeurs, privilèges, billets et autres obligations de toutes sortes, et percevoir et disposer d'intérêt, rente, revenus et paiements sur, ou de, ou concernant ces contrats, conventions, hypothèques, privilèges, billets, valeurs et obligations, et faire prévaloir tous droits, recours et pouvoirs en rapport avec telles opérations;

(i) Prendre, accepter et détenir des hypothèques ou mortgages ou autre garantie pour toute balance impayée du prix d'achat de tous terrains, édifices ou constructions vendus par la compagnie ou pour tous droits, privilèges et intérêts ainsi vendus, et vendre ou disposer autrement de tels mortgages, hypothèques ou autres garanties collatérales;

(j) Conclure, avec tous gouvernements ou toutes autorités municipales, locales ou autres, tous arrangements qui sembleront appropriés aux fins de la compagnie ou à aucune d'icelles, et obtenir de tous tels gouvernements ou autorités les droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir, et exercer et exploiter tels arrangements, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

(k) Placer et approprier les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera déterminée de temps à autre;

(l) Tirer, faire accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, récépissés d'entrepôt, et autres effets négociables et transférables;

(m) Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en espèces, tous biens de la compagnie, pourvu qu'aucune telle distribution qui pourrait diminuer la valeur du capital de la compagnie, ne soit faite excepté en conformité avec les dispositions des sections 48 et 49 ou d'après et conformément aux dispositions de la section 81 de la Loi des Compagnies de Québec;

(n) Garantir et autrement aider à l'exécution des contrats ou obligations de personnes, firmes ou corporations avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations d'affaires, et assumer et se charger de ces obligations ou contrats en défaut; pourvu, toutefois, que, excepté en ce qui concerne

by letting same on building lease or building agreement, and by advancing money to and entering into contracts and arrangements of all kinds with builders, tenants and others;

(d) To erect buildings and deal in building materials and any building accessories and equipment of every kind and description;

(e) To engage in, operate and carry on all or any of the businesses of general contractors, constructors, builders, engineers, dredgers and excavators for the construction, erection, repair, alteration, maintenance, demolition, excavation and operation of public and private buildings, roads, bridges, ditches, works and other structures of every kind and description;

(f) To issue paid up shares, debenture stock, debentures, bonds and other securities of the company in payment or part payment of any immovable property, rights or interests which may be acquired by the company, and, with the approval of the shareholders, for any services rendered to and work done for the company, and in or towards the payment of or satisfaction of debts and liabilities owed by the company;

(g) To lend money on the security of immovable property or on the security of any interest or right therein;

(h) To buy, sell, transfer, exchange, take assignments of and deal in all kinds of contracts, agreements, hypothecs on real estate, securities, liens, notes and other obligations of all kinds, and to collect and dispose of interest, income, revenues and payments upon or from or in respect to such contracts, agreements, hypothecs, liens, notes, securities and obligations, and to enforce all rights remedies and powers connected therewith;

(i) To take, accept and hold hypothecs or mortgages or other security for any unpaid balance of the purchase money on any lands, buildings or structures sold by the company or for any rights privileges and interests so sold, and to sell or otherwise dispose of such mortgages, hypothecs or other collateral security;

(j) To enter into any arrangement with any governments or authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such government or authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

(k) To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as may from time to time be determined;

(l) To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warehouse receipts and other negotiable or transferable instruments;

(m) To distribute among the shareholders of the company in kind any property of the company, provided that no such distribution which will impair the capital of the company, shall be made except upon compliance with the requirements of sections 48 and 49 or under and in accordance with the provisions of section 81 of the Quebec Companies' Act;

(n) To guarantee and otherwise assist in the performance of contracts or obligations of persons, firms or corporations with whom the company may have dealings, and to assume and take over such obligations or contracts on default; provided however, that except as to taking and holding

la possession ou détention d'hypothèques, tel que susdit, rien de contenu dans les présentes, ne sera censé autoriser la compagnie à faire des prêts, soit pour fins de construction ou non, sur des terrains qui n'appartiennent pas à la compagnie ou sur des terrains qu'était autrefois la propriété de la compagnie, sont devenus, par tout acte, transport, transfert ou aliénation, la propriété d'un autre;

(o) Agir comme agents pour la vente et l'achat d'immeubles et tous intérêts en iceux et agir comme agents de location et de perception et, comme industrie connexe, faire affaires comme agents d'assurances-feu;

(p) Acquérir et assumer la totalité ou toute partie de l'actif, du commerce, de l'entreprise et des biens de toute personne, firme ou corporation exerçant tout commerce semblable à celui que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant à aucune des fins de la compagnie, et assumer le passif de toute personne, firme ou corporation;

(q) Exercer toutes industries que la compagnie croira susceptibles d'être convenablement exercées en rapport avec l'industrie de la compagnie, ou propres directement ou indirectement à accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou à les rendre plus profitables;

(r) Prendre ou acquérir autrement, et détenir des actions, stocks, obligations, débetures et d'autres valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou exerçant toute industrie pouvant être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à cette compagnie, et les vendre, avec ou sans garantie, ou en faire le commerce autrement, et prêter de l'argent à toute compagnie dont les actions, titres, obligations, débetures ou autres valeurs sont détenus par cette compagnie ou avec laquelle elle est en affaires, garantir les contrats ou aider autrement telle compagnie, et gérer, exploiter, administrer et contrôler les propriétés, franchises, entreprises et industries de toute compagnie dont aucunes des actions, parts, obligations, débetures ou autres valeurs sont détenues par cette compagnie, pour telle rémunération qui sera jugée raisonnable ou convenable;

(s) S'unir ou se fusionner à toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, et acquérir par achat, location ou autrement les biens, franchises, entreprises et commerce de telle compagnie et en assumer le passif, et payer pour telles acquisitions totalement ou partiellement en argent, actions, obligations ou autres valeurs de la compagnie;

(t) Vendre, ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de la dite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable et, en particulier, pour les actions, titres, obligations, les débetures et autres valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

(u) Payer à même les fonds de la compagnie toutes ou aucunes des dépenses de, ou dépenses incidentes à la formation ou l'organisation d'icelle;

(v) Faire toutes les choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Period Village Corporation".

Le capital-actions de la compagnie sera de quatre-vingt-dix mille dollars (\$90,000.00), divisé en cinq cent cinquante (550) actions ordinaires, d'une valeur au pair de cent dollars

hypothecs, as aforesaid, nothing herein contained shall be deemed to empower the company to make loans, whether for building purposes or not, upon lands, not the property of the company or upon lands which though once the property of the company, have by any deed, conveyance, transfer or alienation become the property of another;

(o) To act as agents for the sale and purchase of real estate and all interest therein and to act as rental and collection agents and as incidental thereto to carry on the business of fire insurance agents;

(p) To acquire and undertake the whole or any part of the assets, business, undertaking and property of any person, firm or corporation carrying on any business similar to that which the Company is authorized to carry on or possessed of property suitable for any of the purposes of the Company, and to assume the liabilities of any such person, firm or corporation;

(q) To carry on any other business which may seem to the company capable of being carried on in connection with the business of the company, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

(r) To take or otherwise acquire and hold shares, stocks, bonds, debentures and other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same, and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any company in which the Company may hold shares, stocks, bonds, debentures or other securities, or with which it may have business relations, and to manage, operate, carry on and conduct the property, franchise, undertaking and business of any company any of whose shares, stocks, bonds, debentures or other securities are held by the Company, for such remuneration as may be deemed reasonable and proper;

(s) To consolidate or amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of the company and to acquire by purchase, lease or otherwise the property, franchise, undertaking and business of such company, and to assume the liabilities thereof and to pay for the same wholly or partly in cash, shares, bonds or other securities of the company;

(t) To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and, in particular, for shares, stocks, bonds, debentures and other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

(u) To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of or incidental to the formation or organization thereof;

(v) To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Period Village Corporation".

The capital stock of the company shall be ninety thousand dollars (\$90,000.00), divided into five hundred and fifty (550) shares of Common Stock, having a par value of one hundred dollars

(\$100.00) chacune, et trois cent cinquante (350) actions privilégiées, cumulatives, à six pour cent (6%), d'une valeur au pair de cent dollars (\$100.00) chacune, les dites actions privilégiées portant les droits et limitations qui suivent, à savoir:

Les dites actions privilégiées auront droit à un dividende privilégié, cumulatif, fixe, payable le deuxième jour de janvier et de juillet, chaque année, au taux de six pour cent (6%) l'an, à compter de la date de l'émission d'icelles, sur le montant, de temps à autre, versé sur ces dites actions, avec priorité à tout paiement de dividendes sur les actions ordinaires, et n'auront droit à nul autre droit ou intérêt dans les profits de la Compagnie.

Dans le cas de toute liquidation, dissolution ou ventilation de la compagnie, les porteurs des dites actions privilégiées auront droit, avant qu'aucun des biens de la compagnie ne soient distribués parmi ou remis aux porteurs des actions ordinaires, d'être remboursés en entier, et au comptant, la valeur au pair de leurs actions, avec en plus, tous les dividendes accrus et impayés sur icelles, et une part proportionnelle de tout dividende accru jusqu'à paiement final, et si telle liquidation, dissolution ou ventilation de la compagnie est volontaire, un montant additionnel égal à cinq dollars (\$5.00) pour chaque action, et les porteurs d'actions privilégiées n'auront droit à nul autre droit ou intérêt dans les biens de la compagnie;

Les dites actions privilégiées, cumulatives, à six pour cent (6%) pourront être achetées ou rachetées par la compagnie, en tout ou en partie, à toute date de dividende, au taux de cent cinq dollars (\$105.00) pour chaque action, avec ensemble tous les dividendes accrus à trente jours d'avis par écrit, tel avis adressé à chaque actionnaire ou à l'actionnaire intéressé, à sa dernière adresse connue, telle qu'elle apparaît dans les livres de la Compagnie.

Chaque action, soit ordinaire ou privilégiée, donnera droit au porteur d'icelle à un vote à toute assemblée annuelle ou générale spéciale des actionnaires.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans la Province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-troisième jour de mai 1936.

ALEX. DESMEULES,

3307

Sous-secrétaire de la Province.

"Rosemount Developemnt & Finance Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de mai 1936, constituant en corporation: Irénée Lagarde, J.-Adrien Meunier, Avocats, et Cécile Abran, Sténographe, céditaires majeure, usant de ses droits, tous trois des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Faire affaires comme entrepreneurs généraux pour construire et aménager des travaux et bâtiments publics et privés et comme entrepreneurs en électricité et toutes autres affaires dans lesquelles l'application de l'électricité ou de toute autre énergie est ou peut être utile ou appropriée;

2. Bâtir, faire exécuter, améliorer, exploiter, développer, administrer, gérer et contrôler les travaux publics et privés et commodités de toutes espèces, expression qui ne doit souffrir aucune restriction dans son sens général par ce qui suit

(\$100.00) each, and three hundred and fifty (350) shares of six per cent (6%) cumulative preferred stock, having a par value of one hundred dollars (\$100.00) each, the said preferred shares to have the following rights and limitations attached thereto:

The said preferred stock shall be entitled to a fixed cumulative preferential dividend payable on the second days of January and July in each year at the rate of six per centum (6%) per annum from the date of the issue thereof on the amount from time to time paid up thereon, in priority to any payment of dividends on the common stock, and shall not be entitled to any further right to or interest in the profits of the Company.

In the event of any liquidation, dissolution or winding-up of the Company, the holders of the said preferred Stock shall be entitled, before any of the assets of the Company are distributed among or paid over to the holders of the common stock, to be paid in full in cash the par value of their shares together with all unpaid accrued dividends thereon and a proportionate part of any accruing dividend until final payment, and if such liquidation, dissolution or winding-up of the Company be voluntary, a further amount equal to five dollars (\$5.00) for each share, and the holders of preferred stock shall not be entitled to any further right to or interest in the assets of the Company.

The said six per cent (6%) cumulative preference stock may be purchased or redeemed by the Company in whole or in part at any dividend date at the rate of one hundred and five dollars (\$105.00) for each share, together with all accrued dividends upon thirty (30) days prior written notice addressed to each shareholder or to the shareholder interested at his last known address as recorded on the books of the Company.

Each share, whether of common or preferred stock, shall entitle the holder thereof to one vote at any annual or special general meeting of the shareholders.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of May, 1936.

ALEX. DESMEULES,

3308-0

Assistant Provincial Secretary.

"Rosemount Developemnt & Finance Corporation".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of May, 1936, incorporating: Irénée Lagarde, J. Adrien Meunier, advocates, and Cécile Abran, stenographer, spinster of the age of majority, in the use of her rights, all three of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on business as general contractors for the construction and equipment of public and private works and public and private buildings and as electrical contractors and contractors for any other business wherein electricity or any other power is or may be useful or appropriate;

2. To construct, make, execute, improve, carry out, develop, manage, administer and control public and private works and conveniences of all descriptions, which expression, the generality of which is not to be limited in any way by the following, includes docks, harbours, piers, whar-

et qui comprend des docks, havres, jetées, quais, canaux, réservoirs, digues, irrigations, améliorations, tuyaux d'égouts, tuyaux de drainage, hôtels, entrepôts, marchés et édifices publics ainsi que tous travaux et commodités publiques;

3. Faire affaires comme entrepreneurs, constructeurs, importateurs, commerçants et manufacturiers de béton, béton armé, ciment, asphalte, feuilles en métal, armatures en acier, préparation de toiture et autres matériaux qui peuvent être employés directement ou indirectement par des entrepreneurs constructeurs ou couvreurs avec le pouvoir d'agir comme agents pour d'autres personnes et corporations faisant des affaires semblables et aussi exploiter toute autre industrie de nature semblable ou connexe aux affaires susmentionnées;

4. Acquérir par achat, louage, échange ou autrement du terrain, des bâtisses, de la propriété immobilière d'aucune tenue ou description et aucuns droits ou intérêts afférents, aucuns droits attachés ou connexes à icelle et la faire valoir comme on le croira bon et particulièrement en les disposant en lots à bâtir, en construisant, en reconstruisant, altérant, améliorant, décorant, meublant et entretenant des bureaux, logements, maisons, conciergeries, fabriques, entrepôts, boutiques, quais, bâtisses, structures et commodités de toutes espèces, comprenant plus particulièrement des bâtiments adaptés spécialement pour faciliter et accommoder les personnes, firmes et corporations qui requièrent un local pour bureaux, magasins, banques, restaurants, pour fins industrielles ou autres, aussi en consolidant, en reliant, en subdivisant les propriétés, en les louant, exploitant et aliénant; administrer les terrains, bâtiments, et autres propriétés situés tels que susdits appartenant ou non à la cie; collecter les loyers et revenus; fournir aux locataires occupants et autres les divers accommodements fournis par locataires à locataires;

5. Prendre et détenir des hypothèques, gages et charges pour garantir le prix d'achat de toutes parties de propriétés de la compagnie vendue par la compagnie ou de toutes sommes de deniers dus à la compagnie par les acheteurs, donner une décharge partielle ou finale, accorder mainlevée d'hypothèque avec ou sans considération;

6. Faire des avances au moyen de prêts pour fins de construction ou autres améliorations aux acheteurs ou locataires d'aucune partie des propriétés de la compagnie et aider au moyen d'avances ou autrement dans la construction de chemins, rues, ponts, trottoirs, aqueducs, égouts ou autres améliorations jugées susceptibles de rendre plus facile d'accès les propriétés de la compagnie ou d'augmenter leur valeur;

7. Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions d'autres compagnies dont les objets sont semblables à ceux de la compagnie ou qui exploitent une industrie pouvant être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

8. Acquérir ou assumer la totalité ou partie du commerce des propriétés ou du passif de tout individu ou compagnie exploitant toute industrie que la compagnie a l'autorisation d'exploiter;

9. Acquérir par achat sur vente privée ou judiciaire ou publique ou par tout autre échange, donation ou paiement ou de quelque manière et à quelque titre que ce soit, louer et recevoir à titre de prêt, de nantissement, de dépôt, de garantie, posséder, détenir, exploiter et occuper à quelque titre et de quelque manière que ce soit tous droits et biens tant corporels qu'incorporels qu'ils soient meubles ou immeubles et sans aucune exception quelconque;

ves, canaux, réservoirs, embankments, irrigations, improvements, sewerage pipes, drain pipes, hotels, warehouses, markets and public buildings as well as all public works and conveniences;

3. To carry on business as contractors, builders importers, dealers in and manufacturers of concrete, reinforced concrete, cement, asphalt, sheet metal, structural steel, preparations for roofing and other materials which may be used directly or indirectly by contractors, builders or roofers with power to act as agents for other persons and corporations carrying on a similar business and also to carry on any other business of a similar or like nature to the business above mentioned;

4. To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise land, buildings, immovable property of any tenure or description and any rights or interests therein, any rights attached or incidental thereto and to turn the same to account as we may deem expedient and particularly by dividing the same into building lots, by building and re-building thereon, improving, altering, decorating, furnishing and maintaining offices, dwellings, houses, apartment houses, factories, warehouses, workshops, wharves, buildings, structures and conveniences of all kinds, including more particularly buildings adapted specially to facilitate and accommodate persons, firms and corporations requiring premises for offices, stores, banks, restaurants, for industrial or other purposes, also by consolidating, connecting and subdividing the properties, by leasing, operating and disposing of the same; to manage lands, buildings and other properties situate as aforesaid whether belonging to the company or not; to collect rents and revenues; to supply tenants, occupants and other with the various conveniences supplied by lessors to tenants;

5. To take and hold hypothecs, mortgages and pledges to secure the purchase price of any part of property of the company sold by the company or any sums of money due to the company by purchasers, to give partial or final discharge, to grant mainlevée of hypothec with or without consideration;

6. To make advances by means of loans for building purposes or other improvements to purchasers or tenants of any part of the properties of the company and to aid by means of advances or otherwise in the building of roads, streets, bridges, sidewalks, aqueducts, sewers or other improvements deemed capable of facilitating access to the properties of the company or increasing their value;

7. To take or otherwise acquire and hold shares in other companies whose objects are similar to those of the company or who carry on a business which may be conducted so as to directly or indirectly benefit the company;

8. To acquire or take over the whole or part of the business, properties or assets of any individual or company carrying on any industry which the company is authorized to carry on;

9. To acquire by purchase, at private, judicial, public or any other sale, by exchange, gift, the giving in payment or in any other manner and under any title whatever, to lease, receive as loan, lien, deposit, security, own, hold, exploit and occupy, under any title and in any manner whatever, any rights or property, both corporeal and incorporeal, movable or immovable, and without any exception whatever;

10. Vendre, donner à bail, en nantissement, en dépôt, en garantie, en échange, en paiement et généralement aliéner, céder et transporter de quelque manière et à quelque titre que ce soit les droits et biens mentionnés dans le paragraphe précédent, sous le nom de "Rosemount Development & Finance Corporation", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en actions de un dollar (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-neuvième jour de mai 1936.

ALEX. DESMEULES,

3309-o

Sous-secrétaire de la Province.

10. To sell, give on lease, or as lien, deposit, security, in exchange and payment and generally alienate, transfer, convey or in any other manner and under any title to dispose of the rights and property mentioned in the foregoing paragraph under the name of "Rosemount Development & Finance Corporation", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of May, 1936.

ALEX. DESMEULES,

3310

Assistant Provincial Secretary.

"St. Charles Transportation Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de mai 1936, constituant en corporation: Francis-George Bush, gérant, Alexander-Gordon Yeoman et William-Patrick Creagh, commis en loi et Clifford-George Meek, teneur de livres, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

1. Posséder, exploiter, gérer, maintenir, construire, acheter, louer, affréter ou autrement acquérir des bateaux à vapeur, remorques, dragues, allèges, bacs, vaisseaux et embarcations de toute description;

2. Construire, acquérir, posséder, louer, exploiter et gérer des structures, érections, édifices, boutiques, magasins, travaux, accessoires, moulins, machineries, usines et outillage de toute nature et espèce, sur terre ou sur eau, que la compagnie croira nécessaires ou requis pour ou en rapport avec la construction, fabrication, entretien, exploitation, navigation, gestion, renouvellement ou réparation des vaisseaux, travaux, entreprises, accessoires ou outillages de la compagnie, ou pour ou relativement à l'accommodation, le soin ou le transport des passagers ou le chargement, déchargement, manutention, arrimage, transport, entreposage, mise dans des élévateurs, entreposage à froid, emmagasinage, traitement ou soin du fret, malles, express, ou autre trafic de description quelconque; terrains, lots riverains, docks, quais, bassins, glissoires, havres et ports et terminus et autres facilités, droits et privilèges de toute description;

3. Faire des arrangements ou autres conventions pour le transport en général avec toute compagnie de chemin de fer, de vaisseaux à vapeur ou de navigation dont la ligne de chemin de fer ou entreprise communique avec ou est contiguë à celle de la compagnie, ou qui peut être convenablement exercée avec icelle, et conclure des arrangements avec telles autres compagnie ou compagnies pour le transport ou la location à icelle des entreprises ou travaux de la compagnie en tout ou en partie ou pour la fusion moyennant tels termes et conditions tel qu'il pourra être convenu;

4. Agir comme courtiers pour l'achat et la vente de propriétés et outillage, particulièrement outillage maritime; agir comme agents pour les autres; opérer une agence générale maritime et les opérations de courtiers;

5. Acheter, vendre et faire le commerce de bois de pulpe, bois de charpente, charbon, bois, huile et combustible de toute description;

6. Emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie et émettre des débetures, actions-débetures, bons, obligations et valeurs de toutes sortes et les rédiger, constituer et garantir comme

"St. Charles Transportation Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of May, 1936, incorporating: Francis George Bush, manager, Alexander Gordon Yeoman and William Patrick Creagh, law clerks, and Clifford George Meek, bookkeeper, all of the city and district of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

1. To own, operate, manage, maintain, construct, purchase, lease, charter or otherwise acquire steamships, tugs, dredges, lighters, scows, vessels and craft of every description;

2. To construct, acquire, own, lease, operate and manage structures, erections, buildings, shops, stores, works, appliances, mills, machinery, plant and equipment of every nature and kind, on land or on water deemed by the company to be necessary or required for or in connection with the construction, manufacture, maintenance, operation, navigation, management, renewal or repair of the company's vessels, works, undertakings, appliances or equipment, or for or in connection with the accommodation, care or conveyance of passenger traffic or the loading, unloading, handling, stevedoring, forwarding, warehousing, elevating, refrigerating, storage, treatment or care of freight, mails, express or other traffic of whatsoever description; lands, water lots, docks, wharves, basins, slips, harbour and port works and terminal and other facilities, easements and privileges of every description;

3. To make traffic or other arrangements with any railway, steamboat or navigation company whose line of railway or undertaking communicates with or is contiguous to that of the company, or may conveniently be operated therewith, and to enter into agreements with such other company or companies for the conveying or leasing to it of the undertakings or works of the company in whole or in part, or for amalgamation upon such terms and conditions as may be agreed upon;

4. To act as brokers in the purchase and sale of property and equipment, particularly of marine equipment; to act as agents for others; to operate a general steamship agency and brokerage business;

5. To buy, sell and deal in pulpwood, timber, coal, wood, oil and fuel of every description;

6. To borrow money upon the credit of the Company and to issue debentures, debenture stocks, bonds, obligations and securities of all kinds and to frame, constitute and secure the same

il sera jugé nécessaire, avec plein pouvoir de les rendre transférables par livraison ou par acte de transfert ou autrement, et soit rachetables, convertibles ou autrement, les garantir par hypothèque, nantissement, gage, cession, transfert ou autrement de l'entreprise de la compagnie ou sur aucun biens déterminés et droits de la compagnie, présents et futurs, ou de toute autre manière quelconque, et les gager ou les vendre pour telles sommes et aux prix qui seront jugés à propos;

7. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements ou de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions libérées ou des obligations ou les deux en paiement du prix d'achat;

8. Promouvoir, et devenir actionnaire d'une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, garantir aussi le remboursement du capital, le service des dividendes et intérêts sur les actions, parts, obligations, débetures et autres valeurs, ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie;

9. S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne, société, association ou compagnie et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle société, association ou compagnie et les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

10. Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépenses nécessaires;

11. Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquels la compagnie serait en affaires, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

12. Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

13. Distribuer, en espèces ou autrement, comme dividendes déclarés légalement à même le surplus ou profits nets de la compagnie ou de la manière prévue dans l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres ou actionnaires et en

as may seem expedient, with full power to make the same transferable by delivery or by instrument of transfer or otherwise, and either redeemable, convertible or otherwise, to secure the same by hypothec, mortgage, pledge, cession, transfer or otherwise of the undertaking of the company or upon any specific property and rights, present and future, of the company or otherwise howsoever, and to pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

7. To acquire or undertake the whole, or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the company and to issue paid up shares, or bonds, or both for the payment of the purchase price thereof;

8. To promote and become a shareholder in any company or companies, for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

9. To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company and to sell, hold, resell with or without guarantee or otherwise deal with the same;

10. To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

11. To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

12. To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined.

13. To distribute in specie or otherwise, as dividends legally declared out of the surplus or net profits of the company or in the manner provided for by Section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its members or shareholders and particularly any shares, bonds,

particulier les actions, obligations, les débetures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'une partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

14. Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

15. Louer, vendre, ou autrement aliéner l'industrie, les biens ou l'entreprise de la compagnie, en tout ou en partie, pour la considération que la compagnie pourra croire convenable et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

16. Exploiter toute autre industrie ou exercer toute autre activité que les directeurs jugeront incidentes ou avantageuses à la réalisation des objets de la compagnie, ou susceptibles d'augmenter directement ou indirectement la valeur de ou rendre profitable aucun des biens et droits de la compagnie;

17. Poursuivre, exercer et exploiter les objets et pouvoirs sus-énumérés et tous les autres objets et pouvoirs nécessaires ou utiles, et soit comme ou par l'entremise de principaux, agents, procureurs, entrepreneurs, facteurs, gérants, bailleurs, locataires ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres et poursuivre, exercer et exploiter l'un quelconque ou plusieurs de tels objets et pouvoirs sans égard aux autres, tels objets et pouvoirs étant censés être distincts et indépendants les uns des autres et ne pas être limités par le nom de la compagnie, et aucune clause des présentes ne sera interprétée comme étant limitée dans son sens général par les termes de toute autre clause ou comme limitant les pouvoirs généraux conférés par les lois de la province de Québec;

Et il est ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passe des contrats ou transige des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés, ou avec toute corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tels contrat ou transaction ne seront pas invalidés ou affectés en aucune manière par le fait que ce directeur ou ces directeurs ont ou peuvent avoir des intérêts dans ces contrat ou transaction qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie, lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant tel intérêt contraire soit nécessaire pour obliger la compagnie en vertu de tels contrat ou transaction, pourvu toutefois que, dans pareil cas, le fait que tel intérêt existe soit déclaré aux autres directeurs ou actionnaires affectés par tels contrat ou transaction; sous le nom de "St. Charles Transportation Company, Limited".

Le capital autorisé de la compagnie consistera en cinq cents (500) actions sans valeur nominale ou au pair et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations ne sera pas inférieur à deux mille cinq cents dollars (\$2,500.00).

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Québec, district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-troisième jour de mai 1936.

ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

3311

debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

14. To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

15. To lease, sell or otherwise dispose of the business, property or undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

16. To carry on any other business or engage in any other activity deemed by the directors to be incidental or conducive to the attainment of the objects of the company, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property and rights;

17. To pursue, exercise and carry on the objects and powers hereinbefore set forth and all other necessary or useful objects and powers, and either as or by and through principals, agents, attorneys, contractors, factors, managers, lessors, lessees or otherwise, and either alone or in conjunction with others and to pursue, exercise and carry on any one or more of such objects and powers without regard to the others, such objects and powers being deemed to be several and not dependent on each other and not limited by the name of the company, and no clause hereof shall be construed as limited in its generality by the terms of any other clause or as limiting the general powers conferred by the laws of the Province of Quebec;

And it is ordained and declared that in case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors or with any firm of which one or more of its directors are members or employees, or with any other corporation or association of which one or more of its directors are stockholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction; provided, however, that in any such case, the fact of such interest shall be disclosed to the other directors or stockholders acting upon or in reference to such contract or transaction, under the name of "St. Charles Transportation Company, Limited".

The authorized capital of the company shall consist of five hundred (500) shares without nominal or par value and the amount with which the Company shall commence business shall not be less than twenty five hundred dollars (\$2,500.00).

The head office of the company will be at the city of Québec, in the district of Québec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of May, 1936.

ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

3312-0

**"The First Income Trading Corporation
(Quebec), Limited".**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de mai, 1936, constituant en corporation: Jonathan Robinson, John Foster Chisholm, Hamilton Larratt Smith, Edmond Howard Eberts et Henry Weir Davis, Avocats, tous de la Cité et du District de Montréal, dans la Province de Québec, dans les buts suivants:

(a) Acheter, acquérir, posséder, détenir, vendre, céder, transférer, placer et faire le commerce et négocier, faire le trafic et le négoce de bons, titres, mortgages, débetures, billets et autres titres de créance, placements, effets de commerce, valeurs et obligations de toute espèce et nature, soit garantis ou non, de toute corporation, syndicat, entité, personne ou autorité gouvernementale, municipale ou publique, domestique ou étrangère, et titres de tout intérêt concernant tous tels titres, bons et autres titres de créance et obligations; émettre en échange d'iceux ses propres actions, bons et autres obligations et, durant leur possession ou détention, exercer tous les droits et pouvoirs et privilèges de propriété en ce qui les concerne; et faire des placements dans toutes espèces et classes de valeurs et placements;

(b) Souscrire ou faire souscrire, acheter, posséder, détenir, acheter, passer des contrats d'achat, recevoir ou acquérir, et vendre, négocier, garantir, céder, faire le commerce, échanger, transférer ou autrement disposer d'actions du capital-actions, certificats, bons, coupons, mortgages, débetures, actions-débetures, valeurs billets, acceptations, traites, titres de créance, certificats d'intérêt émis ou créés par d'autres corporations, compagnies à fonds social ou autrement, soit publiques, privées ou municipales, ou toute corporation incorporée et, durant la possession d'iceux, posséder et exercer en ce qui les concerne tous droits, pouvoirs et privilèges de propriété, y compris le droit de vote sur iceux;

(c) Exercer toute autre industrie qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en rapport avec son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur ou rendre profitable aucun des biens ou droits de la compagnie;

(d) Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des propriétés et engagements ou biens de tout individu, société ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions acquittées, ou obligations, ou les deux en paiement du prix d'achat d'iceux;

(e) Se fusionner ou s'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie, ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compa-

**"The First Income Trading Corporation
(Quebec), Limited".**

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the twenty ninth day of May, 1936, incorporating: Jonathan Robinson, John Foster Chisholm, Hamilton Larratt Smith, Edmond Howard Eberts and Henry Weir Davis, Advocates, all of the City and District of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

(a) To purchase, acquire, own, hold, sell, assign, transfer, invest and deal in and with, and trade in and with, bonds, stocks, mortgages, debentures, notes and other evidences of indebtedness, investments, script, securities and obligations of every kind and nature, whether secured or unsecured, of any corporation, syndicate, entity, person or governmental, municipal or public authority, domestic or foreign, and evidences of any interest in respect of any such stocks, bonds and other evidences of indebtedness and obligations; to issue in exchange therefor its own stock, bonds or other obligations and, while the owner or holder of any such, to exercise all the rights and powers and privileges of ownership in respect thereof; and to invest in all manner and class of securities and investments;

(b) To subscribe for or cause to be subscribed for, buy, own, hold, purchase, contract to purchase, receive or acquire, and to sell, negotiate, guarantee, assign, deal in, exchange, transfer or otherwise dispose of shares of the capital stock, script, bonds, coupons, mortgages, debentures, debenture stock, securities, notes, acceptances, drafts, evidences of indebtedness, certificates of interest issued or created by other corporations, joint stock companies or otherwise, whether public, private or municipal, or any corporate body and, while the owner thereof, to possess and exercise in respect thereof all rights, powers and privileges of ownership, including the right to vote thereon;

(c) To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

(d) To acquire or undertake the whole, or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company and to issue paid up shares, or bonds, or both, for the payment of the purchase price thereof;

(e) To amalgamate or enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, or expenses, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any persons, partnership, association or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, or re-sell, with or

gnie, et les vendre, les détenir ou les revendre avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

(f) Prêter des fonds aux clients ou autres en relations d'affaires avec la compagnie, ou avec lesquels la compagnie se propose d'avoir des relations d'affaires, ou à toute compagnie dont aucunes des actions sont détenues par la compagnie;

(g) Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables;

(h) Prendre les moyens de faire connaître les affaires et les services de la compagnie qui seront jugés convenables, et particulièrement la publicité dans la presse, la distribution de circulaires, la publication de livres et périodiques et l'octroi de prix, récompenses et dons;

(i) Distribuer, en espèces ou autrement, comme dividendes déclarés légalement à même le surplus de la compagnie ou de la manière prévue dans l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, les obligations, les débiteures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'une partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débiteures ou autres valeurs d'une autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

(j) Payer des commissions n'excédant pas dix pour cent (10%) à toute personne ou personnes procurant ou convenant de procurer des souscriptions pour aucune des actions de la compagnie;

without guarantee, or otherwise deal with the same;

(f) To lend money to customers or others having dealings with the company or with whom the company proposes to have dealings, or to any company any of whose shares are held by the company;

(g) To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable instruments;

(h) To adopt such means of making known the business and services of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

(i) To distribute in specie or otherwise, by way of dividends legally declared out of the surplus of the company or in the manner provided for the Section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received at a consideration of the sale of the whole or any portion of the company's property, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

(j) To pay commissions not exceeding ten per cent (10%) to any person or persons procuring or agreeing to procure subscriptions for any of the company's shares;

IL EST EXPRESSÉMENT DÉCLARÉ QUE:—

1. Toutes et chacune des valeurs qui pourront être achetées par la compagnie seront payées en entier, et en vertu d'aucune condition la compagnie ne négociera aucune transaction sur marge ou ne vendra des actions à court sur le marché;

2. La compagnie en aucune circonstance n'aura le pouvoir d'emprunter des deniers ou garanties de toute banque, courtier ou autre personne, sous le nom de "The First Income Trading Corporation (Quebec), Limited".

Le capital total de la compagnie sera de \$250,000., divisé en 2,500 actions de la Classe "A" d'une valeur au pair de \$1.00 chacune et 49,500 actions de la Classe "B" d'une valeur au pair de \$5.00 chacune, sujet à l'augmentation du dit capital total en vertu des dispositions de la dite Loi et des lois l'amendant.

Les dites actions de la Classe "A" et de la Classe "B" porteront et seront sujettes respectivement aux préférences, priorités, droits, privilèges, limitations et conditions ci-après, dans les présentes, énoncées, à savoir:

1. Les porteurs d'actions de la classe "B" n'auront pas le droit de voter en rapport avec les dites actions à aucune assemblée des actionnaires excepté lors de toute proposition pour la modification ou l'amendement des droits attachés aux actions de la classe "A" et de la classe "B" respectivement.

2. La compagnie aura le droit de temps à autre de racheter l'une quelconque des dites actions de la classe "B" des porteurs désirant en disposer au prix du marché d'icelles, pourvu toujours, cependant, que la compagnie ne paie pas plus que la valeur au pair des dites actions pour aucune des actions ainsi achetée;

3. Soixante et quinze pour cent (75%) des profits nets de la compagnie seront mis de côté

IT IS EXPRESSLY DECLARED THAT:—

1. Any and all securities which may be purchased by the company shall be paid for outright, and under no conditions shall the company negotiate in any trading on margin or sell shares short of the market;

2. The company shall not under any circumstances be empowered to borrow money or securities from any bank, broker or other person, under the name of "The First Income Trading Corporation (Quebec) Limited".

The capital stock of the Company is to be \$250,000, divided into 2,500 shares of Class "A" Stock of the par value of \$1.00 each and 49,500 shares of Class "B" Stock of the par value of \$5.00 each, subject to the increase of such capital stock under the provisions of the said Act and amending Acts.

The said shares of Class "A" Stock and Class "B" Stock shall respectively carry and be subject to the preferences, priorities, rights, privileges, limitations and conditions hereinafter set forth, that is to say:

1. The holders of Class "B" Stock shall not be entitled to vote in respect of the same at any meeting of the Shareholders except upon any proposal for the modification or alteration of the rights attached to Class "A" and Class "B" Stock respectively.

2. The Company shall have the right from time to time to redeem any of the said Class "B" shares from holders willing to dispose of the same at the market price thereof, provided always, however, that the Company shall not pay more than the par value of such shares for any so purchased;

3. Seventy-five per cent (75%) of the net profits of the Company shall be set aside annually,

annuellement, ou à telle période plus courte que les directeurs pourront déterminer, pour le paiement des dividendes sur les actions de la classe "B" et la balance ou vingt-cinq pour cent (25%) des profits nets de la compagnie seront mis de côté et seront disponibles seulement pour le paiement des dividendes sur les actions de la Classe "A", mais les porteurs des dites actions de la classe "A" auront seulement le droit de recevoir des dividendes sur icelles s'ils ont payé ou fait payer toutes les dépenses ordinaires d'administration de la compagnie, y compris l'entretien et l'ameublement du bureau principal et toutes les succursales de la compagnie, et toutes les dépenses des commis, de publicité, le loyer et les accessoires et autres dépenses ordinaires de bureau, mais sans comprendre les taxes ou permis du fédéral, provincial ou municipal, qui seront payés par la compagnie à même ses propres deniers avant d'établir les profits.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-neuvième jour de mai, 1936.

ALEX. DESMEULES,

Sous-secrétaire de la Province.

3313

or at such shorter period as the Directors may determine, for the payment of dividends on the Class "B" Stock, and the balance, or twenty-five per cent (25%) of the net profits of the Company shall be set aside and be available solely for the payment of dividends upon the Class "A" Stock, but the holders of such Class "A" Stock shall only be entitled to receive dividends thereon if they have paid or caused to be paid all of the ordinary management expenses of the Company, including maintenance and equipment of the central office and all branch offices of the Company, and all clerical, advertising, rental and supplies and other customary office expenses, but not including Federal, Provincial or Municipal taxes or licenses, which shall be paid by the Company out of its own monies before determining profits.

The head office of the company will be in the City of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-ninth day of May, 1936.

ALEX. DESMEULES,

Assistant Provincial Secretary.

3314-o

"The Gaisin Press, Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, R. S. Q., 1925, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de mai 1936, constituant en corporation: Nathan Gaisin, Harry Gaisin et Isidore Liflanchick, imprimeurs, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Entreprendre, exercer, maintenir et exploiter le commerce en gros et en détail d'imprimerie, de réglage, gravure, photogravure, lithogravure, photographie, reliure, papeterie, librairie et toute autre chose ou entreprise susceptible d'être conduite avec un ou plusieurs des objets susdits;

2. Manufacturer, produire, acheter, vendre, importer, exporter, louer, publier, distribuer, en gros et en détail, des journaux, revues, volumes, pamphlets, périodiques, catalogues, calendriers, imprimés, cartons, étiquettes, cartes géographiques, gravures, enseignes, pancartes, images, illustrations, et autres nouveautés littéraires, commerciales, scientifiques, techniques et artistiques;

3. Manufacturer, assembler, installer, recommander, vendre, acheter, exporter et manufacturer tous caractères d'imprimerie, cadres, machines, presses, appareils mécaniques, électriques, thermoscopiques, de contrôle, pour régulariser l'impression de matière imprimée ou à être imprimée; exercer le commerce et négocier tous produits manufacturés ou autrement nécessaires à toutes installations pour l'imprimerie, réglage, reliure, papeterie, librairie, lithogravure, photographie et électrotypie;

4. Exercer un commerce général d'annonce et de publicité dans toutes ses spécialités, soit comme mandants et agents, et acquérir et exploiter des franchises pour fins de publicité;

5. Etablir des magasins et entrepôts pour le commerce en gros et en détail de fournitures pour écoles, bijouteries de toutes sortes, ornements d'église, accessoires de bureau, et généralement toutes choses se rapportant à tel commerce;

6. Construire, acquérir, louer, posséder, exploiter et entretenir des boutiques, usines, machine-

"The Gaisin Press, Ltd".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the twenty seventh day of May, 1936, incorporating: Nathan Gaisin, Harry Gaisin, and Isidore Liflanchick, printers, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To undertake, carry on, maintain and operate the wholesale and retail business of printing, ruling, engraving, photo engraving, lithographing, photography, binding, stationery, library and any matter and undertaking capable of being connected with one or more of the hereinabove objects;

2. To manufacture, produce, purchase, sell, import, export, lease, publish, distribute, wholesale and retail, newspapers, reviews, volumes, pamphlets, periodicals, catalogues, calendars, ready prints, cardboard, labels, maps, engravings, signs, show cards, pictures, illustrations, and other literary, commercial, scientific, technical and artistic novelties;

3. To manufacture, assemble, install, recommend, sell, purchase, export and manufacture any types, frames, machines, presses, mechanical, electrical, thermostotal, control, apparatus for regulating the printing of printed matter, or to be printed; to carry on business and deal in any manufactured products or otherwise, suitable for any printing, ruling, binding, stationery, book-seller, litho-engraving, photography and electrotyping equipment;

4. To carry on a general advertising and publicity business in all its branches, both as principals and agents, and to acquire and operate franchises for advertising purposes;

5. To establish stores and warehouses for the wholesale and retail business of school supplies, jewelry of all kinds, church ornaments, office supplies, and generally everything connected with such business;

6. To construct, acquire, lease, own, operate and maintain workshops, plants, machinery and

rie et autres appareils pour la production de l'électricité, pouvoir et énergie électrique, pneumatique, hydraulique pour fins d'éclairage, de chauffage ou de pouvoir, pour les objets de la compagnie;

7. Exercer le négoce et le commerce de machinistes, ingénieurs, mécaniciens, métallurgistes, fondeurs et mouleurs, manufacturiers, fabricants et négociants de machines, véhicules, camions de toutes sortes, et tous matériaux, appareils, pièces mécaniques, outils et autres accessoires s'y rapportant, et agir comme marchands à commission pour les dits articles sus-décrits;

8. Acquérir les biens, franchises, clientèle, brevets d'invention, biens mobiliers et immobiliers, en tout ou en partie, de toute personne, firme ou compagnie, endettée envers la compagnie ou exerçant aucun commerce similaire à celui de la compagnie, et assumer les obligations ou dettes de telle personne, firme ou compagnie, et payer pour telle acquisition, en tout ou en partie, en argent, obligations ou actions de la compagnie;

9. Acquérir au moyen de construction, achat, bail ou autrement tous biens mobiliers ou immobiliers, nécessaires ou utiles aux fins de la compagnie, et en disposer par vente, échange ou autrement moyennant toute compensation jugée convenable;

10. Solliciter, obtenir, enregistrer tous brevets d'invention, noms de commerce, ou marques de commerce, ainsi que toutes améliorations utiles aux fins de la compagnie;

11. Emettre et céder des actions ou obligations de la compagnie en paiement total ou partiel de tous biens mobiliers ou immobiliers ou les deux, ou pour tous droits acquis par la compagnie, ou comme rémunération pour services rendus à la compagnie, soit comme promoteurs de la compagnie ou autrement, de la manière qui sera jugée nécessaire ou convenable par les directeurs, avec l'approbation des actionnaires;

12. S'unir ou se fusionner avec toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

13. Faire des avances de deniers aux clients, ou autres firmes, ou autres personnes ayant des relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution de leurs contrats, et prendre et détenir toutes valeurs jugées convenables;

14. Placer les deniers de la compagnie dans des valeurs, et de la manière qui sera déterminée par résolution de la compagnie;

15. Conclure des arrangements avec toute autorité gouvernementale ou municipale, de la manière qui semblera avantageuse pour les fins de la compagnie, et obtenir de telle autorité tous droits, privilèges, concessions, subsides, ou autres bénéfices, exécuter tels arrangements et s'y conformer;

16. Prendre les moyens de faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans tout autre pays, et y désigner des personnes pour faire tous actes ou choses nécessaires conformément aux lois de tel pays, pour y représenter la compagnie, et la rendre susceptible d'exercer ses opérations et son négoce d'une manière effective, et poursuivre ses opérations dans le dit pays;

17. Pour les fins susdites, agir comme mandants, facteurs pour d'autres, agents à commission, consignataires, représentants ou procureurs pour toute personne, firme ou corporation exerçant un commerce similaire à celui de la présente compagnie;

18. Exercer toutes autres opérations que la compagnie croira pouvoir directement ou indirectement augmenter la valeur ou rendre profitables les biens et droits de la compagnie;

19. Etablir, maintenir et exploiter des succursales, usines, agences, salles de vente et bureaux

other apparatus for the production of electricity, electric, pneumatic, hydraulic power and force, for any lighting, heating or power purposes whatsoever, for the objects of the company;

7. To carry on the trade and business of machinists, engineers, mechanics, metallurgists, founders and moulders, manufacturers, makers and dealers in machines, vehicles, trucks of every kind, and of all materials, apparatus, mechanical parts, tools and other accessories connected therewith, and to act as commission merchants for the above described articles;

8. To acquire the property, franchises, goodwill, patents of invention, moveable and immoveable property in whole or in part of any person, firm or company, indebted towards the company or carrying on any business similar to that of the company, and to assume the liabilities or debts of such person, firm or company, and to pay for such acquisition, in whole or in part in cash, bonds or shares of the company;

9. To acquire by construction, purchase, lease or otherwise any moveable or immoveable property necessary or useful for the purposes of the company, and to dispose thereof by sale, exchange or otherwise, for any consideration deemed convenient;

10. To apply for, obtain, register, any patent of invention, trade-names or trade-marks, as well as any improvements useful for the purposes of the company;

11. To issue and assign shares or bonds of the company in whole or part payment for any moveable or immoveable property or both, or for any rights acquired by the company, or as remuneration for services rendered to the company, either as promoters of the company or otherwise, as may be deemed necessary or expedient by the directors, with the approval of the shareholders;

12. To consolidate or amalgamate with any other company having objects in whole or in part similar to those of the company;

13. To make advances of money to customers, or other firms, or other persons, having business relations with the company, and to guarantee the execution of their contracts, and take and hold any securities deemed expedient;

14. To invest the moneys of the company in securities, and in the manner which may be determined by resolution of the company;

15. To enter with any government or municipal authority into any agreement which may seem advantageous for the purposes of the company, and to obtain from such authority any rights, privileges, concessions, subsidies, or other benefits, execute such agreements and comply therewith;

16. To procure the company to be registered and recognized in any other country, and there to designate persons to do any suitable acts or things according to the laws of such country, to represent the company, and to enable it to carry on its business and trade in an effective manner, and pursue its business in the said country;

17. For the hereabove purposes, to act as principals, factors for others, commission agents, consignees, representatives or attorneys for any person, firm or corporation carrying on a similar business to that of the present company;

18. To carry on any other business which the company may deem fit, directly or indirectly, to enhance the value of or render more profitable the property and rights of the company;

19. To establish, maintain and exploit branches, factories, agencies, sale-rooms, and offices in

en rapport avec le commerce de la compagnie, et exercer toutes autres opérations manufacturières ou mercantiles que la compagnie jugera convenables en rapport avec les objets susdits, ou qui sembleront propres à augmenter et rendre profitables les biens ou droits de la compagnie;

20. Acquérir, recevoir, posséder, louer, garantir, hypothéquer, vendre ou échanger des actions, titres ou débetures ou valeurs de toute corporation dans l'intérêt du commerce de la compagnie;

21. Acquérir, recevoir, posséder, louer, échanger, vendre ou autrement céder tous biens mobiliers et immobiliers nécessaires ou utiles aux fins de la compagnie; hypothéquer ou nantir de toute manière quelconque les dits biens meubles et immeubles;

22. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats, et autres effets négociables ou transférables;

23. Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en nature, espèces ou autrement, de la manière qui pourra être résolue par voie de dividende, ou de la manière prescrite par la section 81 de la Loi des Compagnies de Québec, toutes propriétés ou biens de la compagnie, et en particulier toutes actions, obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs de ou dans toute autre compagnie appartenant à cette compagnie, ou dont elle a le pouvoir de disposer;

24. Payer tous coûts, frais et dépenses encourus ou subis lors de la promotion et de l'établissement de la compagnie, ou que la compagnie croira devoir être préliminaires;

25. Emettre et répartir les actions du capital-actions de la compagnie pour telle considération qui sera fixée par le bureau de direction;

26. Emprunter sur hypothèques, débetures ou autrement, et exercer les pouvoirs mentionnés dans l'article 67, chap. 223, des Statuts Refondus de Québec, 1925, en suivant cependant les formalités requises par la loi, à savoir:

(a) Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie;

(b) Emettre des obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie, et les nantir ou les vendre moyennant tel prix qui sera jugé convenable;

(c) Hypothéquer ou nantir les immeubles, ou nantir ou autrement affecter les biens meubles de la compagnie, ou donner toutes telles garanties pour garantir le paiement des dites obligations, débetures ou autres valeurs, ou pour tous prêts d'argent faits pour les fins de la compagnie;

(d) Limiter ou augmenter le montant des prêts à être faits;

27. Faire toutes choses, exercer tous pouvoirs, et exécuter tous autres actes qui peuvent être utiles ou qui sembleront avantageux pour la complète réalisation des objets pour lesquels la compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "The Gaisin Press, Ltd.", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

✓ Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-septième jour de mai 1936.

ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

connection with the business of the company, and to carry on any other manufacturing or mercantile business which the company may deem in connection with the aforesaid, or of such a kind as may enhance and render profitable the property or rights of the company;

20. To acquire, receive, own, lease, guarantee, hypothecate, sell or exchange shares, stock or debentures or securities of any corporation, in the interest of the company's business;

21. To acquire, receive, own, lease, exchange, sell or otherwise alienate any moveable and immoveable property necessary or useful for the purposes of the company; to hypothecate or pledge in any manner whatsoever the said moveables and immoveables;

22. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, and other negotiable or transferable instruments;

23. To distribute among the shareholders of the company in kind, specie or otherwise, as may be resolved by way of dividend, or in the manner prescribed by section 81 of the Quebec Companies' Act, any property or assets of the company, and in particular any shares, bonds, debentures, debenture stock, or other securities of, or in any other company belonging to this company, or which it may have power to dispose of;

24. To pay all costs, charges and expenses incurred or sustained in or about the promotion and establishment of the company, or which the company shall consider preliminary;

25. To issue and allot shares of the capital stock of the company for such consideration as may be fixed by the Board of Directors;

26. To borrow on hypothecs, debentures, or otherwise, and exercise the powers mentioned in Article 67, Chap. 223 of the Revised Statutes of Quebec, 1925, by following, however, the formalities required by law, to wit:

(a) To borrow money upon the credit of the company;

(b) To issue bonds, debentures or other securities of the company, and pledge or sell the same for such price as may be deemed expedient;

(c) To hypothecate or mortgage the immoveables, or pledge or otherwise affect the moveable property of the company, or give all such guarantees to secure the payment of such bonds, debentures or other securities, and for any loans of money made for the purpose of the company;

(d) To limit or increase the amount of loans to be made;

27. To do all things, exercise all powers, and execute any other acts which may be useful or seem advantageous for the proper attainment of the objects for which the company is incorporated, under the name of "The Gaisin Press, Ltd.", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of May, 1936.

ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

"The Manhattan Ladies' Wear Co., Limited". "The Manhattan Ladies' Wear Co., Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de mai 1936, constituant en corporation: Lionel-Albert Sperber, Louis-Mortimer Bloomfield, et Hyman-Carl Goldenberg, avocats, tous de la cité de Montréal, dans la province de Québec, dans les buts suivants:

1. Faire affaires comme importateurs, exportateurs, manufacturiers et marchands, généralement, en gros et en détail, de robes, manteaux, bonneterie, gants, articles de modes et vêtements de toute description, pour dames;

2. Payer toute propriété mobilière ou immobilière, privilèges, droits, commerce ou franchises que cette compagnie peut acquérir, ou, avec l'approbation des actionnaires, pour services rendus ou qui seront rendus à la compagnie, en actions entièrement libérées, obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie;

3. Acquérir par achat, bail, échange, octroi, concession ou autre titre légal, et détenir et posséder des terrains et immeubles de toute description nécessaires ou utiles aux fins du commerce de la compagnie, et vendre, louer, arrenter, transporter, échanger, hypothéquer, disposer et autrement négocier tels terrains, immeubles aux termes et conditions que la compagnie jugera convenables;

4. Garantir et donner garantie et se porter garants du paiement de billets promissoires, lettres de change, et autres obligations de toute autre corporation, firme ou individu;

5. Se fusionner, faire le partage des profits et s'unir avec toute personne ou compagnie exerçant tout commerce semblable ou similaire à celui que la compagnie a l'autorisation d'exercer, aux termes que cette compagnie pourra déterminer;

6. Acheter, prendre en échange ou en paiement ou acquérir autrement, posséder et détenir et vendre et aliéner des actions, obligations et autres valeurs d'autres compagnies dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, et acquérir, détenir, vendre et aliéner des droits chirographaires, privilèges ou gages dans d'autres compagnies ou individus;

7. Si autorisés par règlement ratifié par un vote de pas moins les deux-tiers en valeur du capital-actions souscrit de la compagnie, représenté à une assemblée générale convoquée pour considérer le règlement, les directeurs pourront, de temps à autre:

a. Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie;

b. Emettre des débetures ou autres garanties de la compagnie et les nantir ou vendre pour les sommes et prix qui seront considérés convenables;

c. Nonobstant l'article 2017 du Code civil, hypothéquer, gager ou nantir la propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, de la compagnie, pour garantir toutes telles débetures ou autres valeurs, ou donner partie seulement de pareilles garanties pour tel but, et constituer l'hypothèque ou le gage, ou le nantissement dans ce sous-paragraphe par acte de fiducie, conformément aux articles 11 et 12 de la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations, ou en toute autre manière;

d. Hypothéquer ou nantir la propriété immobilière de la compagnie ou autrement grever la propriété mobilière ou donner semblables garan-

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the twenty-seventh day of May, 1936, incorporating: Lionel Albert Sperber, Louis Mortimer Bloomfield, and Hyman Carl Goldenberg, advocates, all of the city of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

1. To carry on business as importers, exporters, manufacturers and dealers generally, both at wholesale and at retail, in dresses, coats, hosiery, gloves, millinery and women's garments of every description;

2. To pay for any property, movable or immovable, privileges, rights, business or franchises which the Company may acquire, or, with the approval of the shareholders, for any services rendered or to be rendered to the Company, in fully paid up shares, bonds, debentures or other securities of the Company;

3. To acquire by purchase, lease, exchange, grant, concession or other legal title, and to hold and own lands and immovables of every description, necessary or useful for the purposes of the company's business, and to sell, lease, rent, convey, exchange, hypothecate, dispose of and otherwise deal with such lands and immovables, on such terms and conditions as the company may think fit;

4. To guarantee and give security for and to become responsible for the payment of promissory notes, bills of exchange, and other obligations of any other corporation, firm or individual;

5. To amalgamate, share profits or unite with any person or company carrying on any business the same as or similar to that which this Company is authorized to carry on, on such terms as this Company may decide;

6. To purchase, take in exchange or in payment or otherwise acquire, own and hold, and to sell and dispose of shares, bonds, and other securities in other companies having objects similar, in whole or in part, to those of this Company, and to acquire, hold, sell and dispose of rights of hypothec, privileges or pledge in and from other companies or individuals;

7. If authorized by by-law sanctioned by a vote of not less than two-thirds in value of the subscribed stock of the Company, represented at a general meeting called for considering the By-law, the Directors may, from time to time:

a. Borrow money upon the credit of the Company;

b. Issue debentures or other securities of the Company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

c. Notwithstanding article 2017 of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge the movable or immovable property, present or future, of the Company, to secure any such debentures or other securities or give part only of such guarantee for such purposes, and constitute the hypothec, mortgage or pledge mentioned in this sub-paragraph, by trust deed in accordance with articles 11 and 12 of the Special Corporate Powers Act, or in any other manner;

d. Hypothecate or mortgage the immovable property of the Company or pledge or otherwise affect the movable property, or give all such

ties pour garantir le paiement d'emprunts faits autrement que par l'émission de débetures, aussi bien que le paiement ou l'exécution de toute autre dette, contrat ou obligation de la compagnie;

Les limitations et les restrictions contenues en cet article ne s'appliquent pas à l'emprunt d'argent par la compagnie sur lettres de change, billets promissaires faits, tirés, acceptés ou endossés par ou pour la compagnie, sous le nom de "The Manhattan Ladies' Wear Co. Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions d'une valeur au pair de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans la province de Québec.

✓ Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-septième jour de mai 1936.

ALEX. DESMEULES,

3317

Sous-secrétaire de la Province.

guarantee to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of any other debt, contract or obligation of the Company;

The limitations and restriction contained in this article shall not apply to the borrowing of money by the company on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the Company, under the name of "The Manhattan Ladies' Wear Co. Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-seventh day of May, 1936.

ALEX. DESMEULES,

3318-o

Assistant Provincial Secretary.

"Windsor Homes Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de mai 1936, constituant en incorporation: David-Ball Mansur, directeur d'une compagnie d'assurances à vie, Westmount, Qué., Arthur-James-Carman Paine, architecte, Montréal, Qué., Owen Lobley, gérant général, Model city, Qué., dans les buts suivants:

(a) Acquérir par achat, bail, échange ou autrement du terrain, des édifices et propriétés immobilières de toute tenure ou description et toute propriété ou tout intérêt s'y rattachant, et tous droits sur ou y attachés, et les rendre profitables de telle manière jugée convenable et particulièrement en les transformant en lots à bâtir et en construisant, reconstruisant, modifiant, améliorant, décorant, meublant et entretenant des bureaux, plain-pieds, maisons, maisons de rapport, manufactures, entrepôts, boutiques, quais, édifices, travaux et accommodations de toutes sortes, y compris plus particulièrement des édifices spécialement destinés à procurer des facilités et accommodations pour des personnes, firmes et corporations recherchant des établissements pour bureaux, magasins, banques, restaurants, manufactures ou autres fins commerciales, ou en consolidant ou unissant ou subdivisant des propriétés, et en les louant, les administrant ou en disposant; et administrer des terrains, édifices et autres propriétés, disposés comme ci-dessus, soit qu'ils appartiennent à la compagnie ou non, et collecter des rentes et revenus et procurer aux locataires, occupants et autres, des rafraîchissements, des services, messagers, de la lumière, des salles d'attente, des salles de lecture, des salles de réunion, des salles de travail, des salles de club, des chambres de toilette, des buanderies, installations électriques, garages, écuries et autres installations, services et accessoires convenant à leur profession ou genre d'affaire et exercer une agence de développement d'immeuble en général et de courtage dans toutes ses branches;

(b) Exercer tout autre commerce, soit manufacturier ou autrement, que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en rapport avec son industrie, ou susceptible d'augmenter directement ou indirectement la valeur ou rendre profitable aucune des propriétés, droits ou produits de la compagnie;

(c) Demander, acheter ou acquérir autrement toutes marques de commerce, noms de commerce, brevets, permis, concessions et choses de même

"Windsor Homes Company".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of May, 1936, incorporating: David Ball Mansur, Life Insurance Executive, Westmount, Que., Arthur James Carman Paine, architect, Montreal, Que., Owen Lobley, General Manager, Model City, Que., for the following purposes:

(a) To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise, land, buildings and immoveable property of any tenure or description, and any estate or interest therein, and any rights over or connected therewith, and to turn the same to account as may seem expedient, and in particular by preparing building sites, and by constructing, reconstructing, altering, improving, decorating, furnishing and maintaining offices, flats, houses, apartments, factories, warehouses, shops, wharves, buildings, works and conveniences of all kinds, including, more particularly, buildings specially designed to provide facilities and accommodation for persons, firms and corporations requiring premises for office, store, bank, restaurant, manufacturing or other commercial purposes, and by consolidating, or connecting, or subdividing properties and by leasing, operating and disposing of the same; and to manage land, buildings and other property situate as aforesaid, whether belonging to the company or not, and to collect rents and income, and to supply to tenants, occupiers and others, refreshments, attendants, messengers, light, waiting-rooms, reading-rooms, meeting-rooms, operating-rooms, club-rooms, lavatories, laundry conveniences, electric conveniences, garages, stables, and other advantages, service and supplies, according to their profession or business, and to carry on a general real estate development agency and brokerage business in all its branches;

(b) To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products;

(c) To apply for, purchase or otherwise acquire any trade-marks, trade-names, patents, licenses, concessions, and the like, conferring any exclusive

nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité ou illimité, d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, formule, recette ou procédé qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière, en permettre l'usage sous permis ou les faire valoir autrement;

(d) Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous biens mobiliers ou immobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, usine, fonds de commerce;

(e) Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements, ou de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions acquittées, obligations ou les deux en paiement du prix d'achat;

(f) Promouvoir, et devenir actionnaire d'une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, garantir aussi le remboursement du capital, le service des dividendes et intérêts sur les actions, parts, obligations, débetures et autres valeurs, ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie;

(g) S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne, société, association ou compagnie et prendre ou acquérir autrement des actions et ou valeurs de toute telle société, association ou compagnie et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

(h) Souscrire, prendre ou acquérir autrement et détenir des actions, du capital, ou autres valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie et les vendre ou autrement en disposer;

(i) Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune licence, d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation, aucun autre corps public peut accorder, et les payer, aider et contribuer à leur donner effet, attribuer aussi aucune des actions de la compagnie, obligations et valeurs à en solder généralement les frais, charges et dépenses nécessaires;

(j) Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toutes personnes ou compagnies pour services rendus ou à rendre en plaçant ou

or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process, which may seem capable of being used for any of the purposes of the Company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the Company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

(d) To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any moveable or immovable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

(e) To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid up shares, or bonds, or both for the payment of the purchase price thereof;

(f) To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company, and to guarantee payment of the principal of and dividends and interests on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of, and the performance of contracts by any such company;

(g) To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expenses, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the Company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person, partnership, association or company, aid to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

(h) To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares or stock or other securities of or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company, and to sell or otherwise dispose of the same;

(i) To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase, or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority, or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

(j) To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any persons or companies for services rendered or to be rendered in placing

aidant à placer ou garantissant le placement d'actions de la compagnie, ou toutes débetures, actions-débetures ou toutes autres valeurs de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

(k) Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquels la compagnie serait en affaires, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

(l) Placer et employer les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

(m) Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(n) Louer, vendre la totalité ou aucune partie de la propriété, des droits ou entreprises de la compagnie, ou en disposer autrement, pour le prix que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

(o) Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital ou passer des contrats avec toute autre compagnie pour les payer;

(p) Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débetures ou autres valeurs de la compagnie, ou les engager ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

(q) Hypothéquer, grever ou engager toute propriété, mobilière ou immobilière, appartenant à la compagnie, comme garantie de toutes obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre, ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

(r) Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou qui peuvent conduire à la réalisation des objets susdits et faire toutes ou aucune des choses susdites comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement, et par l'intermédiaire de fiduciaires, agents ou autrement, et soit seule ou conjointement avec d'autres;

(s) Conduire un commerce général d'immeubles, et agir comme agent, courtier ou fondé de pouvoir de *facto* pour toutes personnes, firmes ou corporations en achetant, vendant et négociant des biens mobiliers et immobiliers, et agir, en même qualité, dans le but de négocier des prêts hypothécaires, sous le nom de "Windsor Homes Company", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal, Province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-troisième jour de mai 1936.

ALEX. DESMEULES,

3321 Sous-secrétaire de la Province.

or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

(k) To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures, or other securities, or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

(l) To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as from time to time may be determined;

(m) To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

(n) To lease, sell, or otherwise dispose of the business, property or undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

(o) To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital or to contract with any company or person to pay the same;

(p) To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company, and to pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

(q) To hypothecate, mortgage or pledge any property, moveable or immoveable, belonging to the company, for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to issue, or any money borrowed for the purposes of the company;

(r) To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise, and by or through trustees, agents or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

(s) To conduct a general real estate business, and to act as agent, broker or attorney in fact, for any persons, firms or corporations in buying, selling and dealing in real and immoveable property, and to act, in the same capacity, for the purpose of negotiating mortgage loans, under the name of "Windsor Homes Company", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-third day of May, 1936.

ALEX. DESMEULES,

3322-o Assistant Provincial Secretary.

"The Triplex Press, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de mai 1936, constituant en

"The Triplex Press, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of May, 1936, incorporating: Aurel E. Arbi-

corporation: Aurel E. Arbique, Gilbert Brisson, tous deux imprimeurs, Cécile Oldroyd, épouse commune en biens du dit Aurel E. Arbique, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

1. Exercer le négoce ou le commerce d'imprimeurs, publicistes, éditeurs de journaux, lithographes, graveurs, relieurs, libraires, fondeurs de caractère et agents de publicité; et le commerce de gravure en relief, électrotypie, stéréotypie, photogravure, fabrication et commerce de boîtes en papier, papeteries, cartons et étiquettes;

2. Solliciter, obtenir, enregistrer, acheter, louer ou accorder sur droit régalien ou autrement acquérir et détenir, utiliser, posséder, introduire et vendre, céder, louer ou accorder sur droit régalien ou autrement, ou autrement disposer de tout droit d'auteur ou droits d'auteurs pour toute œuvre littéraire ou autre dont les droits peuvent être réservés;

3. Exercer dans toutes ses spécialités le commerce d'éditeurs et imprimer, publier et généralement faire le commerce de journaux, périodiques magazines et livres de toute description et espèce;

4. Acheter et autrement acquérir, prendre à bail, et vendre, échanger, louer, faire valoir, disposer et faire le commerce de propriété réelle et personnelle, et tous intérêts en iceux et droits de toutes sortes, et en particulier des options, contrats, maisons d'affaires et entreprise;

5. Louer, vendre et autrement aliéner la totalité ou toute partie des biens réels et personnels ou du commerce ou de l'entreprise de la compagnie, à toute personne, firme et corporation et accepter comme considération de telle vente, location ou aliénation, des actions, débetures, actions-débetures, obligations ou toutes autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, (et toute telle location, vente ou autre aliénation pourront être faites par les directeurs sans l'approbation ou l'autorisation des actionnaires);

6. Promouvoir, organiser, développer, administrer, et aider à promouvoir, organiser, développer et administrer toute corporation, compagnie, syndicat, entreprise ou exploitation ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, et comme opérations connexes, entreprendre, administrer, contrôler, et autrement disposer du commerce et de l'entreprise de toute telle compagnie, corporation, firme ou individu, dans le but de protéger les valeurs émises par eux et de réaliser leurs réclamations;

7. Prendre ou détenir des hypothèques, gages, privilèges et charges pour garantir le paiement du prix d'achat ou pour toute balance impayée du prix d'achat d'aucune partie des propriétés de la compagnie, de toute nature quelconque, vendue par la compagnie, ou de toute somme d'argent due à la compagnie par les acheteurs, et vendre ou autrement disposer des dites hypothèques, gages, privilèges et charges;

8. Faire ou permettre que le titre, droit et intérêt légal dans toute propriété ou industrie acquise, établie ou exercée par la compagnie reste ou soit conféré ou enregistré au nom de ou exercée par toute autre compagnie, ou compagnies domestiques ou étrangères, constituées ou à être constituées et soit à titre de fiduciaire pour ou comme agent ou nominataire de cette compagnie, ou à tous autres termes ou conditions qui pourraient profiter à cette compagnie, et administrer les affaires ou se charger et exercer l'industrie de telle compagnie ou compagnies ainsi constituées ou à être constituées, soit par l'acquisition des actions, titres ou autres valeurs de toutes telles compagnies, ou de toute autre manière quelcon-

que, Gilbert Brisson, both printers, Cécile Oldroyd, wife common as to property of the said Aurel E. Arbique, all of the city and district of Montreal, in the province of Quebec, for the following purposes:

1. To carry on the trade or business of general printers, publishers, newspaper publishers, lithographers, engravers, bookbinders, booksellers, type foundry, and advertising agents; and the business of embossing, electrotyping, stereotyping, photo-engraving, manufacturing and dealing in paper boxes, stationery, tags and labels;

2. To apply for, obtain, register, purchase, lease or license on royalty or otherwise acquire and hold, use, own, introduce and sell, assign, lease or license on royalty or otherwise, or otherwise dispose of any copyright or copyrights, in any literary or other work capable of being copyrighted;

3. To engage in all branches of the publication business, and to print, publish and generally deal in newspapers, periodicals, magazines and books of every description and kind;

4. To purchase and otherwise acquire, take on lease and to sell, exchange, lease, turn to account, dispose of and deal with property, real and personal and any interests therein and rights of all kinds and in particular options, contracts, business concerns and undertakings;

5. To lease, sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, real or personal, or of the business or undertaking of the company, to any person, firm or corporation, and to accept by way of consideration for any such sale, lease or disposal any shares, debentures, debenture stock, bonds or other securities of any other company having objects in whole or in part similar to those of the company (and any such lease, sale or other disposal may be made by the directors without the approval or authorization of the shareholders);

6. To promote, organize, develop, manage or assist in the promotion, organization, development and management of any corporation, company, syndicate, enterprise or undertaking having objects similar in whole or in part to those of the company and as incidental thereto, to undertake, manage, control or otherwise deal with the business and undertaking of any such corporation, company, firm or individual for the purpose of protecting securities issued thereby and realizing upon the claims thereon;

7. To take or hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure payment of the purchase price, or for any unpaid balance of the purchase price of any part of the company's property of whatsoever kind sold by the company, or any money due to the company from purchasers, and to sell or otherwise dispose of said mortgages, hypothecs, liens and charges;

8. To cause or allow the legal title, estate and interest in any property or business acquired, established or carried on by the company to remain or to be vested or registered in the name of or carried on by any other company or companies, foreign or domestic, formed or to be formed, and either upon trust for, or as agents or nominees of this company, or upon any other terms or conditions which may be for the benefit of this company, and to manage the affairs or take over and carry on the business of such company or companies so formed, or to be formed, either by acquiring shares, stocks, or other securities thereof, or otherwise howsoever, and to exercise all or any of the powers of holders of shares, stocks or

que exercer la totalité ou aucun des pouvoirs de détenteurs de leurs actions, titres ou valeurs et recevoir et distribuer les dividendes et intérêts sur telles actions, titres ou valeurs;

9. Emettre des actions libérées, des obligations, actions-débetures et / ou autres valeurs en paiement intégral ou partiel d'aucune propriété foncière ou personnelle, des réclamations, privilèges, permis, concessions, franchises, et autres avantages que la compagnie pourra légalement acquérir, et avec l'approbation des actionnaires, en paiement des services rendus, de l'ouvrage fait, émettre aussi des actions entièrement libérées, des obligations, actions-débetures, et / ou autres valeurs en paiement ou paiement partiel ou échange des actions, obligations, actions-débetures et / ou autres valeurs d'aucune autre compagnie;

10. Prêter de l'argent aux personnes ou compagnies en relations d'affaires avec la compagnie, garantir avec ou sans gages l'exécution d'aucun contrat ou l'exécution de toute obligation, ou entreprise d'aucune autre compagnie ou personne dans laquelle la compagnie est intéressée, y compris le paiement des dividendes, intérêts sur les obligations, débetures, actions-débetures, ou autres valeurs, hypothèques, ou obligations de toutes autres compagnies ou personnes, et accepter en garantie de tels emprunts et garantir toutes garanties qui peuvent être offertes par telles compagnies ou personnes, y compris les actions, obligations, débetures, actions-débetures, hypothèques, gages, privilèges ou autres garanties de ces compagnies ou sur la propriété de ces personnes ou compagnies;

11. Établir des agences et succursales;

12. Se fusionner, soit par achat, vente ou autrement, avec toute personne, société ou corporation s'occupant d'un commerce semblable, en tout ou en partie, à celui que cette compagnie a l'autorisation d'exercer;

13. Acheter, souscrire, ou solliciter, prendre en échange, ou autrement acquérir, enregistrer, détenir, vendre, transporter, céder ou autrement disposer ou mettre en valeur les titres, actions, obligations, débetures, actions-débetures, billets et autres valeurs et titres d'intérêts ou de créance, et tout autre intérêt dans et réclamations contre toute personne, firme, association volontaire, compagnie de fidéicommiss, et compagnie à fonds social, ou corporation, et durant la possession ou détention de ces valeurs, exercer, par l'entremise de l'agent ou des agents que les directeurs pourraient nommer, tous les droits, pouvoirs et privilèges de propriété, y compris le droit de voter pour telles valeurs;

14. Procurer du capital, du crédit, ou toute autre aide pour établir, agrandir, et réorganiser toute entreprise ou industrie qu'exerceront ou qu'ont l'intention d'exercer toute personne, firme, corporation ou compagnie avec lesquelles la compagnie a des relations d'affaires;

15. Prendre part à l'administration, à la surveillance ou au contrôle des affaires ou opérations d'aucune compagnie ou entreprise dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie) et pour cela nommer et rétribuer des directeurs, comptables, d'autres experts ou agents pour gérer, exploiter, et administrer comme gérants la propriété, les franchises, l'entreprise et les affaires de toute corporation dont les obligations, actions, débetures ou autres valeurs sont détenues par la compagnie, pour le prix qu'on croira raisonnable et juste;

16. Placer et disposer des deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

securities thereof and to receive and distribute the dividends and interest on such shares, stocks, or securities;

9. To issue paid up shares, bonds, debenture stock and / or other securities for the payment, either in whole or in part, of any property, real or personal, claims, privileges, licenses, concessions, franchises or other advantages which the company may lawfully acquire, and with the approval of the shareholders, for services rendered to or work performed for it, and also to issue such fully paid up shares, bonds, debenture stock and / or other securities in payment or part payment or exchange for the shares, bonds or debenture stock and / or other securities of any other company;

10. To lend money to persons or companies having dealings with the company, and guarantee with or without security the performance of contracts, as also the performance of any obligations or undertaking of any other company or person in which the company is interested, including the payment of dividends, interest on bonds, debentures, debenture stock or other securities, mortgages or liabilities of any other company or persons, and to accept as security for such loans and guarantee any security that may be offered by such company or persons, including shares, bonds, debentures, debenture stock, mortgages, pledges, liens or other securities of such other companies or of or upon the property of such persons or companies;

11. To establish agencies and branches;

12. To amalgamate, either by purchase, sale or otherwise, with any person, partnership or corporation engaged in a business similar in whole or in part to that which the Company is authorized to carry on;

13. To purchase, subscribe or apply for, take in exchange or otherwise acquire, register, hold, sell, transfer, assign or otherwise dispose of, or turn to account the stock, shares, bonds, debentures, debenture stock, notes and other securities and evidences of interest in or indebtedness of, and all other interest in and claims upon any person, firm, voluntary association, trust, joint stock company or corporation and, while the owner or holder thereof, to exercise, through such agent or agents as the directors may appoint, all the rights, powers and privileges of ownership, including the right to vote thereon;

14. To procure capital, credit or other assistance for establishing, extending or reorganizing any enterprise or industry carried on or intended to be carried on by any person, firm, corporation or company, with which the company has business relations;

15. To take part in the management, supervision or control of the business or operations of any company or undertaking (having objects altogether or in part similar to those of this company), and for that purpose to appoint and remunerate any directors, accountants or other experts or agents to manage, operate, and carry on as manager the property, franchises, undertakings and business of any corporation any of whose shares, bonds, debentures or other securities are held by the company, for such remuneration as may be deemed reasonable and proper;

16. To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

17. Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, par voie de dividende à même les profits nets de la compagnie, ou de la manière prévue par l'article 81 de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, toutes propriétés ou tous biens de la compagnie, ou les produits de la vente ou disposition de tous biens de la compagnie, et en particulier toutes actions, obligations, actions-dévaluées ou autres valeurs de ou dans toute autre compagnie, appartenant à cette compagnie, ou dont elle a le pouvoir de disposer;

18. Payer à même les fonds de la compagnie toutes les dépenses encourues lors de sa formation, ou son organisation;

19. Acheter ou autrement acquérir et se charger de la totalité ou de quelques-uns des biens, industries, propriétés, privilèges, contrats, droits, obligations et engagements de toute compagnie, société, association ou personnes exerçant aucune partie des affaires que cette compagnie est autorisée à exercer ou qui possèdent des biens convenant aux fins de cette compagnie ou de toute compagnie dont cette compagnie détient des actions, bons et dévaluées, actions-dévaluées ou autres valeurs, et les payer en argent ou en actions ou valeurs de cette compagnie ou en partie en argent et partie en actions ou valeurs ou pour toute autre considération, et exercer le commerce de toute telle compagnie, société, association ou personne dont les biens sont ainsi acquis;

20. Rémunérer, soit en argent ou en parts entièrement acquittées ou valeurs de la compagnie, aucune compagnie, firme, association, ou syndicat ou personne, pour frais encourus, et avec l'approbation des actionnaires, pour services rendus ou à être rendus à la compagnie, en souscrivant, en faisant souscrire ou en garantissant la souscription d'aucune des actions du capital de la compagnie, de ses dévaluées, obligations, ou autres valeurs de la compagnie ou dans l'occasion de sa formation, de son organisation, sa promotion, ou dans la gestion de ses affaires;

21. Solliciter, promouvoir, et obtenir de la Province de Québec, ou de toute autre autorité, soit dominion, provinciale, impériale, coloniale et étrangère, et y compris des autorités subordonnées et municipales, tous statuts, ordonnances, ordre, réglementation, ou autre autorisation ou dispositions que la compagnie croira désirables ou susceptibles directement ou indirectement de bénéficier à la compagnie et opposer toute procédure ou demande qui sembleront susceptibles directement ou indirectement de porter préjudice aux intérêts de la compagnie;

22. La compagnie pourra en aucun temps et de temps à autre capitaliser et distribuer entre les actionnaires toute somme ou sommes;

a. Faisant partie des bénéfices non-divisés portés au crédit de tout compte de réserve de la compagnie; et/ou

b. Etant les bénéfices nets non-divisés entre les mains de la compagnie; et/ou

c. Toute somme portée au fonds de réserve comme résultat de la vente ou de la réévaluation des biens ou de l'actif de la compagnie ou toute partie d'iceux et elle pourra répartir aux actionnaires qui détiennent des actions du capital-actions de la compagnie, en ce qui concerne le montant net capitalisé, des actions entièrement libérées de la compagnie d'un montant nominal équivalent ou des actions sans valeur au pair entièrement libérées acceptées au montant de la considération pour laquelle, dans le temps, les directeurs de la compagnie ont le droit d'émettre et de répartir telles actions et/ou la compagnie pourra déclarer des dividendes en actions et, en paiement, émettre des actions de la compagnie comme entiè-

17. To distribute among the shareholders of the company, by way of dividend on the net profits of the company, or in the manner provided for by art. 81 of part I, of Quebec's Companies Act, any property or assets of the company, or proceeds of the sale or disposal of any property of the company, and in particular, any shares, bonds, debentures stock or other securities of or in any other company, belonging to this company, or which it may have power to dispose of;

18. To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of or incidental to the formation and organization thereof;

19. To purchase and otherwise acquire and undertake all or any of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any company, society, partnership or persons carrying on any part of the business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purpose of this company or of any company in which this company holds shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities and to pay for the same in cash or in shares or securities of this company or partly in cash and partly in shares or securities or any other consideration and to carry on the business of any such company, society, partnership or person whose assets are so acquired;

20. To remunerate, either in cash or shares fully paid up or in securities of the company, any company, firm, association, syndicate, or individual for expenses incurred, and with the approval of the shareholders, for services rendered or to be rendered to the company in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any bonds, debentures or other securities of the company, or in or about the organization, formation or promotion of the company or the conduct of its business;

21. To apply for, promote and obtain from the province of Quebec, or any other authority, whether Dominion, Provincial, Imperial, Colonial or Foreign, and including subordinate and municipal authorities, any statute, ordinance, order, regulation or other authorization or enactment which may seem desirable to the company or calculated directly or indirectly to benefit the company; and to oppose any proceedings or application which may seem calculated directly or indirectly to prejudice the company's interest;

22. The company may at any time, and from time to time, capitalize and distribute among the shareholders any sum or sums:

a. Forming part of the undivided profits standing to the credit of any reserve account of the company; and / or

b. Being undivided net profits in the hands of the company, and / or

c. Any sum carried to reserve as a result of a sale or of the re-valuation of the property or assets of the company or any part thereof and may allot to shareholders holding shares in the company's capital stock in respect of the net amount capitalized fully paid shares of the company of equivalent nominal amount or fully paid shares of the company without par value taken at the amount of the consideration for which for the time being the directors of the company are entitled to issue and allot such shares and / or the company may declare stock dividends and issue therefor shares of the company as fully paid or partly paid, or credit the amount of such dividends on shares of the company already issued, but not fully paid,

rement ou partiellement libérées ou créditer le montant de tels dividendes sur les actions de la compagnie déjà émises mais non entièrement libérées, de manière que le montant versé sur les actions ainsi émises ou en vertu de tels dividendes en actions, n'excède pas le montant que les directeurs peuvent déclarer légalement, payable en argent, et la responsabilité des détenteurs de telles actions sera réduite du montant de tels dividendes:

23. Et il est de plus ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passerait des contrats ou transigerait des affaires avec l'un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont membres, ou avec toute autre compagnie, corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs ou officiers, tel contrat ou transaction ne serait pas invalidé ou en aucune manière affecté par le fait que ce ou ces directeurs avaient ou pouvaient avoir un intérêt dans tel contrat ou transaction qui est ou pourrait être contraire aux intérêts de la compagnie, bien que le vote de ce ou ces directeurs ayant un intérêt contraire, eût été nécessaire pour obliger la compagnie à tel contrat ou transaction. Nul directeur ou directeurs ayant tel intérêt contraire ne sera responsable envers la compagnie ou envers aucun de ses actionnaires ou créanciers, ou envers toute autre personne pour toute perte encourue par elle en vertu ou pour cause de tout tel contrat ou transaction, ni aucun de ce directeur ou ces directeurs ne sera tenu de rendre compte de tous gains ou profits réalisés en vertu de ces contrats ou transactions, mais tels intérêts contraires des actionnaires ou directeurs de la compagnie devront être déclarés aux autres directeurs ou actionnaires de la dite compagnie, sous le nom de "The Triplex Press, Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en cent (100) actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de dix mille dollars (\$10,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal, Province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-neuvième jour de mai 1936.

ALEX. DESMEULES,

3319

Sous-secrétaire de la Province.

"La Cie A. Champeau & Fils".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de mai 1936, constituant en corporation: Joachim Léonide Gélinas, avocat et Conseil du Roi, Armand Champeau, avocat, Joseph-Emile Desmarais, huissier de la Cour Supérieure, tous trois des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

a) Faire le commerce de bois sous toutes ses formes et tout autre commerce qui s'y rattache, faire des opérations forestières, exercer le commerce de manufacturiers et marchands en gros et en détail de billes, bois de charpente et de construction, bois de chauffage et de tous produits et sous-produits de l'industrie forestière et de tous autres articles et matériaux dans la confection desquels entre le bois;

b) Manufacturer, acheter, vendre et faire autrement le commerce de toutes sortes de machine-

but so that the amount paid up on shares so issued or by virtue of such stock dividend shall not exceed the amount which the directors may lawfully declare payable in money and the liability of the holders of such shares shall be reduced by the amount of such dividend.

23. And it is further ordained and declared that in case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors, or with any firm of which one or more of its directors are members or with any other company, corporation or association of which one or more of its directors are shareholders, directors or officers, such contract or transaction shall not be invalidated or in any way affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction. No director or directors having such adverse interest shall be liable to the company or to any shareholder or creditor thereof or to any other person for any loss incurred by it under or by reason of any such contract or transaction, nor shall any such director or directors be accountable for any gains or profits realized thereon, but such adverse interests of shareholders or directors of the company will have to be disclosed to other directors or shareholders of the said company, under the name of "The Triplex Press, Limited".

The capital stock of the company is divided into one hundred (100) shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be ten thousand dollars (\$10,000.00).

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of May, 1936.

ALEX. DESMEULES,

3320-o

Assistant Provincial Secretary.

"La Cie A. Champeau & Fils".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the twenty seventh day of May, 1936, incorporating: Joachim Léonide Gélinas, advocate and King's Counsel, Armand Champeau, advocate, Joseph Emile Desmarais, bailiff of the Superior Court, all three of the city and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

a) To carry on the lumber business in all its lines and any other business connected therewith, to carry on lumbering operations, to carry on business as wholesale and retail manufacturers of and dealers in logs, timber and lumber, fire-wood, and all the products and by-products of the lumbering industry, and any other articles and materials in the making of which wood may enter;

b) To manufacture, purchase, sell and otherwise deal in all kinds of machinery used in all

ries employés dans toutes sortes d'opérations d'exploitation du bois et dans toutes les industries s'y rattachant;

c) Acheter, vendre, louer ou acquérir autrement e faire le commerce de concessions forestières et de terres boisées, et développer tous terrains qui pourraient être acquis par la compagnie dans le cours de ses opérations pour des fins agricoles et pour les fins pour lesquelles lesdits terrains pourraient convenir, et aussi acquérir des terrains et des chutes d'eau et des droits à des rivières dans le but d'exercer l'industrie manufacturière de la compagnie, avec la faculté de les vendre, de les louer ou d'en disposer autrement;

d) Foncer des puits, acquérir des sources et vendre tout excédant d'eau résultant desdits travaux dont la compagnie n'aurait pas besoin pour les fins de sa propre industrie;

e) Acquérir, développer, détenir, diriger, louer, vendre et faire le commerce de toutes sortes de terrains, édifices et biens immobiliers, concessions forestières, permis de coupe de bois, localités sous droit de coupe de bois, dépôts houilliers et toutes sortes d'industries se rattachant à la pulpe et au papier, l'élevage, la culture, les mines et l'analyse;

f) Construire des chemins et des routes, et construire et exploiter des estacades flottantes et toutes autres constructions ou facilités qui pourraient être requises pour le transport des billes de sciage, ou acquérir autrement des voies d'évitement ou des embranchements de voies ferrées pour les fins de sa propre industrie seulement, et sur les terrains que possède ou contrôle la compagnie, subordonnement aux droits de toutes municipalités à travers lesquelles cette voie ferrée ou ces voies ferrées pourraient passer;

g) Acheter, affréter ou acquérir autrement des navires, des chalands et des allèges et des embarcations généralement, et les mettre en service pour les fins de la compagnie seulement;

h) Demander, acheter ou acquérir autrement tous brevets, brevets d'invention, permis, concessions et choses de même nature conférant un droit exclusif ou non exclusif, ou limité d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconque de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou permettre l'usage ou faire valoir autrement les biens, les droits, ou les renseignements acquis de cette manière;

i) Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie et en particulier toute machinerie, matériel et fonds de commerce;

j) Entrer en société, ou autre convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, concessions réciproques ou pour toutes autres fins similaires, avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires qui peuvent être exercés de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent à aucune telle personne ou compagnie, garantir leurs contrats ou les aider autrement, souscrire ou autrement acquérir des actions et titres d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

k) Se joindre, s'unir ou se fusionner avec toute personne, société, compagnie ou corporation ex-

kinds of lumbering operations and in any business connected therewith;

c) To purchase, sell, lease or otherwise acquire and deal in forest concessions, and wooded lands, and to develop any lots of land which may be acquired by the company in the course of its operations for agricultural purposes, and for any purposes which may be appropriate for the said lots of land, and also to acquire lands and waterfalls, and river rights for the purpose of carrying on the manufacturing business of the company, with option to sell, lease or otherwise dispose of the same;

d) To sink wells, acquire springs and sell all the surplus water resulting from the said works and which the company may not require for the purposes of its own industry;

e) To acquire, develop, hold, direct, lease, sell and deal in all kinds of lots of land, buildings and immoveable property, forest concessions, timber licenses, localities under timber license, coal pits and all kinds of business connected with pulp and paper, breeding, agriculture, mines and assaying;

f) To build highways and roads and construct and operate floating booms and any other constructions or conveniences which may be required for the transportation of saw-logs, or otherwise acquire railway sidings and branches for the sole purposes of its own industry, and on the lands held or controlled by the company, subject to the rights of any municipality through which the said railway or railways may pass;

g) To purchase, charter or otherwise acquire ships, scows and lighters and any craft generally and to operate the same for the purposes of the company;

h) To apply for, purchase or otherwise acquire any patents of invention, patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

i) To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any moveable property, and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plants, stock-in-trade;

j) To enter into partnership or into any arrangements for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to subscribe for, or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold or re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

k) To consolidate, unite or amalgamate with any person, firm, company or corporation, carry-

exploitant une industrie semblable, payer ou recevoir le prix convenu en argent ou en actions libérées et non sujettes à appel, obligations ou débetures, ou autres valeurs ou garanties de la compagnie;

l) Faire toutes ententes pour le partage des profits ou l'union des intérêts avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant toute industrie ou commerce que cette compagnie à l'autorisation d'exploiter ou d'exercer, et faire des avances de deniers à telle personne ou compagnie, garantir leurs contrats, obligations et entreprises ou autrement acquérir des actions ou valeurs de toute compagnie et les vendre, les détenir, ou autrement les négocier;

m) Payer pour toute propriété et tous droits ou privilèges acquis par la compagnie ou, avec l'approbation des actionnaires, pour services rendus à la compagnie, par l'émission d'actions entièrement ou partiellement libérées et non sujettes à appel du capital-actions de cette compagnie;

n) Contracter des emprunts sur le crédit de la compagnie ou sur la totalité ou toute partie de l'actif de la compagnie et émettre des obligations débetures, ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

o) Hypothéquer, nantir ou gager toute propriété mobilière et ou immobilière, présente, appartenant à la compagnie dans le but de garantir toutes obligations, débetures, actions-débetures ou autre valeur que cette compagnie est autorisée par la loi à émettre, ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie, sous le nom de "La Cie A. Champeau & Fils", avec un capital total de quinze mille dollars (\$15,000.00), divisé en mille cinq cents (1,500) actions de dix dollars (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal, dans la Province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-septième jour de mai 1936.

ALEX. DESMEULES,

3323-o

Sous-secrétaire de la Province

ing on a similar business, to pay or receive the price agreed upon, in cash or paid-up and non-assessable shares, bonds or debentures, or other assets or securities of the company;

l) To enter into any agreement for the sharing of profits, or union of interest, with any person or company carrying on or engaged in any trade or business which this company is authorized to carry on or engage in, and to make advances of money to, guarantee the contracts, obligations and undertakings of such person or company, or otherwise acquire the shares or securities of any company, to sell, hold or otherwise deal with the same;

m) To pay for any property or any rights or privileges acquired by the company, or, with the approval of the shareholders, for services rendered to the company, by the issue of fully or partly paid-up and non-assessable shares of the capital stock of the company;

n) To borrow money on the credit of the company or on the whole or any part of the assets of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company, and to give as security or sell the same for any sum or price which may be deemed expedient;

o) To hypothecate, pledge or mortgage the present moveable or immoveable property belonging to the company, for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture-stock or other securities which this company is by law authorized to issue, or any sums of money borrowed for the purposes of the company, under the name of "La Cie A. Champeau & Fils", with a total capital stock of fifteen thousand dollars (\$15,000.00), divided into fifteen hundred (1,500) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of May, 1936.

ALEX. DESMEULES,

3324

Assistant Provincial Secretary.

"The Psychological Institute"

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de juin 1936, constituant en corporation sans capital-actions: Edward Clark Webster, M. A., D. Ph., Psychologiste-consultant, de Westmount, Joseph-Samuel-Anselme Bois, M. A., D. Ph., Psychologiste-consultant, de Montréal, Joseph-Emile Noel, M. D., Chirurgien, de Sherbrooke, et George-Ernest Reed, M. B., Médecin, Verdun, dans les buts suivants:

(a) Promouvoir et encourager la science de la psychologie, son application au commerce, à l'industrie, la direction et le choix de la vocation; et organiser un service de consultation en psychologie;

(b) Faire un travail compatible avec les objets de l'Institut, préparer, publier des données, informations, livres, journaux, périodiques, épreuves, circulaires et autres entreprises littéraires portant sur l'objet de l'Institut ou s'y rapportant;

(c) Coopérer avec tous corps semblables ou s'affilier à toutes associations et institutions et autres corps, constitués en corporations ou non, dont les objets peuvent être jugés propres à promouvoir ou favoriser les objets de l'Institut;

"The Psychological Institute"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 5th day of June, 1936, to incorporate as a corporation without share capital: Edward Clark Webster, M.A., Ph. D., Consulting Psychologist, of Westmount, Joseph Samuel Anselme Bois, M.A., Ph., D., Consulting Psychologist, of Montreal, Joseph-Emile Noel, M. D., Surgeon, of Sherbrooke, and George Ernest Reed, M.B., Physician, Verdun, for the following purposes:

(a) To promote and encourage the science of psychology, its application to commerce, industry, vocational guidance and selection; and to provide a consultation service in psychology;

(b) To engage in work consistent with the objects of the Institute, to prepare, publish data, information, books, papers, periodicals, tests, circulars and other literary undertakings treating of or in any way bearing upon or connected with the object of the Institute;

(c) To co-operate with similar bodies or to be affiliated to any associations and institutions and other bodies, incorporated or non incorporated, whose objects may be deemed conducive to promoting or furthering the objects of the Institute;

(d) Demander, percevoir et solliciter des Membres de l'institution, ou de tout gouvernement ou autre autorité, corporations, firmes ou personnes, des souscriptions, dons, présents et autre secours, en vue d'exercer ou de promouvoir les objets de l'Institut, et dépenser aucun des fonds de l'institution pour telles fins, ou faire et donner des dons, octrois ou présents ou autre secours, à même tels fonds, et se conformer et faire des conditions conformes suivant lesquelles tels dons, octrois ou présents ou autre secours peuvent être faits à ou pour l'institution;

(e) Emprunter ou prélever tout argent qui peut être requis par l'Institut moyennant tels termes qui peuvent être jugés convenables, et en particulier par l'émission d'obligations, débetures, lettres de change, billets à ordre ou autres obligations ou valeurs de l'Institut ou par privilège ou hypothèque sur tous ou aucun des biens de l'Institut;

(f) Sujet aux dispositions (si et lorsqu'elles sont applicables) de la Loi des Compagnies de Québec, acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir tous biens mobiliers ou immobiliers et tous droits ou privilèges que l'Institut croira nécessaires ou convenables aux fins de l'Institut, et construire, ériger, modifier, améliorer et maintenir tous édifices, laboratoires ou travaux qui, de temps à autre, peuvent être nécessaires ou convenables pour les fins de l'Institut;

(g) Vendre, louer, donner à bail, gager, gérer, développer, disposer ou faire valoir ou autrement négocier tous ou aucun des biens, droits, ou privilèges de l'Institut;

(h) Payer toutes dépenses préliminaires ou incidentes à la formation de l'Institut et à son enregistrement;

(i) Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change et autres effets négociables ou transférables;

(j) Etablir et supporter, et aider à l'établissement et à l'entretien d'associations, institutions, fonds, fiducies, et organisations susceptibles de profiter à l'Institut ou à ses objets, ou aux employés ou ex-employés de l'Institut, ou aux enfants ou parents de telles personnes, et accorder des pensions et allocations et faire les paiements d'assurances pour telles personnes;

(k) Faire toutes telles autres choses légales qui peuvent être nécessaires, propres ou convenables à l'avancement général des intérêts de l'Institut, ou qui sont incidentes ou qui peuvent conduire à la réalisation des objets susdits ou aucun d'eux;

Le revenu et les biens de l'Institut, de quelque lieu qu'ils proviennent, s'appliqueront seulement à ce qui regarde la promotion des objets de l'Institut tels qu'énoncés dans ce mémoire d'Association, et aucune partie d'iceux ne sera payée ou transférée, directement ou indirectement, par voie de dividende, bonus ou autrement, de quelque manière quelconque, par voie de profit aux membres de l'Institut;

Pourvu que rien de ce qui est contenu dans les présentes n'empêche le paiement en bonne foi de rémunération propre et raisonnable à tout officier ou serviteur de l'Institut, ou à aucun de ses membres, en retour de tous services présentement rendus à l'Institut, sous le nom de "The Psychological Institute".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut détenir est de vingt-cinq mille dollars (\$25,000.00).

(d) To make application for, collect and invite from Members of the Institute, or any Government or other authority, corporation, firm or persons, subscriptions, donations, gifts and other assistance, with a view to carrying on or promoting the objects of the Institute and to expend any of the funds of the Institute for such purposes, or make and give donations, grants or gifts or other assistance, out of such funds, and to conform to and make proper conditions upon which such donations, grants or gifts or other assistance, may be made to or by the Institute;

(e) To borrow or raise any money that may be required by the Institute upon such terms as may be deemed advisable, and in particular by the issue of bonds, debentures, bills of exchange, promissory notes, or other obligations or securities of the Institute, or by mortgage or charge of all or any part of the property of the Institute;

(f) Subject to the provisions (if and where applicable) of the Quebec Companies Act, to purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any real or personal property and any rights or privileges which the Institute may think necessary or convenient for the purposes of the Institute, and to construct, erect, alter, improve and maintain any buildings, laboratories or works which may from time to time be necessary or convenient for the purposes of the Institute;

(g) To sell, let, demise, mortgage, manage, develop, dispose of or turn to account or otherwise deal with all or any of the property, rights, or privileges of the Institute;

(h) To pay all expenses preliminary or incidental to the formation of the Institute and its registration;

(i) To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange and other negotiable or transferable instruments;

(j) To establish and support, or aid in the establishment and support, of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit the Institute or its objects, or the employees or ex-employees of the Institute, or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances to and to make payments towards insurance of such persons;

(k) To do all such other lawful things as may be necessary, proper or advisable for the advancement generally of the interest of the Institute, or which are incidental to or conducive to the attainment of the above objects or any of them;

The income and property of the Institute, whencesoever derived, shall be applied solely towards the promotion of the objects of the Institute as set forth in this Memorandum of Association, and no part thereof shall be paid or transferred, directly or indirectly, by way of dividend, bonus or otherwise, howsoever, by way of profit to the Members of the Institute;

Provided that nothing herein contained shall prevent the payment in good faith of reasonable and proper remuneration to any officer or servant of the Institute, or to any Member thereof, in return for any services actually rendered to the Institute, under the name of "The Psychological Institute".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is twenty-five thousand dollars (\$25,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

✓ Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce cinquième jour de juin 1936.

ALEX. DESMEULES,
3355 Sous-secrétaire de la Province.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Date at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of June, 1936.

ALEX. DESMEULES,
3356-o Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes Supplémentaires

Supplementary Letters Patent

"La Compagnie de L'Événement".

"La Compagnie de L'Événement".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 30, 41 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du deuxième jour de juin 1936, à la compagnie "La Compagnie de L'Événement", modifiant les lettres patentes originaires, comme suit, savoir:

1. En ajoutant aux lettres patentes supplémentaires en date du 18 mai 1923, et enregistrées le 28 juin 1923, les paragraphes suivants:

(a) Les porteurs des actions privilégiées auront droit d'assister et de voter en personne ou par procurations, à toute assemblée spéciale, générale et annuelle des actionnaires de la compagnie;

(b) La compagnie aura le droit de racheter ses actions privilégiées en aucun temps, en tout ou en partie, et dans telle proportion que le bureau de direction pourra fixer de temps à autre, sur paiement de la valeur au pair d'icelles, sans avoir à payer les arrérages de dividendes ou d'intérêts. Si moins que la totalité du montant des actions privilégiées en cours était ainsi racheté, les actions à être ainsi rachetées seront choisies par tirage au sort ou de toute autre manière que le bureau de direction déterminera;

Un avis d'au moins 15 jours de tel rachat sera envoyé par la poste, par lettre affranchie, à chaque porteur d'actions privilégiées à être rachetées, à sa dernière adresse enregistrée dans les livres de la compagnie;

Tel avis indiquera le nombre des actions privilégiées détenues par la personne à laquelle il est adressé et qui seront rachetées et le prix de rachat;

Le dit avis devra indiquer, en plus, la date à laquelle le rachat aura lieu et à compter de et après cette date ainsi spécifiée pour le rachat, la compagnie paiera le prix du rachat aux porteurs enregistrés des actions privilégiées à être rachetées, sur présentation et livraison, au bureau chef de la compagnie ou à tout autre endroit désigné dans tel avis, des certificats pour les actions privilégiées ainsi appelées pour rachat;

Les certificats pour telles actions seront alors annulés et le rachat des actions ainsi représentées sera, en conséquence, complété. Si une partie seulement des actions représentées par un certificat était achetée, un nouveau certificat pour la balance sera émis; à compter de et après la date spécifiée dans tout avis, les actions privilégiées appelées pour rachat cesseront d'avoir droit aux dividendes et les porteurs d'icelles ne pourront plus jouir des droits y relatifs, sauf et excepté celui de recevoir le prix de rachat, à moins que le paiement du prix de rachat n'ait pas été fait par la compagnie sur la présentation et la livraison des certificats;

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 30, 41 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of June, 1936, to the company: "La Compagnie de L'Événement", modifying the original letters patent, as follows, to wit:

1. By adding to the supplementary letters patent dated May 18th, 1923, and registered on June 28th, 1923, the following paragraphs:

(a) The holders of preferred shares shall be entitled to assist and vote in person or by proxy, at any special, general and annual meeting of shareholders of the company;

(b) The company shall have the right to redeem its preferred shares at any time, in whole or in part, and in such proportion as the board of Directors may decide from time to time, upon payment of the par value thereof, without having to pay the arrears of dividends or interest. If less than the whole amount of preferred shares outstanding, are so redeemed, the shares to be redeemed shall be chosen by drawing lots or in any other manner which the Board of Directors may determine;

A notice of at least 15 days of such redemption shall be sent by mail, post paid, to each holder of preferred shares to be redeemed, to his last address registered in the books of the company;

Such notice shall indicate the number of preferred shares held by the person to whom it is addressed and which shall be redeemed and the price of redemption;

The said notice must indicate, moreover, the date whereon the redemption shall take place and on and from such date so specified for redemption, the company shall pay the redemption price to the registered holders of preferred shares to be redeemed upon presentation and surrender, at the head office of the company or at any other place designated in the said notice, of the certificates for the preferred shares so called for redemption;

The certificates for such shares shall then be cancelled and the redemption of shares so represented shall, in consequence, be completed. If a part only of the shares represented by a certificate have been redeemed, a new certificate for the balance shall be issued; on and from the date specified in any notice, the preferred shares called for redemption shall cease to have right to dividends and the holders thereof shall no longer enjoy the rights attached thereto, save and except that of receiving the redemption price, unless the payment of the redemption price has not been made by the company upon presentation and surrender of the certificates;

(c) La compagnie pourra, de plus, en aucun temps, acheter la totalité ou une partie seulement des actions privilégiées en cours sur le marché, par soumission ou autrement à un prix n'excédant pas la valeur au pair des dites actions sans avoir à payer les arrérages de dividendes ou d'intérêts;

2. En amendant le paragraphe 21 des lettres patentes supplémentaires accordées le 18 mai 1923, et enregistrées le 28 juin, 1923, en retranchant dans le dit paragraphe les mots "et 19" et en ajoutant à la fin du dit paragraphe les mots suivants: "Dans le cas du paragraphe 19, seule une résolution ou une autorisation du bureau de direction sera nécessaire, le dit paragraphe devant se lire pour l'avenir comme suit:

"21.—Tous actes comportant l'aliénation des immeubles de la compagnie, de même que l'exercice des pouvoirs mentionnés dans les paragraphes 8 et 9 ci-haut, devront être autorisés, approuvés, ratifiés par le vote des actionnaires représentant au moins les deux-tiers en valeur du capital souscrit de la compagnie à une assemblée générale dûment convoquée à cet effet, et pourront être faits et consentis par la compagnie du moment que telle autorisation, approbation ou ratification auront été votées. Dans le cas du paragraphe 19 seule une résolution ou une autorisation du bureau de direction sera nécessaire."

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce deuxième jour de juin 1932.

3325-o ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

(c) The company may, moreover, at any time, purchase the whole or part only of the preferred shares outstanding upon the market, by tender or otherwise, at a price not exceeding the par value of the said shares, without having to pay the arrears of dividends and interests;

2. By amending paragraph 21 of the supplementary letters patent granted on May 19th, 1923, and registered on June 28th, 1923, by deleting in the said paragraph the words "and 19" and by adding at the end of the said paragraph the following words: "In the case of paragraph 19, only a resolution or an authorization of the Board of Directors shall be necessary", the said paragraph should for the future read as follows:

"21. All acts entailing alienation of immovables of the company, as well as the exercise of the powers mentioned in paragraphs 8 and 9 aforesaid, should be authorized, approved, ratified by the vote of the shareholders representing at least two thirds in value of the subscribed capital of the company, at a general meeting duly called for such purpose, and may be made and consented by the company from the moment such authorization, approval or ratification has been voted. In the case of paragraph 19, only a resolution or an authorization of the Board of Directors shall be necessary."

Dated at the office of the Provincial Secretary, this second day of June, 1932.

3326 ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

"Ovide Marceau Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 47 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du premier jour de juin 1936, à la compagnie: "Ovide Marceau Limitée", ratifiant un règlement augmentant son capital de \$20,000.00 à \$40,000.00 par la création de 200 actions d'une valeur au pair de \$100.00 chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce premier jour de juin 1936.

3327-o ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

"Ovide Marceau Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 47 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of June, 1936, to the company: "Ovide Marceau Limitée", ratifying a by-law increasing its capital of \$20,000.00 to \$40,000.00 by the creation of 200 shares of a par value of \$100.00 each.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day of June, 1936.

3328 ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

"Standard Cloak & Suit Co. Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-septième jour de mai 1936, changeant le nom de la compagnie "Standard Pad Limited", en celui de "Standard Cloak & Suit Co. Ltd".

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-septième jour de mai 1936.

3329-o ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

"Standard Cloak & Suit Co. Ltd".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies Act, articles 20 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the twenty seventh day of May, 1936, changing the name of the company "Standard Pad Limited", to that of "Standard Cloak & Suit Co. Ltd".

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of May, 1936.

3330 ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

Ventes pour taxes municipales—Sales for municipal taxes

Canada, Province de Québec.

VILLE TROIS-PISTOLES.

Avis public est par les présentes donné par le soussigné Louis Rioux, secrétaire-trésorier de la ville de Trois-Pistoles, que l'immeuble ci-après désigné sera vendu à l'enchère publique, LUNDI, le SIXIEME jour de JUILLET 1936, en la salle des délibérations du conseil (Hôtel de Ville) à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales, scolaires, intérêts et frais encourus, à moins que ces diverses sommes et les frais ne soient payés avant la vente.

Nom — Name	No. Cadastre — Subdivision	Taxes — Municipales Municipal	Taxes — Scolaires School	Intérêt — Interest	Total — Amount
Arthur Damours	Pt. Lot 150	\$113.08	\$21.95	\$8.23	\$143.26

Le terrain sur lequel cet immeuble est construit est sujet à une rente annuelle payable à Dame J.-A. Levesque.

Donné à Trois-Pistoles, ce troisième jour de juin, mil neuf cent trente-six.

Le secrétaire-trésorier,
3245—23-2-0 LOUIS RIOUX.

Province de Québec

VILLE DE DOLBEAU

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, J.-E. Morin, secrétaire-trésorier de la ville de Dolbeau, que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique en la salle des délibérations du conseil de la susdite ville, à l'hôtel de ville, en la ville de Dolbeau, MARDI, le TRENTIEME jour du mois de JUIN mil neuf cent trente-six, à DIX heures de l'avant-midi; pour satisfaire au paiement des taxes municipales, scolaires et autres avec intérêts, ainsi que des frais subséquemment encourus, à moins que les taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

1. Comme appartenant à Eugène Simard: un emplacement mesurant 85 pieds de front sur 100 pieds de profondeur, connu et désigné au cadastre officiel de la ville de Dolbeau sous les numéros de subdivision cinq cent quatre-vingt-deux, cinq cent quatre-vingt-trois du lot numéro quarante-trois (43-582, 583) du dix-septième rang du Canton Parent—avec bâtisses dessus construites.

Taxes municipales.....	\$88.14
Taxe d'eau.....	3.33
Intérêts.....	10.57
	\$102.04
Taxes scolaires.....	37.60
Intérêts.....	4.38
	41.98
	\$144.02

Les immeubles ci-dessus sont tous situés dans la ville de Dolbeau. L'adjudicataire devra payer immédiatement le prix de son adjudication.

Donné à Dolbeau, le 2ième jour de juin, mil neuf cent trente-six.

Le secrétaire-trésorier,
3209—23-2-0 J.-E. MORIN.

Canada, Province of Quebec.

TOWN OF TROIS PISTOLES.

Public notice is hereby given by the undersigned Louis Rioux, secretary-treasurer of the Town of Trois Pistoles, that the hereinafter immovable will be sold by public auction MONDAY, the SIXTH day of JULY, 1936, in the meeting room of the municipal council (Town Hall) at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of municipal, school taxes, interests and cost unless the said sums be paid before the sale.

The land on which the above immovable is erected is subject to an annual rent payable to Mrs. J. A. Levesque.

Given at Trois Pistoles, this third day of June one thousand nine hundred and thirty six.

LOUIS RIOUX,
Secretary-Treasurer.

Province of Quebec

TOWN OF DOLBEAU

Public notice is hereby given by the undersigned, J. E. Morin, secretary-treasurer of the Town of Dolbeau, that the hereinafter designated properties will be sold by public auction in the meeting room of the municipal council of the foresaid Town, at the Town Hall in the Town of Dolbeau, on TUESDAY, the THIRTIETH day of JUNE, nineteen hundred and thirty six, at TEN o'clock in the forenoon; for the non-payment of the municipal, school and other taxes, with interests, also the costs subsequently incurred, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

1. As belonging to Eugène Simard, an emplacement measuring 85 feet in front by 100 feet in depth, known and designated on the official cadastre under subdivision numbers five hundred and eighty two, five hundred and eighty three of lot number forty three (43-582, 583) seventeenth range, Township of Parent—with buildings thereon erected.

Municipal taxes.....	\$88.14
Water tax.....	3.33
Interests.....	10.57
	\$102.04
School taxes.....	37.60
Interests.....	4.38
	41.98
	\$144.02

The above immovables are all situated in the Town of Dolbeau, the purchaser must pay immediately the price of his purchase.

Given at Dolbeau, June 2nd., 1936.

J. E. MORIN,
Secretary-treasurer.

Demande à la Législature

CORPORATION DE LA CITÉ DE QUÉBEC

HOTEL DE VILLE.

Avis public est par les présentes donné que la cité s'adressera à la Législature de cette province, à sa présente session, pour demander certains amendements à son acte d'incorporation et notamment: pour passer des règlements concernant l'enlèvement de la neige sur les toits; pour imposer une licence sur les autobus et sur les camions employés au transport des effets dans la cité; pour prélever une licence sur tout appareil de jeu mécanique; pour prélever une taxe annuelle sur le salaire de tout employé ne résidant pas dans la cité, mais y gagnant un salaire; pour obliger toute personne qui ne réside pas dans la cité et qui y opère un bureau d'affaires de prendre une licence annuelle; pour prélever une licence annuelle sur tout propriétaire d'un véhicule-moteur ne tombant pas sous le coup de la licence de charretier; pour établir un bureau de censure des théâtres dans la cité; pour faire décréter par la cour du recorder la fermeture par la police au moyen de cadenas, des maisons dans lesquelles il y a eu des infractions à la vente des liqueurs alcooliques et des offenses aux articles 228 et 229 du Code criminel; pour imposer des taxes aux compagnies d'assurances appelées "Lloyds" lorsqu'elles prennent des risques dans la cité; pour prélever sur les magasins à chaîne une taxe additionnelle de \$500.00; pour obliger les personnes opérant des théâtres à donner communication de leurs livres pour contrôler la taxe du pauvre; pour changer la date actuelle des élections municipales et les mettre au mois d'octobre au lieu du mois de février; pour changer la manière de préparer les listes pour lesdites élections, ainsi que la qualification des électeurs et les délais pour faire la révision desdites listes; pour prolonger la durée du terme du maire et des échevins actuels jusqu'au mois d'octobre 1938; pour amender la loi concernant la présidence du comité administratif, lorsque le président ex-officio est absent; pour cotiser la propriété foncière sur la valeur réelle au lieu de la valeur commerciale et vénale; pour imposer sur les ouvriers non résidents une taxe ainsi qu'une taxe sur les non-résidents venant chercher des lavages dans la cité; pour amender l'article concernant la réclamation de l'intérêt sur les montants dus à la cité; pour modifier l'article concernant le paiement des taxes avec subrogation; pour amender l'article concernant le montant prévu dans le budget; ainsi que le rapport annuel du trésorier; pour amender l'article concernant les signatures des chèques; pour amender l'article concernant le commissaire des incendies et son adjoint; pour obliger les compagnies d'utilité publique à transmettre à la cité les changements d'adresse de leurs clients; pour amender l'article concernant l'emprunt sur les arrérages de taxes; pour permettre de compenser, dans les dommages causés par le changement de niveau des rues, la plus-value donnée aux propriétés par ledit changement; pour modifier l'article concernant l'entretien des chemins d'hiver; pour exempter de toute taxe, excepté la taxe scolaire, les tuyaux de l'aqueduc traversant les municipalités avoisinantes de Québec; pour modifier les délais d'exécution d'un jugement pour condamnation pécuniaire; pour modifier la loi concernant les accidents causés sur les rues et trottoirs par la neige ou la glace; pour emprunter une somme n'excédant pas \$750,000.00 pour consolider le déficit au 30 avril 1934, déficit

Application to the Legislature

CORPORATION OF THE CITY OF QUEBEC.

CITY HALL.

Public notice is hereby given that the City will apply to the Legislature of this Province, at its present session, for certain amendments to its charter of incorporation and principally: to pass by-laws concerning the removal of snow from roofs; to impose a license on autobusses and on trucks used in the transportation of goods in the city; to levy a license on all mechanical games; to levy an annual tax on the wages of any employee not residing in the city, but earning his wages therein; to oblige any person non-resident in the city but who operates a business office therein to take an annual license; to levy an annual license on all automobile owners who are not subject to a carter's license; to establish a Board of Censorship for theaters in the city; to empower the Recorder's Court to order the padlocking by the police of houses wherein have occurred infractions to the sale of alcoholic liquor and offenses against articles 228 and 229 of the Criminal Code; to levy taxes on Lloyds insurance companies when they take insurance risks in the city; to impose on chain stores an additional tax of \$500.00; to oblige theatre operators to permit access to their books in order to control the poor tax; to change the present date of municipal elections to the month of October instead of the month of February; to change the mode of preparing the lists for the said elections as well as the qualification of the electors and the delays for the revision of the said lists; to prolong the present term of mayor and aldermen to the month of October 1938; to amend the Act concerning the presidency of the Administrative Committee when the President ex-officio is absent; to tax real estate on its real value instead of its commercial and venal value; to impose on non-resident workmen a tax, as well as a tax on non-residents coming to the city to collect washing; to amend the article concerning the claim of interest on amounts due to the city; to amend the article concerning the payment of taxes with subrogation; to amend the article concerning the amount provided in the budget, as well as the annual report of the Treasurer; to amend the article concerning the signing of cheques; to amend the article concerning the Fire Chief and his Deputy; to oblige public utility companies to submit to the City any change of addresses of its customers; to amend the article concerning the borrowing on arrears of taxes; to permit the compensation for damages caused by the changing of the level of streets, the greater value given to property by the said change; to amend the article concerning the upkeep of roads in winter; to exempt from all taxes, except school taxes, the waterworks pipes crossing the municipalities adjoining Quebec; to amend the delays for the execution of a judgment with pecuniary fine; to amend the Act concerning accidents caused on streets and sidewalks by snow or ice; to borrow a sum not exceeding \$750,000.00 to consolidate the deficit of April 30, 1934, deficit to be established by the present audit; to amend the article concerning the deposit of the homologation plan; to be authorized to reimburse the Provincial Government for the loan made under the Workmen's Housing Act; to be authorized to make certain payments out of working capital for deferred expenses; to be authorized to employ all balances of unused loans which are at the

qui sera établi par l'audition qui se fait actuellement; pour modifier l'article concernant le dépôt du plan d'homologation; pour être autorisée à rembourser le gouvernement de la province du prêt fait suivant la loi des logements salubres; pour être autorisée à faire certains paiements à même le fonds de roulement pour les dépenses différées; pour être autorisée à employer toutes les balances d'emprunts non utilisés et qui sont à la disposition de la cité, ainsi que pour modifier les paiements annuels de \$10,000.00 à l'Hôtel-Dieu de Québec; pour emprunter une somme n'excédant pas \$25,000.00 pour défrayer le coût de l'enquête et de l'audition actuellement en cours; pour être autorisée à emprunter \$15,000.00 pour réorganiser le système de comptabilité de la cité; pour permettre à la cour du recorder d'assigner devant elle tout contrevenant, quel que soit le district dans lequel il réside; pour permettre à la cité de donner des demi-licences dans certains cas; pour être autorisée à faire la municipalisation de la production, et distribution de l'électricité sous le contrôle de la cité; pour faire annuler le contrat passé avec la Quebec Power le 22 décembre 1933; pour annuler l'exemption de taxes accordée au Quebec Railway Light & Power Co. par son contrat de 1925; pour être exemptée de payer les sommes exigées en vertu de la loi de l'Assistance Publique; pour réduire la contribution de l'école Technique à \$10,000.00; pour être autorisée à nommer tous les membres de la Commission d'Urbanisme; pour demander au gouvernement de la province de payer annuellement la somme de \$250,000.00 pour l'embellissement de la cité, ainsi que 50% des licences des véhicules-moteurs des résidents de Québec; pour exempter le paiement des licences de tous les véhicules-moteurs employés dans l'administration de la cité, ainsi que les licences des chauffeurs conduisant ces véhicules-moteurs et de la taxe de gazoline; pour être autorisée à emprunter le montant nécessaire pour consolider les déficits établis au 30 avril de l'année fiscale 1934-35; pour être autorisée à nommer tous les membres de la commission scolaire catholique; pour consolider, s'il y a lieu, par voie d'emprunt le déficit de l'année fiscale 1936-37; pour assurer la solvabilité du fonds de pension des employés permanents; et pour toutes autres fins.

Le greffier de la cité,
F. X. CHOUINARD.

Québec, 1er juin 1936.

3211-23-4-o

disposal of the City, as well as to amend the annual payments of \$10,000.00 to the Hotel Dieu de Quebec; to borrow an amount not exceeding \$25,000.00 to defray the cost of the inquiry and audit presently being made; to be authorized to borrow \$15,000.00 to reorganize the book-keeping system of the city; to permit the Recorder's Court to summon before in any culprit regardless of the district in which he may reside; to permit the city to give half yearly licenses in certain cases; to be authorized to municipalize the production and distribution of electricity under the control of the City; to annul the contract passed with the Quebec Power the 22nd of December 1933; to annul the exemption of taxes granted to the Quebec Railway Light & Power Co., by its contract of 1925; to be exempted to pay the amounts exacted under the Public Charities' Act; to reduce the contribution to the Technical School to \$10,000.00; to be authorized to appoint all the members of the Town Planning Commission; to apply to the Provincial Government for an annual grant of \$250,000.00 for the embellishment of the City, as well as 50% of the motor vehicle licenses of the residents of Quebec; to exempt from payment of licenses all motor vehicles used for City administration, as well as the licenses of the chauffeurs driving the said motor vehicles and the gasoline tax; to be authorized to borrow the amount necessary to consolidate the deficits established on the 30th of April of the fiscal year 1934-35; to be authorized to appoint all the members of the Catholic School Commission; to consolidate, if expedient, by way of loan, the deficit of the fiscal year 1936-37; to secure the solvability of the pension funds of permanent employees; and for all other purposes.

F. X. CHOUINARD,
City Clerk.

Quebec, June 1st, 1936.

3212-23-4

Assurance

Avis est par les présentes donné qu'après la quatrième publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*, les requérants sous-signés s'adresseront au Lieutenant-Gouverneur en Conseil pour demander la constitution d'une compagnie d'assurance en vertu de la Loi du Chapitre 253 des Statuts Refondus de Québec.

1. Le nom de la compagnie projetée est: Les Assurances Funéraires Bouvette & Fils Ltée;

2. L'adresse des requérants est Jos. Bouvette entrepreneur de pompes funèbres, J.-Emile Renaud, assistant-Surintendant, Omer Brière embaumeur, Paul Bouvette rentier et Isabelle Bouvette, fleuriste, tous ayant leur adresse et domicile en la Cité de Shawinigan Falls;

3. Le genre d'assurance que la compagnie se propose de transiger est l'assurance funéraire;

4. Le principal bureau d'affaires de la compagnie sera en la Cité de Shawinigan Falls;

Insurance

Notice is hereby given that after the fourth publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the undersigned applicants shall apply to the Lieutenant-Governor in Council for leave to incorporate an insurance company under the Act of chapter 253 of the Revised Statutes of Quebec.

1. The name of the proposed company is: "Les Assurances Funéraires Bouvette & Fils Ltée";

2. The address of the applicants is: Jos. Bouvette, Funeral undertaker, J. Emile Renaud, assistant superintendent, Omer Brière, embalmer, Paul Bouvette annuitant and Isabelle Bouvette, florist, all having their address and residing in the City of Shawinigan Falls;

3. The kind of insurance which the company proposes to transact is funeral insurance;

4. The Head Office of the company shall be in the City of Shawinigan Falls;

5. Le montant du fonds social de la compagnie est de \$150,000.00 divisé en 1500 actions de \$100.00 chacune.

Shawinigan Falls, ce 27 mai 1936.

(Signé) JOS. BOUVETTE,
J.-E. RENAUD,
OMER BRIERE,
PAUL BOUVETTE,
ISABELLE BOUVETTE.

3151-22-4-o

5. The amount of capital stock of the company is \$150,000.00 divided into 1500 shares of \$100.00 each.

Shawinigan Falls, this 27th of May, 1936.

(Signed) JOS. BOUVETTE,
J. E. RENAUD,
OMER BRIERE,
PAUL BOUVETTE,
ISABELLE BOUVETTE.

3152-22-4

Ventes—Loi de faillite

Canada, Province de Québec, District de Montréal, No 134, Cour Supérieure, "En Faillite".

Dans l'affaire de Pierre Leclerc, débiteur, et J.-Albert Lejour, syndic.

AVIS DE VENTE

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, division de faillite, district de Montréal, en date du 12 mai, 1936, seront vendus en bloc par encan public au bureau du shérif, Palais de Justice, à Montréal, le JEUDI, le DIX-HUITIEME jour de JUIN, 1936, à ONZE heures de l'avant-midi, heure avancée, les immeubles ci-après décrits:

DÉSIGNATION

1. Un emplacement faisant partie du lot connu et désigné sous le numéro deux cent quatre-vingt-quatorze (No 294) aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine, borné, ledit emplacement, en front par la rue Notre-Dame, d'un côté, vers l'est, par la lisière de terre ci-après décrite, de l'autre côté, vers l'ouest, par la 19ième Avenue, en arrière, au nord-ouest, par le terrain de la Compagnie de Chemin de Fer Canadien National.

2. Une lisière de terre mesurant neuf pieds de largeur à être extraite des immeubles connus et désignés sous les numéros trois cent vingt-sept, trois cent vingt-huit et trois cent vingt-neuf (Nos 327, 328 et 329) sur le plan et au livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Lachine, à l'extrémité ouest des immeubles appartenant à Dame Patrick Wall ou représentants, le long de la ligne de division qui sépare lesdits lots du lot No 294 dudit cadastre, depuis la rue Notre-Dame qui borne la lisière de terre vers le sud jusqu'au terrain de la Compagnie de chemin de fer de Montréal et Champlain; laquelle lisière de terre forme en sa totalité une superficie de cinq cent trente-cinq pieds, mesure anglaise, et est bornée comme suit: vers le sud par la rue Notre-Dame, qui est aujourd'hui le lot No 809 sur le plan et au livre de renvoi officiels de la ville de Lachine, vers l'ouest par le lot No 294 dudit cadastre, vers le nord, par le lot No 803 du même cadastre et enfin vers l'est par le résidu desdits lots Nos 327, 328 et 329 du cadastre de la ville de Lachine.

Avec toutes les bâtisses érigées sur lesdits emplacements, incluant celles portant les Nos civiques 260, 262, 262a, 264, 266, 268 et 270 de ladite rue Notre-Dame.

A déduire cependant desdits emplacements les parties qui auraient pu en être expropriées pour la dite rue Notre-Dame. Tel que le tout se trouve

Sales—Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, No 134, Superior Court "In Bankruptcy".

In the matter of Pierre Leclerc, debtor, and J. Albert Lejour, trustee.

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that pursuant to a judgment of the Superior Court, Bankruptcy Division, District of Montreal, dated May 12th 1936, there will be sold *en bloc* by public auction, at the Sheriff's Office, Court House, Montreal, on THURSDAY, the EIGHTEENTH day of JUNE, 1936, at ELEVEN o'clock in the forenoon, Daylight Saving Time, the immovables hereinafter designated.

DESIGNATION

1. An emplacement forming part of lot known and designated under number two hundred ninety-four (No. 294) of the official plan and book of reference of the town of Lachine, bounded the said emplacement, in front by Notre-Dame Street, on one side, towards East, by the strip of land hereafter designated, on the other side, towards West, by 19th Avenue, at rear, at North-West, by the land of the Canadian National Railway.

2. A strip of land measuring nine feet in width taken from immovables known and designated under numbers three hundred and twenty-seven, three hundred and twenty-eight and three hundred and twenty-nine (Nos. 327, 328 and 329) on the official plan and book of reference of the cadastre of the town of Lachine, at the extremity West of the immovables, belonging to Mrs. Patrick Wall or representatives, alongside of the division line separating the said lots of lot No. 294 of the said cadastre, from Notre Dame Street, bounding the strip of land towards the South, as far as the land of Montreal and Champlain Railway Company; the said strip of land forming in its totality an area of five hundred and thirty-five feet, English measure and is bounded as follows: towards South by Notre Dame Street, which is to-day lot number 809 on the official plan and book of reference of the town of Lachine, towards West, by lot number 294 of the said cadastre, towards North by the lot No. 803 of the same cadastre and finally towards East by the residue of said lots numbers 327, 328 and 329 of the cadastre of the town of Lachine.

With all the buildings erected on the said emplacements, including those bearing civic numbers 260, 262, 262a, 264, 266, 268 and 270 of the said Notre Dame Street.

To deduct however from the said emplacements the parts which could have been expropriated for the said Notre Dame Street.

actuellement avec toutes ses circonstances et dépendances.

Chaque enchérisseur sera requis de faire avec son enchère un dépôt de 10% de l'évaluation municipale dudit immeuble, en argent ou par chèque accepté à l'ordre du syndic.

Ladite vente sera faite en vertu de l'article 45 de la Loi de Faillite, paragraphes 2, 3, 4, 5, 6, 7, et 8 des Statuts Révisés du Canada 1927, chap. 11 et suivants, et aura l'effet du décret.

Pour cahier des charges et autres informations, s'adresser au soussigné.

Le syndic,
J.-ALBERT LEJOUR.

10 Saint-Jacques-Est, Montréal.

HA. 0138.

2899-20-2-0

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cour Supérieure en matière de Faillite.

VENTE A L'ENCAN

Dans l'affaire de l'Hôtel Lorraine Limitée, Hôtel, 9-11 Desjardins, Québec, Faillite.

Avis est par le présent donné que JEUDI, le DEUXIEME jour de JUILLET, 1936 à ONZE heures de l'avant-midi (heure avancée) sera vendu par encan public, aux bureaux des Syndics soussignés, 147 Côte de la Montagne, Québec, l'actif de cette faillite ci-après décrit, savoir:

ITEM A.—L'Ameublement de l'hôtel comprenant 30 chambres à coucher, salons, boudoirs, etc., le tout inventorié à \$2,500.00. (Pour être vendu en bloc).

ITEM B.—Un terrain de figure irrégulière situé sur le côté est de la rue Desjardins connu et désigné comme étant le numéro deux mille huit cent dix-sept-B (2817-B) du cadastre officiel du quartier Saint-Louis de la Cité de Québec; avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, la mitoyenneté dans les murs de séparation, sauf toutefois le mur de la cour du côté nord, propriété Wurtele, qui n'est pas mitoyen et appartient en propre à cette succession. Le tout plus amplement décrit dans un acte de vente entre Hero Girard et l'Hôtel Lorraine Limitée en date du 15 septembre 1927 passé devant le notaire Chs. Delagrave. (Cet immeuble est actuellement occupé par l'Hôtel Lorraine, Limitée).

L'Item A, sera offert en vente en bloc au plus haut et dernier enchérisseur.

L'Item B, sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur. La vente de cet Item est faite conformément aux articles sept cent seize, sept cent dix-sept et sept cent dix-neuf-A (716, 717, 719-A) du C.P.C., ainsi qu'à l'article quarante-cinq (45) de la Loi de Faillite: cette vente équivaut la vente au Shérif.

Tout enchérisseur sur l'immeuble devra déposer avant la vente, entre les mains des Syndics, un chèque accepté de \$2,000.00.

Les titres, certificat, inventaire peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des Syndics soussignés.

Conditions de paiement: Argent comptant. Québec, le 28 mai 1936.

Les syndics,
R.-E. LEFAIVRE, J. MARMETTE & R. LEFAIVRE.
Bureaux: 147 Côte de la Montagne,
Québec. 3147-22-2-0

As the whole is at present with all its circumstances and dependencies.

A deposit of 10% of the municipal value of the said immovables must accompany each tender, either cash or certified cheque to the order of the trustee.

The said sale will be made in virtue of Article 45 of the Bankruptcy Act, paragraphs 2, 3, 4, 5, 6, 7 and 8 of the Revised Statutes of Canada 1927, chap. 11 and following and will have the effects of a Sheriff's sale.

For book of charges and other information, apply to the undersigned.

J. ALBERT LEJOUR,
Trustee.

10, Saint James East, Montreal.

HA. 0138.

2900-20-2-0

Canada, Province of Quebec, District of Quebec, Superior Court, Sitting in Bankruptcy.

SALE BY AUCTION

In the matter of l'Hôtel Lorraine Limitée, Hotel, 9-11 Desjardins, Quebec, Bankrupt.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the SECOND day of JULY, 1936, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time) there shall be sold by public auction, at the offices of the undersigned Trustees, 147 Mountain Hill, Quebec, the assets of this estate described as follows, to wit:

ITEM A.—The furnishings of the hotel comprising 30 bedrooms, parlors, sitting rooms, etc., the whole inventoried at \$2,500.00. (To be sold *en bloc*).

ITEM B.—A lot of land of irregular figure situate on the East side of Desjardins Street known and designated as being number two thousand eight hundred and seventeen-B (2817-B) of the official cadastre for Saint Louis Ward of the City of Quebec; with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and *mitoyenneté* in the divisional walls, save however, the wall of the yard on the North side, Wurtele property, which is not *mitoyen* and belongs solely to the said estate. The whole more fully described in a deed of sale between Hero Girard and l'Hôtel Lorraine Limitée dated September 15, 1927, passed before Notary Chs. Delagrave. (The said immovable is presently occupied by the Hotel Lorraine Limitée).

Item A, shall be offered for sale *en bloc* to the highest and last bidder.

Item B, shall be offered for sale to the highest and last bidder. The sale of this Item shall be made pursuant to articles seven hundred and sixteen, seven hundred and seventeen and seven hundred and nineteen-A (716, 717, 719-A) of the C.C.P. as well as article forty five (45) of the Bankruptcy Act: said sale shall have the effect of a Sheriff's sale.

Each and every bidder on the immovable must deposit, before the sale, with the Trustees, an accepted cheque of \$2,000.00.

The titles, certificate, inventory may be seen at any time by applying at the offices of the undersigned Trustees.

Conditions of payment: Cash.
Quebec, May 28, 1936.

R. E. LEFAIVRE, J. MARMETTE & R. LEFAIVRE,
Trustees.
Office: 147 Mountain Hill,
Quebec. 3148-22-2

(LOI D'ARRANGEMENT ENTRE CULTIVATEURS ET
CRÉANCIERS).

Canada, Province de Québec, district de Richelieu, Cour Supérieure (En Faillite), No 909. Dans l'affaire de: Jean-Baptiste Jolicoeur, cultivateur, Saint-Louis, cédant autorisé; et Eugène Arpin, syndic.

AVIS DE VENTE

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de l'Honorable J.-A. Guibault, l'un des Juges de la Cour Supérieure siégeant à Sorel, pour le district de Richelieu, en date du 1er juin 1936, sera vendu par encan public, à la porte de l'Eglise paroissiale de Saint-Louis-de-Bonsecours, MERCREDI, le HUITIEME jour de JUILLET 1936, à DIX (10) heures de l'avant-midi, (heure solaire), l'immeuble ci-après désigné:

Une terre située en la paroisse de Saint-Louis-de-Bonsecours, connue comme étant formée des lots de terre numéros cent vingt-huit et cent vingt-neuf (Nos 128-129) du cadastre pour la paroisse de Saint-Aimé—avec les bâtisses y érigées.

La dite vente sera faite en vertu de l'article 45 de la Loi de Faillite, paragraphes 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 des Statuts Révisés du Canada, 1927, chapitre 11, et aura l'effet du décret.

Pour le cahier des charges, conditions de vente, et toute autre information, s'adresser au soussigné.

Saint-Ours, P. Q.

3263—23-20

Le syndic,
EUGÈNE ARPIN.

(FARMERS' CREDITORS ARRANGEMENT ACT).

Canada, Province of Quebec, district of Richelieu, Superior Court, (Sitting in Bankruptcy), No. 909. In the matter of: Jean-Baptiste Jolicoeur, farmer, Saint-Louis, Authorized Assignor; and Eugène Arpin, trustee.

NOTICE OF SALE.

Notice is hereby given that pursuant to a judgment of the Honourable J. A. Guibault, one of the judges of the Superior Court sitting at Sorel, for the district of Richelieu, dated June 1st., 1936, will be sold by public auction, at the parochial church door of Saint Louis de Bonsecours, WEDNESDAY, the EIGHTH day of JULY, 1936, at TEN (10) o'clock in the forenoon (Standard Time), the immovable hereinafter described:

A farm situate in the parish of Saint Louis de Bonsecours, known as being formed of the lots of land numbers one hundred and twenty eight and one hundred and twenty nine (Nos. 128-129) of the cadastre for the parish of Saint Aimé—with the buildings thereon erected.

The said sale shall be made pursuant to Article 45 of the Bankruptcy Act, paragraphs 2, 3, 4, 5, 6, 7 and 8 of the Revised Statutes of Canada, 1927, chapter 11, and shall have the effect of a Sheriff's Sale.

For list of charges, conditions of sale, and all other information, apply to the undersigned.

Saint Ours, P. Q.

3264—23-2

EUGÈNE ARPIN,
Trustee.

LOI D'ARRANGEMENT ENTRE CULTIVATEURS ET
CRÉANCIERS.

Canada, province de Québec, district de Richelieu, Cour Supérieure, (en faillite), No 906. Dans l'affaire de Joseph Villiard, cultivateur, de Saint-Aimé, cédant autorisé; et Eugène Arpin, syndic.

AVIS DE VENTE

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de l'Honorable J.-A. Guibault, l'un des Juges de la Cour Supérieure siégeant à Sorel, pour le district de Richelieu, en date du 1er juin 1936, seront vendus par encan public, comme suit, les immeubles suivants faisant partie de l'actif du dit cédant autorisé:

(a) A la porte de l'Eglise paroissiale de Saint-Aimé, JEUDI, le NEUVIEME jour de JUILLET mil neuf cent trente-six, à DIX (10) heures de l'avant-midi (heure solaire):

Une terre située en la paroisse de Saint-Aimé et formée des lots numéros un, deux et cinquante-neuf (Nos 1-2-59) du cadastre pour la dite paroisse de Saint-Aimé—avec les bâtisses y érigées.

(b) A la porte de l'église paroissiale de Saint-Robert, JEUDI, le NEUVIEME jour de JUILLET mil neuf cent trente-six, à DEUX (2) heures de l'après-midi (heure solaire).

Une terre située en la paroisse de Saint-Robert, et formée des lots numéros cinq cent cinq et cinq cent six (Nos. 505-506), du cadastre pour la dite paroisse—avec les bâtisses y érigées.

Les dites ventes seront faites en vertu de l'article 45 de la Loi de Faillite, paragraphes 2, 3, 4,

UNDER THE FARMERS' CREDITORS ARRANGEMENT
ACT.

Canada, Province of Quebec, district of Richelieu, Superior Court, (Sitting in Bankruptcy), No. 906. In the matter of Joseph Villiard, farmer, of Saint Aimé, authorized assignor; and Eugène Arpin, trustee.

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of Honourable J. A. Guibault, one of the Judges of the Superior Court, sitting at Sorel, for the district of Richelieu, dated the 1st of June, 1936, there will be sold, by public auction, as follows, the following immovables forming part of the estate of the said authorized assignor:

(a) At the parochial church door of Saint Aimé, on THURSDAY, the NINTH day of JULY, nineteen hundred and thirty six, at TEN (10) o'clock in the forenoon (Standard Time);

A farm situate in the parish of Saint Aimé, and composed of lots numbers one, two and fifty nine (Nos. 1-2-59), on the cadastre for the said parish of Saint Aimé—with the buildings thereon erected;

(b) At the parochial church door of Saint Robert, on THURSDAY, the NINTH day of JULY, nineteen hundred and thirty six, at TWO (2) o'clock in the afternoon (Standard Time);

A farm situate in the parish of Saint Robert and composed of lots numbers five hundred and five and five hundred and six (Nos. 505-506), on the cadastre for the said parish—with the buildings thereon erected.

The said sales shall be made pursuant to Article 45 of the Bankruptcy Act, paragraphs 2, 3, 4, 5,

5, 6, 7 et 8 des Statuts Révisés du Canada, 1927, chapitre 11, et auront l'effet du décret.

Pour le cahier des charges, conditions de vente et toute autre information, s'adresser au soussigné.

Saint-Ours, comté de Richelieu, P. Q.

Le syndic,
3265-23-2-0 EUGENE ARPIN.

6, 7 and 8 of the Revised Statutes of Canada, 1927, chapter 11, and shall have the effect of a Sheriff's sale.

For list of charges, conditions of sale and any other information, apply to the undersigned.

Saint Ours, county of Richelieu, P. Q.

EUGENE ARPIN,
3266-23-2 Trustee.

Action en séparation de biens

Province de Québec, district de Saint-François, Cour Supérieure, No 264. Marie-Ida-Florida Gagné, épouse commune en biens de Alcée Fournier, journalier, du canton de Hereford, dit district, demanderesse; vs son dit mari, défendeur.

Action en séparation de biens a été instituée, ce quatrième jour de juin 1936.

Les procureurs de la demanderesse,
3333-0 SAMSON & GERIN.

Action for separation as to property

Province of Quebec, district of Saint Francis, in the Superior Court, No. 264. Marie Ida Florida Gagné, wife common as to property of Alcée Fournier, laborer, of Hereford, said district, plaintiff; vs her said husband, defendant.

Action in separation as to property has been instituted this 4th day of June, 1936.

SAMSON & GERIN,
3334-0 Attorneys for plaintiff.

Bureau-chef

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Sylvia's Beauty Salon, Inc.", constituée en corporation par lettres patentes émises par le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, le 23ème jour d'avril 1936, et ayant son bureau chef en la cité de Montréal, a établi son bureau au No 1121, rue Sainte-Catherine-Ouest, en la cité de Montréal.

A compter de la date de cet avis le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Montréal, ce 28ème jour de mai 1936.
Le président de Sylvia's Beauty Salon, Inc.,
3341 SADIE WENER.

Chief Office

Notice is hereby given that "Sylvia's Beauty Salon, Inc.", incorporated by Letters Patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, on the 23rd of April, 1936, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at No. 1121 Sainte Catherine Street West, in the city of Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 28th day of May, 1936.
SADIE WENER,
3342-0 President of Sylvia's Beauty Salon, Inc.

ERRATUM

L'Ordonnance No 22 de la Commission du Salaire Minimum des Femmes, publiée dans la *Gazette officielle* du 30 mai 1936, page 2150, est corrigée en y ajoutant les mots "y compris les Clubs".
3347-0

ERRATUM

Order No. 22 of the Minimum Wage Commission, published in the *Official Gazette* of May 30th., Page 2150, is corrected in adding the words "including Clubs".
3348-0

Ministère de l'agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société co-opérative agricole a été instituée dans le comté de Lotbinière, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Beurrerie de Saint-Edouard, comté de Lotbinière" et que son principal siège d'affaires est en la municipalité de Saint-Edouard, comté de Lotbinière.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Le sous-ministre de l'Agriculture,
J.-ANTONIO GRENIER.
Québec, ce 8ème jour de mai 1936. 3349-0

Department of Agriculture

Notice is hereby given that a co-operative agricultural association has been formed in the county of Lotbinière, under the name of "Société Coopérative Agricole de Beurrerie de Saint-Edouard, comté de Lotbinière", and that its principal place of business is in the municipality of Saint-Edouard, county of Lotbinière.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, and the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The minister authorizes the formation of the said association.

J. ANTONIO GRENIER,
Deputy Minister of Agriculture.
Québec, this 8th day of May, 1936. 3350

Examens du barreau—Bar Examinations

BARREAU DU BAS SAINT-LAURENT.—BAR OF THE LOWER SAINT LAWRENCE

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATES FOR ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Examens de juillet 1936.—Examinations of July 1936

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Duguay	Joseph	29	Québec.
Dussault	Aubin	26	Mont-Joli.
Pelletier	Jules	22	Rivière-du-Loup.

Rimouski, le 5 juin 1936.—Rimouski, June 5, 1936.

Le secrétaire du Barreau du Bas Saint-Laurent,

LUCIEN SASSEVILLE,

3331—32—24—2—o

Secretary of the Bar of the Lower Saint Lawrence.

BARREAU DES TROIS-RIVIERES.—BAR OF TROIS RIVIERES

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Examens de juillet 1936.—Examinations of July 1936

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Legris	Réal	19	St-Léon	Séminaire des Trois-Rivières.

Les Trois-Rivières, le 8 juin 1936.—Trois Rivières, June 8, 1936.

Le secrétaire du Barreau des Trois-Rivières,

JEAN-JACQUES LAJOIE,

3351—52—24—2—o

Secretary of the Bar of Trois Rivières.

BARREAU DES TROIS-RIVIERES.—BAR OF TROIS RIVIERES

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Examens de juillet 1936.—Examinations of July 1936.

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Boucher	Falconio	31	Trois-Rivières.
Guillemette	Jean-Claude	26	Shawinigan Falls.
Langevin	Georges	24	Shawinigan Falls.
Lemire	Pierre	26	Trois-Rivières.
Ryan	Robert-L.	28	Trois-Rivières.

Les Trois-Rivières, le 8 juin 1936.—Trois Rivières, June 8, 1936.

Le secrétaire du Barreau des Trois-Rivières,

JEAN-JACQUES LAJOIE,

3353—54—24—2—o

Secretary of the Bar of Trois Rivières.

Arrêtés en Conseil

Orders in Council

COPIE du Rapport d'un Comité de l'honorable Conseil Exécutif en date du 19 mai 1936, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 22 mai 1936.

COPY of a Report of a Committee of the Honourable the Executive Council dated May 19th., 1936, approved by the Lieutenant-Governor on May 22nd., 1936.

Concernant la soustraction au jalonnement d'un certain terrain.

Concerning the withdrawal from staking of a certain land.

1434

1434

L'honorable ministre des Mines, dans un mémoire en date du 19 mai (1936), expose:—

Qu'en vertu de l'article 181 de la Loi des Mines, tel que modifié par les lois 15 Geo. V, chapitre 37, article 15; 16 Geo. V, chapitre 27, section 21, et 21 Geo. V, chapitre 45, section 4, le Lieutenant-Gouverneur en conseil peut faire des règlements pour réserver et soustraire certains terrains au jalonnement de claims miniers;

Que Sa Majesté, aux droits de la province de Québec, est devenue propriétaire de la patente minière émise le 27 octobre 1908, couvrant le Bloc B du canton de Beauchastel, comté de Témiscamingue. A cette fin, l'honorable Trésorier de la Province a dû faire passer un mandat spécial au montant de quinze mille dollars (\$15,000.00) qui a servi à payer les frais d'une vente par le shérif et une dette au Département du Trésor;

Que, pour éviter tout conflit légal découlant de l'interprétation de la Loi des Mines, il y a lieu de soustraire ce terrain au jalonnement comme claims miniers;

En conséquence, l'honorable ministre recommande que l'étendue ci-après décrite soit réservée et soustraite au jalonnement de claims pour une période de cinq ans:—

Un bloc de terre situé au nord du Bloc "A", arpenté par M. T. Simard, et borné, à l'ouest, par la ligne entre les cantons Dasserat et Boischatel; au sud par le Bloc "A", à l'est par la prolongation vers le nord de la limite est du dit bloc "A", au nord par une ligne est-ouest, à vingt-six chaînes du dit Bloc "A", lequel morceau ou bloc de terre est connu comme bloc "B" dans le canton Boischatel (Beauharnois) et situé dans le comté de Témiscamingue, district de Pontiac.

Certifié,

A. MORISSET,
Greffier, Conseil Exécutif.

3357-o

The Honourable the Minister of Mines, in a report dated May 19th, (1936), sets forth:—

That in view of section 181 of the Mining Act, as amended by 15 Geo. V, chapter 37, section 15; 16 Geo. V, chapter 27, section 21, and 21 Geo. V, chapter 45, section 4, the Lieutenant-Governor in Council may make regulations to reserve and withdraw certain lands from staking as mining claims;

That His Majesty, in the rights of the Province of Quebec, has become the owner of a mining patent issued October 27th, 1908, covering Block B of the township of Beauchastel, in the county of Temiscamingue. To this end the Honourable the Provincial Treasurer has had issued a special warrant to the amount of fifteen thousand dollars (\$15,000.00), which was applied to the payment of the cost of a sheriff's sale and a debt to the Treasury Department;

That, so as to prevent any legal conflict in the interpretation of the Minister Act, it is advisable to withdraw this land from staking as mining claims;

Consequently, the Honourable the Minister recommends that the area hereafter described be reserved and withdrawn from staking as mining claims for a period of five years:—

A block of land situated to the North of Block "A", surveyed by T. Simard, bounded to the West by the township line between the townships of Dasserat and Boischatel; to the South by Block "A"; to the East by the extension to the North of the East boundary of Block "A"; to the North by an East-West line at twenty-six chains of the said Block "A"; which said parcel or block of land is known as Block "B" of the township of Boischatel (Beauchastel) and located in the county of Temiscamingue, district of Pontiac.

Certified,

A. MORISSET,
Clerk Executive Council.

3358-o

COPIE du Rapport d'un Comité de l'honorable Conseil Exécutif en date du 3 juin 1936, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 5 juin 1936.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council, dated June 3rd., 1936, approved by the Lieutenant-Governor on June 5th., 1936.

Concernant la confection pour hommes dans la province de Québec.

Respecting the men's clothing industry in the Province of Quebec.

No. 1636.

No. 1636.

L'honorable Ministre du Travail, de la Chasse et des Pêcheries, dans un mémoire en date du 3 juin (1936), expose:

Attendu que, conformément à l'article 5 de la Loi relative à l'extension des conventions collectives de Travail (24 Geo. V, ch. 56, amendée par 25-26 Geo. V, ch. 6), les parties contractantes de la convention collective de travail rendue obligatoire par l'arrêté ministériel No 564 du 27 février 1935, modifié par les arrêtés Nos 837 du 28 mars, 2024 du 24 juillet, 2781 du 2 octobre 1935, 44,

The honourable Minister of Labour, Game and Fisheries, in a memorandum dated June 3rd., (1936), sets forth:

Whereas, pursuant to Article 5 of the Act respecting the extension of collective labour agreements (24 Geo. V, ch. 56, amended by 25-26 Geo. V, ch. 64), the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the Order in Council No. 564 of the 27th of February, 1935, modified by the Orders in Council Nos. 837 of the 28th. of March, 2024 of the 24th.

178,423 et 511 des 8 et 23 janvier et 12 et 19 février 1936,—convention collective de travail relative à l'industrie de la confection pour hommes dans la province de Québec,—lui ont demandé les modifications suivantes dudit arrêté:

1) L'Association ouvrière suivante devient partie contractante de première part: "La Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada, Incorporée".

2) L'Association suivante devient partie contractante de deuxième part: "L'Association des Fabricants de Vêtements de Québec, Incorporée".

3) L'article XI de l'arrêté est remplacé par le suivant:

"XI.—Le présent contrat entrera en vigueur le 1er avril 1935 et restera en force jusqu'au 1er janvier 1936. Il se renouvellera automatiquement chaque année à moins que les parties contractantes, d'accord avec l'article 5 de la Loi 24 Geo. V, chapitre 56, amendée par 25-26 Geo. V, chapitre 64, présentent une requête au Lieutenant-Gouverneur en Conseil en vue de la rappeler; les parties contractantes devront se donner mutuellement un avis écrit de 90 jours, de leur désir d'amender ou de révoquer la présente convention".

Attendu que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 25 avril 1936 et qu'aucune objection n'a été formulée de cette date, contre ladite requête;

L'honorable Ministre recommande son acceptation conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi 24 Geo. V, chapitre 56, amendée par 25-26 Geo. V, chapitre 64, avec toutefois l'addition de l'alinéa suivant à l'article 3 des présents amendements amendement l'article XI de la convention:

"Il est entendu que l'une ou l'autre des parties à cette convention peut individuellement servir aux autres parties contractantes l'avis prévu au paragraphe précédent; toutefois, le Ministre du Travail, d'accord avec les articles 4 et 5 de la Loi, verra s'il y a lieu de donner suite à cet avis d'amendement ou de révocation".

Certifié,

A. MORISSET,

3373-o

Greffier Conseil Exécutif.

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 3 juin 1936, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur, le 5 juin 1936.

No 1635

Concernant le nombre d'heures pendant lesquelles un ouvrier peut travailler.

L'honorable Ministre du Travail, de la Chasse et des Pêcheries, dans un mémoire en date du 3 juin (1936), expose:

1. Qu'en vertu de l'article 1 de la Loi 23 George V, chapitre 40, il est loisible au Lieutenant-Gouverneur en Conseil de décréter le nombre d'heures soit par jour, soit par semaine, pendant lesquelles un ouvrier, employé à un travail manuel, peut travailler;

2. Que l'industrie du bâtiment, conformément à l'article 3 dudit chapitre, ne subit en aucune façon, la concurrence des autres pays ou des autres provinces;

3. Que conformément à l'article 5, à la suite de représentations de l'Association des Constructeurs de Québec Inc. et du Conseil des Métiers

of July, 2781 of the 2nd of October, 1935, 44, 178,423 and 511 of the 8th and the 23rd of January and the 12th and the 19th of February, 1936—collective labour agreement relating to the men's clothing industry in the province of Québec—have requested the following modifications to the said Order in Council:

1) The following labour association becomes contracting party of the first part: "La Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada, Incorporée".

2) The following association becomes contracting party of the second part: "The Quebec Association of Garment Manufacturers, Inc.".

3) Article XI of the Order is replaced by the following:

"XI.—The present agreement shall come into force on the 1st of April, 1935 and shall remain in force until the 1st of January, 1936. It shall renew itself automatically each year unless the contracting parties, in conformity with section 5 of the Act 24 Geo. V, chapter 56, amended by 25-26 Geo. V, chapter 64, present a request to the Lieutenant-Governor in Council in order to have it revoked; the contracting parties shall mutually give a written notice of 90 days of their desire to amend or to revoke the present agreement".

Whereas the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette* of April 25th., 1936 and no objections have been made from that date, against the said request;

The Honourable Minister recommends its approval in conformity with the provisions of Article 5 of the Act 24 Geo. V, chapter 56, amended by 25-26 Geo. V, chapter 64, with however, the addition of the following paragraph after Section 3 of the present amendments, amending Article XI of the agreement:

"It is understood that one or the other parties to this agreement may individually present to the other contracting parties the notice provided for in the preceding paragraph; however, the Minister of Labour, in conformity with the Article 4 and 5 of the Act, shall see if he deem wise to consider this notice of amendment or revocation".

Certified,

A. MORISSET,

3374-o

Clerk of the Executive Council.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable the Executive Council, dated June 3, 1936, approved by the Lieutenant-Governor June 5, 1936.

No. 1635.

Respecting the number of hours during which a workman may work.

The Honourable the Minister of Labour, Game and Fisheries, in a memorandum dated June 3, (1936), sets forth:

1. That in virtue of article 1 of the Act 23 George V, chapter 40, the Lieutenant-Governor in Council may order the number of hours per day or per week during which a workman, employed in manual labour, may work;

2. That the building industry, in conformity with article 3 of the said chapter, is not in any manner subject to the competition of other countries or other Provinces;

3. That, pursuant to article 5, after representations from the Quebec Contractors' Association Inc., and from the Building Trades Council of

de la Construction des Syndicats Catholiques Nationaux de Québec Inc., les 28 et 29 mai 1936, il a jugé nécessaire de radier l'arrêté No 1496 du 12 juillet 1933 et ses amendements et d'établir la journée de 8 heures et la semaine de 48 heures dans l'industrie de la construction dans la division de Québec;

4. Que conformément à l'article 5, à la suite de représentations du Comité Conjoint de l'Industrie de la Construction de la région de Sherbrooke en date du 20 juillet 1935, il a jugé à propos d'établir dans la division des Cantons de l'Est, la journée de 8 heures et la semaine de 48 heures dans l'industrie de la construction.

Et en conséquence, l'honorable Ministre recommande:

Que les dispositions suivantes soient mises en vigueur:

Interprétation des termes pour les fins du présent arrêté:

Les termes suivants auront la signification ci-après donnée:

Les mots "industrie du bâtiment" comprennent la construction, la réparation ou la démolition d'édifices de tous genres et couvrent notamment, l'emploi des hommes des métiers suivants:

Briqueurs, poseurs d'amiante, charpentiers-menuisiers, finisseurs de ciment, couvreurs, électriciens, ferblantiers, forgerons (si occupés sur le chantier), hommes de grues, mécaniciens de machines fixes et chauffeurs de bouilloires, manœuvres et terrassiers, poseurs de lattes en bois ou en fer, maçons, ouvriers de ciment armé, charpentiers en fer, constructeurs d'ascenseurs, poseurs de tuile, peintres, plâtriers, plombiers et ajusteurs de tuyaux, polisseurs de marbre, tailleurs de pierre et tireurs de joints, les aides et les apprentis.

Les mots "division de Québec" comprennent les districts judiciaires de Québec, Trois-Rivières, Beauce, Montmagny, Nicolet, Kamouraska, Chicoutimi, Roberval, Saguenay, Rimouski, Gaspé et Abitibi (conformément à l'arrêté ministériel No 1036 du 17 juin 1921, délimitant le district de Québec pour l'inspection des établissements industriels).

Les mots "division des Cantons de l'Est" comprennent les districts judiciaires de Bedford, Saint-François et Arthabaska (conformément à l'arrêté ministériel No 1035 du 17 juin 1921, délimitant le district des Cantons de l'Est pour l'inspection des établissements industriels).

Le mot "entrepreneur" désigne toute personne, association ou corporation:

- a. entreprenant ou sous-entreprenant des travaux à forfait ou à pourcentage ou à la journée;
- b. construisant pour son propre compte.

Article 1. A compter du 1er juin 1936, la durée du travail effectif dans l'industrie du bâtiment et dans les limites de la division de Québec et de celle des Cantons de l'Est, ne devra pas dépasser huit heures par jour; le total des heures de travail effectif, au cours d'une même semaine, ne devra, en aucun cas, excéder quarante-huit heures.

Il est cependant loisible à tout entrepreneur d'opter pour la mise en application du régime de la double ou de la triple équipe conformément aux dispositions de l'article 2.

Article 2. Nonobstant les dispositions de l'article 1, tout entrepreneur exécutant des travaux pour le compte d'une corporation municipale, d'une commission scolaire, d'une fabrique ou de syndics de paroisse, du gouvernement de cette province, devra établir sur son chantier, le systè-

the National Catholic Syndicates of Quebec, Inc., on the 28th and 29th of May, 1936, he deemed necessary to repeal Order in Council No. 1496 of the 12th of July, 1933 and its amendments and to establish the 8-hour day and the 48-hour week in the building industry in the Quebec Division;

4. That, pursuant to article 5, after representations from the Joint Committee of the Building Industry in the Sherbrooke district, on the 20th of July, 1935, he deemed proper to establish the 8-hour day and the 48-hour week for the building industry in the Eastern Townships division.

And therefore, the Honourable the Minister recommends:

That the following provisions be put into force:

Interpretation of the terms for the purpose of the present Order:

The following terms will have the signification hereinafter given:

The words "building industry" comprises the building, repairing or demolishing of buildings of every kind and cover especially the men employed in the following trades:

Brick-layers, asbestos-layers, carpenters, joiners, cement finishers, roofers, electricians, tin-smiths, blacksmiths (if employed on the job), crane-men, stationary enginemen and firemen, labourers and excavators, lathmen, masons, reinforced concrete workmen, bridgemen, elevator builders, tile-layers, painters, plasterers, plumbers and pipe-fitters, marble-polishers, stone cutters and joint pointers, the helpers and apprentices.

The words "Quebec Division" will comprise the judicial districts of Quebec, Trois-Rivières, Beauce, Montmagny, Nicolet, Kamouraska, Chicoutimi, Roberval, Saguenay, Rimouski, Gaspé and Abitibi (pursuant to Order in Council No. 1036, of the 17th of June, 1921, determining the boundaries of the district of Quebec for the inspection of industrial establishments).

The words "Eastern Townships Division" will comprise the judicial districts of Bedford, Saint Francis and Arthabaska (pursuant to Order in Council No. 1035, of the 17th of June, 1921, determining the boundaries of the Eastern Townships division for the inspection of industrial establishments).

The word "contractor" designates any person, association or corporation:

- a. Contracting or sub-contracting for works by the job, for percentage or by the day;
- b. Building on his own account.

Article 1. From and after the 1st of June, 1936, the duration of effective labour in the building industry, and within the limits of the Quebec Eastern Townships Divisions, must not exceed eight hours per day; the total hours of effective labour, in the course of one single week, must not in any case, exceed forty eight hours.

Any contractor may, however, at his option, adopt the two or the three shift system, pursuant to the provisions of article 2.

Article 2. Notwithstanding the provisions of article 1, any contractor undertaking works for a municipal or school corporation, fabrique or parish trustees, the Government of this Province, must establish on his job the two or the three shift system, with a maximum duration for each shift

me de la double ou de la triple équipe avec durée, pour chaque équipe, de pas plus de huit heures de travail effectif pour les six jours ouvrables de la semaine.

Sera tenu également au maintien de la double ou de la triple équipe, l'entrepreneur de travaux pour le compte d'une institution, association ou corporation et dont les frais sont soldés ou garantis dans une proportion d'au moins 50% par le gouvernement de cette province ou une corporation municipale ou par les deux.

Article 3. Les dispositions de l'article 2 ne seront applicables que du 1er mai au 1er octobre d'une même année et que si le coût des travaux excède \$20,000.00.

Article 4. Le présent arrêté ne s'applique pas:

a. Si le coût de l'ensemble des travaux à exécuter sur un chantier déterminé, y compris salaires et matériaux, n'excède pas \$300.00 pour la division de Québec et \$200.00 pour la division des Cantons de l'Est. L'ensemble des travaux ne sera rompu que si les différents contrats et sous-contrats le constituant sont séparés l'un de l'autre par une période d'au moins trois mois;

b. Si une personne exécute de ses mains des travaux sur sa propriété.

Article 5. Le Ministre du Travail pourra, à la suite d'une enquête tenue par les inspecteurs des établissements industriels, accorder des permis de dérogation à l'article 1 pour des travaux préparatoires, complémentaires ou urgents, ou à l'article 2 dans le cas de graves inconvénients résultant de l'aménagement de la double ou de la triple équipe.

Article 6. L'arrêté ministériel No 1496 du 12 juillet 1933 et ses amendements, sont radiés à compter de la date de la publication du présent décret dans la *Gazette officielle de Québec*.

Certifié,

WM. LEARMONTH,

3375-o Dép. Greffier du Conseil Exécutif.

of eight hours of effective labour for the six working days of the week.

The contractor of works for an institution, association or corporation, the costs whereof are paid or guaranteed in a proportion of at least 50% by the Government of this province or by a municipal corporation, or by both shall also be obliged to maintain the two or the three shift system.

Article 3. The provisions of article 2 shall be applicable only from the 1st of May to the 1st of October of any one year, and if the cost of the work exceeds \$20,000.00.

Article 4. The present Order does not apply:

a. If the costs of the whole works to be executed on a particular job, including salaries and material, does not exceed \$300.00 for the Quebec Division and \$200.00 for the Eastern Townships Division. The different jobs constituting the whole works shall only be considered as separate jobs when the different contracts and sub-contracts constituting same are separated one from the other by a period of at least three months;

b. If a person performs work with his own hands on his property.

Article 5. The Minister of Labour may, after an investigation held by the Inspectors of industrial establishments, grant permits of derogation from Article 1 of the present Order for preparatory, complementary or urgent work, or from Article 2 in the case of serious troubles arising from the establishing of the two or three shift system.

Article 6. Order in Council No. 1496 of the 12th of July, 1933 and its amendments are repealed on and from the date of the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Certified,

WM. LEARMONTH,

3376-o Dep. Clerk of the Executive Council.

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 3 juin 1936, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 5 juin 1936.

No 1640

Concernant les travailleurs du port de Montréal.

L'honorable Ministre du Travail, de la Chasse et des Pêcheries, dans un mémoire en date du 3 juin (1936), recommande:

Que l'arrêté ministériel No 1131 du 14 avril 1936, rendant obligatoire la convention collective de travail relative aux travailleurs du Port de Montréal—navigation intérieure et côtière—soit corrigé de la façon suivante:

1. L'article VII doit se lire comme suit:

"VII.—Les hommes qui seront requis de travailler le dimanche et les jours de fête, recevront un minimum d'une heure de salaire, pour chaque appel, suivant le taux en vigueur".

2. A la suite du quatrième alinéa de l'article IX, on doit lire l'alinéa suivant:

"Les hommes qui seront appelés à toute autre heure que celle mentionnée à l'alinéa précédent, devront être mis au travail à cette heure ou renvoyés".

Certifié,

A. MORISSET,

3377-o Greffier du Conseil Exécutif.

COPY of a Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated June 3rd, 1936, approved by the Lieutenant-Governor on the 5th. of June, 1936.

No. 1640

Respecting the Montreal harbour workers.

The Honourable the Minister of Labour, Game and Fisheries, in a memory dated June 3rd, 1936, recommends:

That Order in Council No. 1131 of the 14th. of April, 1936, rendering obligatory the Collective Labour Agreement of the Montreal harbour workers—inland and coastal navigation—be corrected in the following manner:

1. Article VII should read as follows:

"VII.—The men required to work on Sunday and Holiday shall receive a minimum of one hour of salary for each call, according to the rates in force".

2. The following sub-section is added to the fourth sub-section of Article IX:

"Men called at any other time than that specified at the preceding sub-section shall be put on work at that time or dismissed".

Certified,

A. MORISSET,

3378-o Clerk of the Executive Council.

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 3 juin 1936, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 5 juin 1936.

Concernant l'industrie de la construction dans la région des Trois-Rivières.

No 1634.

L'honorable Ministre du Travail, de la Chasse et des Pêcheries, dans un mémoire en date du 3 juin (1936), expose:

Attendu que, conformément à l'article 5 de la Loi relative à l'extension des conventions collectives de travail (24 Geo. V, ch. 56, amendée par 25-26 Geo. V, ch. 64) les parties contractantes de la convention collective de travail rendue obligatoire par l'arrêté ministériel No 987 du 13 avril 1935, modifié par les arrêtés ministériels Nos 1891 et 1957 des 10 et 19 juillet 1935—convention collective de travail relative à l'industrie de la construction de la région des Trois-Rivières—lui ont demandé les modifications suivantes:

L'article V est remplacé par le suivant:

"V. En cas de non-application ou de dérogation accordée par l'autorité compétente à la durée du travail, le taux de salaire et demi sera payé pour tout travail supplémentaire."

Attendu que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 25 avril 1936, et qu'aucune objection n'a été formulée de cette date, contre ladite requête;

L'honorable Ministre recommande son acceptation conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi 24 Geo. V ch. 56, amendée par 25-26 Geo. V, ch. 64, avec toutefois, la modification suivante:

Le sous-paragraphe 4 suivant est ajouté à la suite du sous-paragraphe 3 du paragraphe "c" de l'article III de l'arrêté:

"4. Les conditions du présent paragraphe "c" s'appliquent aussi dans le cas des ouvriers préposés à l'entretien dans les établissements manufacturiers; toutefois, il sera interdit aux employeurs de réduire, au cours de la durée de la présente convention, le salaire des préposés à l'entretien à leur emploi et qui est plus élevé que le minimum fixé au sous-paragraphe I du présent paragraphe."

Certifié,

A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

3379-o

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated June 3rd., 1936, approved by the Lieutenant-Governor on June 5th., 1936.

Concerning the building trades in the Three Rivers district.

No. 1634

The Honourable Minister of Labour, Game and Fisheries, in a memorandum dated June 3rd., (1936), sets forth:

Whereas, pursuant to Article 5 of the Act respecting the collective labour agreements (24 Geo. V, ch. 56, amended by 25-26 Geo. V, ch. 64) the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the Order in Council No. 987 of the 13th of April, 1935, modified by Orders Nos. 1891 and 1957 of the 10th and 19th of July, 1935—collective labour agreement relating to the building trades in the Three Rivers district—have requested him the following modifications:

Article V is replaced by the following:

"V.—In the case of non-application or derogation granted by the competent authority respecting the limiting of working hours, time and a half will be paid for all overtime."

Whereas the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette* of April 25th., 1935, and that no objections have been made from that date, against the said request;

The Honourable Minister recommends its acceptance in conformity with the provisions of Article 5 of the Act 24 Geo. V, chapter 56, amended by 25-26 Geo. V, chapter 64, with, however, the following modification:

The following sub-section 4 is added after sub-section 3 of section "c" of Article III of the Order:

"4. The provisions of the said Section "c" will also apply to maintenance men working in manufacturing establishments; while the present agreement is in force, the employers shall not be allowed to reduce the wages of maintenance men already in their employ if the said wages are higher than the minimum determined to Sub-Section 1 of the present section."

Certified,

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

3380-o

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 3 juin, 1936, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 5 juin 1936.

No 1641

Concernant l'Union Canadienne des Travailleurs en Fer et en Bronze ornemental.

L'honorable Ministre du Travail, de la Chasse et des Pêcheries, dans un mémoire en date du 3 juin (1936), expose:

Attendu que, conformément à l'article 4 de la Loi des conventions collectives de travail (24 Geo. V, ch. 56, amendée par 25-26 Geo. V, ch. 64), l'Union Canadienne de Montréal des Travailleurs en Fer et en Bronze Ornemental lui a présenté une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated June 3rd., 1936, approved by the Lieutenant-Governor on June 5th., 1936.

No. 1641

Concerning the Canadian Ornamental Iron and Bronze Workers' Union of Montreal.

The Honourable Minister of Labour, Game and Fisheries, in a memorandum dated June 3rd., (1936), sets forth:

Whereas, pursuant to article 4 of the act respecting the extension of collective labour agreements, (24 Geo. V, ch. 56, amended by 25-26 Geo. V, ch. 64) the Canadian Ornamental Iron and Bronze Workers' Union of Montreal has presented to him a request to the effect that the collective labour agreement entered into between:

D'UNE PART:

L'Union Canadienne de Montréal des Travail-
leurs en Fer et en Bronze Ornemental,

Et, D'AUTRE PART:

Canadian Welding Works Limited, A. Faustin
Limited, Robert Mitchell Company Limited,
Montreal Architectural Iron Works Limited,
A. & S. Architectural Iron Registered, Farand &
Delorme Limited,
tous manufacturiers et entrepreneurs de la cité
et du district de Montréal, soit rendue obliga-
toire pour les employés et les employeurs des
métiers visés suivant les conditions ci-après:

I.—a. Juridiction industrielle:

La présente convention ne s'applique qu'aux
ouvriers d'ateliers.

b. Juridiction territoriale:

La juridiction territoriale déterminée par la
présente convention comprend, en plus de l'île
de Montréal et de l'île Bizard, les comtés sui-
vants: L'Assomption, Terrebonne, Laval, Deux-
Montagnes, Argenteuil, Vaudreuil, Soulanges,
Beauharnois, Châteauguay, Laprairie, Chambly
et Verchères.

II.—Les salaires minima seront les suivants
pour chacun des métiers ci-contre:

Mécaniciens	\$0.60 de l'heure
Ajusteurs	0.50 " "
Aides	0.40 " "

III.—La durée du travail sera de huit heures
par jour et de 44 heures par semaine. La période
de travail sera de 8.00 a.m. à midi et de 1.00 p.m.
à 5 p.m. Les samedis, les heures de travail seront
réparties entre 8.00 a.m. et midi. Tout travail
supplémentaire sera rémunéré au taux de salaire
et demi par rapport au salaire régulier. Salaire
double sera payé pour le travail exécuté les
jours suivants: Jour de l'An, Vendredi Saint,
Dimanche, Confédération, fête du Travail et le
jour de Noël et de minuit à 8.00 a.m. les jours
de travail ordinaire.

IV.—Les taux de salaires ci-dessus mentionnés
seront de nul effet tant qu'un arrêté ministériel
n'aura pas été passé par le Lieutenant-Gouverneur
en Conseil ordonnant que cette convention
s'applique et lie tous les employeurs et employés
intéressés et dans la juridiction territoriale ci-
dessus mentionnée; sur ce, la présente convention
prendra effet et liera les parties respectives de la
présente.

V.—La présente convention sera rétroactive
au 1er avril 1936 et demeurera en vigueur jus-
qu'au 31e jour de mars 1937.

Attendu que les dispositions relatives aux taux
de salaire et à la durée du travail pour l'industrie
et les métiers visés et dans la juridiction terri-
toriale indiquée dans ladite requête, ont acquis une
signification et une importance prépondérantes;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la
Gazette officielle de Québec du 2 mai 1936 et qu'au-
cune objection n'a été formulée de cette date,
contre ladite requête;

L'honorable Ministre recommande son accep-
tation conformément aux dispositions de l'article
4 de la Loi 24 Geo. V, chapitre 56, amendée par
25-26 Geo. V, chapitre 64.

Certifié,

A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

3381-o

ON THE ONE PART:

The Canadian Ornamental Iron and Bronze
Workers' Union of Montreal,

And, ON THE OTHER PART:

Canadian Welding Works Limited, A. Faustin
Limited, Robert Mitchell Company Limited,
Montreal Architectural Iron Works Limited,
A. & S. Architectural Iron Registered, Farand &
Delorme Limited,

all manufacturers and contracting firms of the
city and district of Montreal, be rendered obli-
gatory for the employees and the employers of the
trades concerned, according to the following
conditions:

I.—a. Industrial jurisdiction:

This agreement applies only to shop employees.

b. Territorial jurisdiction:

The territorial jurisdiction covered by this
agreement shall comprise and include, in addition
to the Island of Montreal and the Ile Bizard,
the following counties: L'Assomption, Terre-
bonne, Laval, Two Mountains, Argenteuil, Vau-
dreuil, Soulanges, Beauharnois, Châteauguay,
Laprairie, Chambly and Verchères.

II.—The minimum wages to be the following
for each of the following trades:

Mechanics	\$0.60 per hour
Fitters	0.50 " "
Helpers	0.40 " "

III.—The hours of labour shall be eight per
day and forty-four per week. Work shall com-
mence at 8.00 a.m. and shall continue till noon and
from 1.00 till 5.00 in the afternoon. On Satur-
days, the hours of work shall be from 8.00 a.m.
until noon. Overtime shall be paid at the rate of
time and one half. Double time shall apply on
New Year's Day, Good Friday, Sundays, Do-
minion Day, Labour Day and Christmas Day,
and from Midnight to 8.00 a.m. on regular work
days.

IV.—The rates of wages above specified shall
be of no effect until an Order in Council shall
have been passed by the Lieutenant-Governor
in Council ordering that this agreement shall
apply to and be binding upon all employers and
employees engaged in the said industry, and
within the territorial jurisdiction hereinabove
specified; whereupon the same shall be and be-
come binding and effective upon and as between
the respective parties hereto.

V.—This agreement shall become retroactive
from the 1st of April, 1936 and shall remain in
effect until the thirty first day of March nineteen
hundred and thirty seven.

Whereas the provisions respecting the rates
of wages and the hours of labour for the con-
templated trades and within the territorial jurisdic-
tion indicated in the said request, have acquired
preponderant significance and importance;

Whereas the said petition has been published
in the *Quebec Official Gazette* of May 2nd, 1936
and that no objections have been made from
that date, against the said request;

The Honourable Minister recommends its
approval, in conformity with the provisions of
Article 4 of the Act 24 Geo. V, chapter 56 amend-
ed by 25-26 Geo. V, chapter 64.

Certified,

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

3382-o

Avis divers

Miscellaneous Notices

LA CIE NATIONALE DE BEURRE D'ÉRABLE, INC. LA CIE NATIONALE DE BEURRE D'ÉRABLE, INC.

Règlement No 25.

By-Law No. 25.

Attendu que les lettres patentes de la compagnie émises par le Lieutenant-Gouverneur fixent le nombre des directeurs à trois;

Attendu qu'il serait plus conforme aux exigences de la situation faite à la compagnie que le nombre des directeurs ou administrateurs d'icelle soit modifié, pour pareil nombre pouvoir être augmenté jusqu'à sept;

Il est en conséquence résolu:

Que sujet à l'approbation requise de la part des actionnaires et à l'accomplissement des autres formalités prévues par la loi en pareil cas, le nombre des directeurs de la compagnie puisse être accru de trois jusqu'à sept.

Montréal, le 27ème jour de janvier 1936.

3335-o

Le secrétaire-trésorier,
R. CHARBONNEAU.

Whereas the Letters Patent of the Company, issued by the Lieutenant-Governor, fix the number of Directors to three;

Whereas it would be more in conformity with the requirements of the situation made to the company that the number of the Directors or Managers thereof be amended so that the said number may be increased up to seven;

It is therefore resolved:

That, subject to the approval required on the part of the shareholders and to the carrying out of the other formalities prescribed by law in similar cases, the number of the Directors of the Company may be increased from three up to seven.

Montreal, the 27th. day of January, 1936.

3336

R. CHARBONNEAU,
Secretary-Treasurer.

La compagnie "Lapa Cadillac Gold Mines, Limited (No Personal Liability)", a été autorisée à vendre ou autrement aliéner, dans la province de Québec, ses actions, stocks, certificats d'actions, obligations et autres valeurs.

La principale place d'affaires dans la Province est au bureau de M. Aimé-Sydney Bruneau, avocat et Conseil en loi du Roi, 275 rue Saint-Jacques-Ouest, Montréal, Québec.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations ou procédures exercées contre elle, est M. Aimé-Sydney Bruneau, avocat et Conseil en loi du Roi, 275 rue Saint-Jacques-Ouest, Montréal, Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-huitième jour de mai 1936.

3343-o

ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

The Company "Lapa Cadillac Gold Mines, Limited (No Personal Liability)", has been authorized to sell or otherwise alienate, in the Province of Quebec, its shares, stock, share-certificates, bonds and other securities.

The Head Office in the Province of Quebec, is at the office of Mr. Aimé Sydney Bruneau, advocate and King's Counsel, 275 Saint James Street West, Montreal, Quebec.

Its chief agent for the purpose of receiving any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Aimé Sydney Bruneau, advocate and King's Counsel, 275 Saint James Street West, Montreal, Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty eighth day of May, 1936.

3344

ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 163

Extrait des procès-verbaux de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 11 juin 1936, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, R.-G. Davidson et Théo.-M. Lafrenière, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Marieville, comté de Rouville;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Marieville.

2. La région de Marieville comprend le territoire de la municipalité de ville de Marieville, comté de Rouville.

3. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Marieville, offrir, vendre ou livrer, à son do-

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 163

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Thursday, June 11, 1936, held at the office of the Dairy Industry Commission, in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, R. G. Davidson and Théo. J. Lafrenière, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Marieville, county of Rouville;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Marieville.

2. The region of Marieville includes the territory of the municipality of the town of Marieville, county of Rouville.

3. No person shall, within the limits of said region of Marieville, offer, sell or deliver milk, at

micile ou à sa place d'affaires, ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à trois sous la chopine et six sous la pinte.

La présente ordonnance entrera en vigueur le 15 juin 1936.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier ladite ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,

R.-G. DAVIDSON,

THÉO.-J. LAFRENIÈRE.

Certifié,

M.-H. HUDON,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie
Laitière.

Québec, le 11 juin 1936.

3359-o

La Compagnie "Wilkie Mines, Limited", a été autorisée à vendre ou autrement aliéner, dans la province de Québec, ses actions, stocks, certificats d'actions, obligations et autres valeurs.

La principale place d'affaires dans la Province est au bureau de M. Edward-W. Barlow, 437 rue Notre-Dame ouest, (Chambre 3), Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations ou procédures exercées contre elle, est M. Edward-W. Barlow, 437 rue Notre-Dame ouest, (Chambre 3), Montréal.

Daté ce 8e jour de juin 1936.

ALEX. DESMEULES,

3413-o

Sous-secrétaire de la Province.

his home or at his business place or at the home of the purchaser, at prices inferior to three cents a pint and six cents a quart.

The present order will come into force on June 15, 1936.

The secretary of said Commission is charged with the publication of said order in the next issue of the *Official Gazette of Québec*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,

R. G. DAVIDSON,

THEO. J. LAFRENIÈRE.

Certified,

M. H. HUDON,

The Secretary, Dairy Industry
Commission.

Québec, June 11, 1936.

3360-o

The Company "Wilkie Mines, Limited", has been authorized to sell or otherwise alienate, in the Province of Québec, its shares, stocks, share-certificates, bonds and other securities.

The head office in the Province of Québec is at the office of Mr. Edward W. Barlow, 437 Notre Dame Street West, (Room 3), Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Edward W. Barlow, 437 Notre Dame Street West, (Room 3), Montreal.

Dated this eighth day of June, 1936.

ALEX. DESMEULES,

3414

Assistant Provincial Secretary.

Chartes:—Abandon de

A. PINEAU & FILS LIMITÉE—A. PINEAU & SONS
LIMITED.

Avis est par le présent donné que la Compagnie ci-dessus a décidé de demander la permission d'abandonner sa charte conformément à l'article 25 de la loi des compagnies de Québec.

Saint-Anaclet, le 5 juin 1936.

A. PINEAU & FILS LIMITÉE.

Par le président,

3337-o

ALPHONSE PINEAU.

Avis est par les présentes donné que demande sera faite au Lieutenant-Gouverneur en Conseil par la compagnie "Drobetzky & Temkin Inc.", pour obtenir la permission d'abandonner sa charte à compter de la date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, le 4 juin 1936.

DROBETZKY & TEMKIN INC.

3339

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "General Investment & Finance Incorporated", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de juin 1924.

Avis est de plus donné qu'à compter du sixième jour de juin 1936, la dite compagnie a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce huitième jour de juin 1936.

ALEX. DESMEULES,

3345-o

Sous-secrétaire de la Province.

Charters:—Surrender of

A. PINEAU & FILS LIMITÉE—A. PINEAU & SONS
LIMITED.

Notice is hereby given that the hereinabove Company has decided to apply for leave to surrender its charter, in conformity with Article 25 of the Quebec Companies' Act.

Saint Anaclet, June 5th., 1936.

A. PINEAU & FILS LIMITÉE.

Per ALPHONSE PINEAU,

3338

President.

Notice is hereby given that application will be made to the Lieutenant-Governor in Council by "Drobetzky & Temkin Inc.", praying that permission be granted to surrender its charter from and after the date which the Lieutenant-Governor may be pleased to determine.

Montreal, June 4th., 1936.

DROBETZKY & TEMKIN INC.

3340-o

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, article 25, His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Québec has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "General Investment & Finance Incorporated", incorporated by letters patent dated the 25th. day of June, 1924.

Notice is also given that from and after the sixth day of June, 1936, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of June, 1936.

ALEX. DESMEULES,

3346

Assistant Provincial Secretary.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Blueridge Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 1er février 1929.

Avis est de plus donné qu'à compter du 6 juin 1936, la dite compagnie a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dixième jour de juin 1936.

ALEX. DESMEULES,
3395-o Sous-secrétaire de la Province.

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, article 25, His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Blueridge Limited", incorporated by letters patent dated the 1st of February, 1929.

Notice is also given that from and after the sixth day of June, 1936, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of June, 1936.

ALEX. DESMEULES,
3396 Assistant Provincial Secretary.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Crèmerie de LaReine Ltée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 24ème jour de septembre 1932.

Avis est de plus donné qu'à compter du 6ème jour de juin 1936, la dite compagnie a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dixième jour de juin 1936.

ALEX. DESMEULES,
3397-o Sous-secrétaire de la Province.

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, article 25, His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Crèmerie de La Reine Ltée", incorporated by letters patent dated the 24th day of September, 1932.

Notice is also given that from and after the sixth day of June, 1936, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of June, 1936.

ALEX. DESMEULES,
3398 Assistant Provincial Secretary.

Liquidation—Avis de

ASSOCIATION MUTUELLE DES EMPLOYÉS PERMANENTS DE LA CITÉ DE QUÉBEC

Avis est par le présent donné que l'Association Mutuelle des Employés Permanents de la Cité de Québec a décidé de liquider ses affaires, de ne plus prendre de contrat ni assumer de nouvelles obligations à compter de l'assemblée générale des membres de la dite société, qui aura lieu le jeudi, 23ième jour de juillet 1936, à 5 hrs p.m. (heure avancée), dans la Salle du Recorder, Hôtel de Ville, Québec, alors que l'association se propose de nommer M. Jules Leclerc, C.G.A., auditeur de la cité, 77½ rue Claire-Fontaine, Québec, comme son liquidateur, le tout en conformité avec les dispositions de l'article 276 de la Loi des assurances de Québec.

Daté à Québec, P. Q., ce 5ième jour de juin 1936.

Le secrétaire,
3393-24-2-o ALBERT-P. TANGUAY.

Winding up Notice

"ASSOCIATION MUTUELLE DES EMPLOYÉS PERMANENTS DE LA CITÉ DE QUÉBEC"

Notice is hereby given that "L'Association Mutuelle des Employés Permanents de la Cité de Québec", has decided to wind up its business, to take no new contract and not to assume new liabilities from and after the general meeting of the members of the said association, which will take place on Thursday, the 23rd of July, 1936, at 5 hours p.m. (daylight saving time), in the Recorder's Court, City Hall, Quebec, at which time the association has the intention to appoint Mr. Jules Leclerc, C.G.A., City Auditor, 77½, Claire Fontaine Street, Quebec, as its liquidator, the whole pursuant to the provisions of article 276 of the Quebec Insurance Act.

Dated at Quebec, P. Q., this 5th day of June, 1936.

ALBERT P. TANGUAY,
3394-24-2-o Secretary.

Département de l'Instruction publique

No 652-35.

Québec, 4 juin 1936.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel, en date du 29 mai 1936, de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Sylvestre, dans le comté de Lotbinière, le lot No 580, du cadastre officiel de ladite paroisse, et de l'annexer à la municipalité scolaire de Leeds-est, dans le comté de Mégantic.

3389-o

Department of Education

No. 652-35.

Quebec, 4th of June, 1936.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by order in council dated the 29th. of May, 1936, to detach from the school municipality of the parish of Saint Sylvestre, in the county of Lotbinière, lot No. 580, of the official cadastre of the said parish, and to annex it to the school municipality of East Leeds, in the county of Megantic.

3390-o

No 1689-32.

Québec, 6 juin 1936.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel, en date du 29 mai 1936, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Augustin, dans le comté des Deux-Montagnes, le territoire formant actuellement la municipalité du village de Saint-Augustin, tel qu'érigé par proclamation en date du 16 mars 1936, publiée dans la *Gazette officielle* du 21 mars, à la page 1244, et d'ériger tout ce territoire en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "La municipalité scolaire du village de Saint-Augustin". La partie restante de l'ancienne municipalité de Saint-Augustin sera alors connue et désignée sous le nom de "La municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Augustin".

3391-o

No. 1689-32.

Quebec, June 6th., 1936.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by order in council dated the 29th. of May, 1936, to detach from the School Municipality of Saint Augustin, in the county of Two Mountains, the territory actually forming the municipality of the village of Saint Augustin, as erected by proclamation dated March 16th., 1936, published in the *Official Gazette* of March 21, on page 1244, and to erect all the said territory into a separate school municipality, under the name of "The School Municipality of the Village of Saint Augustin". The remaining part of the former municipality of Saint Augustin, shall then be known and designated under the name of "The School Municipality of the Parish of Saint Augustin".

3392-o

No 200-33.

Québec, le 4 juin 1936.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 29 mai dernier (1936), de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Joachim, comtés de l'Assomption et Terrebonne, le lot No 333 de la concession du Trait Carré de la paroisse de Sainte-Anne-des-Plaines, et de l'annexer à la municipalité scolaire de Sainte-Anne-des-Plaines, comté de Terrebonne.

3399-o

No. 200-33.

Quebec June 4, 1936.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated May 29, 1936, to detach from the School Municipality of Saint Joachim, counties of l'Assomption and Terrebonne, lot No. 333 of the concession of the "Trait Carré" of the parish of Sainte Anne des Plaines, and to annex same to the School Municipality of Sainte Anne des Plaines, county of Terrebonne.

3400

No 198-29.

Québec, le 10 juin 1936.

Attendu que les syndics des écoles dissidentes de la municipalité scolaire de Robertson & Pope, dans le comté de Labelle, ont laissé passer une année sans avoir d'école dans leur dite municipalité, que les dissidents sont maintenant en trop petit nombre pour maintenir une école, conformément à la loi; en conséquence, je donne avis qu'après trois publications consécutives dans la *Gazette officielle de Québec*, je recommanderai au lieutenant-gouverneur en conseil que la corporation des syndics des dites écoles dissidentes pour la dite municipalité soit déclarée dissoute dans le délai indiqué par l'article 110 des S. R. Q., 1925, (ch. 133).

Le Surintendant de l'Instruction Publique,
CYRILLE-F. DELAGE.

3411-24-3-o

No. 198-29.

Quebec, June 10th., 1936.

Whereas the Trustees of the dissentient schools of the School Municipality of Robertson & Pope, in the county of Labelle, have been a year without schools in their own municipality, that the dissentients are now in too few a number to maintain a school, in conformity with the law; therefore, I do hereby give notice that after the publication of three consecutive notices in the *Quebec Official Gazette*, to that effect, I will recommend the Lieutenant-Governor in Council that the Corporation of Trustees of the said dissentient schools for the said municipality, be declared abolished in the delay indicated by article 110 of the R. S. Q., 1925, (ch. 133).

CYRILLE F. DELAGE,
Superintendent of Public Instruction.

3412-24-3

Soumissions

MUNICIPALITÉ DE LA CITÉ DE LONGUEUIL

Règlement No 365

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations", seront reçues par le soussigné, jusqu'à cinq heures de l'après-midi, mardi, le seizième jour de juin prochain (1936), pour l'achat d'une émission d'obligations de la cité de Longueuil, datées du premier août mil neuf cent trente-six, au montant de trente et un mille piastres (\$31,000.00), portant intérêt au taux de quatre pour cent (4%) l'an, remboursables par séries comme suit:

Emission 25 ans, \$31,000.00, par séries.

Tenders

MUNICIPALITY OF LONGUEUIL CITY

By-Law No. 365

Public notice is hereby given that tenders sealed and endorsed "Tenders for Bonds", shall be received by the undersigned, until five o'clock in the afternoon, on Tuesday, the sixteenth day of June, 1936, for the purchase of an issue of the City of Longueuil Bonds, dated August 1st., 1936, to the amount of thirty one thousand dollars (\$31,000.00), bearing interest at the rate of four per cent (4%) per annum, redeemable serially as follows:

Issue 25 years, \$31,000.00 serially.

Date	Capital	Date	Capital	Date	Capital	Date	Capital
1937.....	\$ 700.00	1949.....	\$ 1,200.00	1937.....	\$ 700.00	1949.....	\$ 1,200.00
1938.....	800.00	1950.....	1,200.00	1938.....	800.00	1950.....	1,200.00
1939.....	800.00	1951.....	1,300.00	1939.....	800.00	1951.....	1,300.00
1940.....	800.00	1952.....	1,300.00	1940.....	800.00	1952.....	1,300.00
1941.....	900.00	1953.....	1,400.00	1941.....	900.00	1953.....	1,400.00
1942.....	900.00	1954.....	1,400.00	1942.....	900.00	1954.....	1,400.00
1943.....	900.00	1955.....	1,500.00	1943.....	900.00	1955.....	1,500.00
1944.....	1,000.00	1956.....	1,600.00	1944.....	1,000.00	1956.....	1,600.00
1945.....	1,000.00	1957.....	1,600.00	1945.....	1,000.00	1957.....	1,600.00
1946.....	1,100.00	1958.....	1,700.00	1946.....	1,100.00	1958.....	1,700.00
1947.....	1,100.00	1959.....	1,800.00	1947.....	1,100.00	1959.....	1,800.00
1948.....	1,100.00	1960.....	1,900.00	1948.....	1,100.00	1960.....	1,900.00
		1961.....	2,000.00			1961.....	2,000.00

seront reçues par le soussigné, le 16 juin 1936, jusqu'à cinq heures de l'après-midi, au bureau du soussigné, Hôtel de Ville de Longueuil.

Intérêts semi-annuels, payables le 1er février et le 1er août de chaque année.

Capital et intérêts payables au Bureau-chef de la Banque Canadienne Nationale à Montréal et à sa succursale à Longueuil.

Objet de l'émission: Pour continuer le rachat de ses débetures actuellement en circulation et prévu par la loi 20 George V, chapitre 115.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'émission.

La Cité de Longueuil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

Les dites soumissions seront ouvertes mardi soir, le 16 juin 1936, à huit heures P.M. (heure avancée).

Cité de Longueuil, le 3 juin 1936.

Le secrétaire-trésorier,
3369-o DENIS VIGER.

Province de Québec, Municipalité de la Paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts.

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "soumissions pour obligations" pour l'achat d'une émission d'obligations datées du 1er juillet 1936, au montant de \$36,000.00 remboursables par séries du 1er janvier 1937 au 1er janvier 1961, à 4% et à 4½% d'intérêt, seront reçues par le soussigné, jusqu'à sept heures du soir, jeudi le deux juillet, mil neuf cent trente-six, capital et intérêts semi-annuels, premier janvier et premier juillet, payables à la Banque Provinciale à Sainte-Agathe-des-Monts, ou Montréal, de dénomination au gré de l'acheteur. L'obligation pourra être enregistrée. Objet de l'emprunt: Consolidation de la dette flottante.

Livraison vers le premier août à Sainte-Agathe-des-Monts.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt.

Un intérêt au taux de 4% sera payé jusqu'à la date de la livraison sur son dépôt, au soumissionnaire dont l'offre aura été acceptée.

Toute soumission devra spécifier si les intérêts accrus sont compris ou non dans le prix de la soumission. Les soumissions contenant des conditions autres que celles ci-dessus énumérées seront rejetées.

La municipalité se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

Sainte-Agathe-des-Monts, le neuf juin, mil neuf cent trente-six.

Le secrétaire-trésorier,
3371-24-2-o GEORGES LIBOIRON.

shall be received by the undersigned until five o'clock in the afternoon, June the 16th., 1936, at the office of the undersigned, at the city Hall of Longueuil.

Semi-annual interest payable on the 1st. of February and 1st. of August of each year.

Capital and interest payable at the Head office of the "Banque Canadienne Nationale", at Montreal, and at the Longueuil branch.

Purpose of the issue: To continue the repurchase of its obligations presently on the market, and provided by Law No. 20 George V, chapter 115.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the issue.

The city reserves the right of accepting neither the highest nor any of the tenders.

The said tenders shall be considered on Tuesday, June the 16th., 1936, at eight o'clock P.M. (daylight saving time).

City of Longueuil, June the 3rd., 1936.

DENIS VIGER,
3370-o Secretary-Treasurer.

Province of Quebec, Municipality of the Parish of Sainte Agathe des Monts.

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" for the purchase of an issue of bonds dated the 1st of July, 1936, for an amount of \$36,000.00, redeemable serially from the 1st of January, 1937, to the 1st of January, 1961, at 4% and 4½% interest, shall be received by the undersigned until seven o'clock in the evening, on Thursday, the Second of July, nineteen hundred and thirty six, capital and semi-annual interest payable the first of January and the first of July, at the Provincial Bank at Sainte Agathe des Monts, or at Montreal, in denominations at the option of the purchaser. The bond may be registered. Purpose of the loan: Consolidation of the floating debt.

Delivery towards the first of August, at Sainte Agathe des Monts.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan.

Interest at the rate of 4% shall be paid up to the date of delivery on the deposit of that tenderer whose offer shall be accepted.

Every tender must specify whether the accrued interest is or is not included in the price of the tender. Tenders containing conditions other than those hereinabove enumerated shall be rejected.

The municipality of Sainte Agathe shall not be obligated to accept the highest or any of the tenders.

Sainte Agathe des Monts, June ninth, nineteen hundred and thirty six.

GEORGES LIBOIRON,
3372-24-2 Secretary-Treasurer.

Ministère du Travail

Department of Labour

AVIS

Conformément aux dispositions de l'article 4 de la Loi relative à l'extension des conventions collective de travail, (24 Geo. V, chapitre 56, amendée par 25-26 Geo. V, chapitre 64), avis est donné par l'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, de la Chasse et des Pêcheries, que la "Montreal Dress Manufacturers Guild", lui a présenté ce jour, une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

La "Montreal Dress Manufacturers Guild", représentant les manufacturiers suivants:

Alfandri-Levin; Bramley Dress; Bernard Dress; Jos. M. Bernstein; Beacon Waist; Blousecraft; Brodtkin Bros.; Brier's Dress; Cooper Hirsch Dress; Co-Ed Dress; Cleveland Dress; Carol Deane Frocks; Deja Ladies Wear; Deckelbaum Inc.; Deckelbaum Bros.; De Luxe Frocks; Excelsior Children's Wear; Eddy Dress; Economy Dress; Frenchire Ltd.; Fashion Guild; Fainer Ladies Wear; Glickmen Inc.; Greyshire Dress; Goldstein Dress; Gross Mfg.; I. Iseman; Intersize Dress; Junior Fashion; Jacobs, Stein Inc.; Lucerne Dress; La Roth Dress; Louise Dress; Leboff Bros.; Lady Lee Frocks; La Femme Chic; Little Queen Dress Co.; Majestic Dress; Mabelle Dress; Margo Dress; Martin Cooper; Master Style Dress; Montreal Dress; Nadler Bros.; Peter Pan Dress; Queen Dress; Queen City Dress; Rose Dress; Rubin Dress; Samuel Wiener Dress; Stein Bros. Inc.; Sperber Bros.; Sportcraft; Sopera Bros.; Stylecraft Dress; Stella Dress; Sternthal Dress; Taub Bros.; Torchin Dress; Venus Dress; Wolofsky Dress Co.; Wolfish Dress; Zingboim Dresses; Bontex Garment; Metro Dress; Polly-Anna Dress; Reliable Dress; Harry Wegler Dress; Samuel Golick Dress; Wald Bros.

Et, D'AUTRE PART:

"The International Ladies Garment Workers Union" représentée aux présentes par monsieur Bernard Shane, son gérant général, et,

"The Dress Cutters Union, Local 205, I. L. G. W. U.", représentée aux présentes par messieurs Abie Sheff, son président, et John Ulene, son gérant,

deux associations non-incorporées agissant par leurs officiers mentionnés ci-dessus en leurs qualités respectives.

soit rendue obligatoire pour les employeurs et les employés des métiers visés suivant les conditions ci-parés:

I.—Jurisdiction industrielle:—

La présente convention s'applique aux départements des coupeurs des manufacturiers entrepreneurs, sous-entrepreneurs et détaillants intéressés dans l'industrie de la confection pour dames et demoiselles, des robes, ensembles, robes du soir et blouses. La présente convention s'étend aussi à toutes les jupes désappareillées qui ne tombent pas sous la juridiction de la convention collective de travail relative à l'industrie de la confection pour dames, rendue obligatoire par l'arrêté ministériel No 3184 du 6 novembre 1935.

II.—Jurisdiction territoriale:

La juridiction territoriale de la présente convention comprend toute la province de Québec.

NOTICE

Pursuant to the provisions of Article 4 of the Act respecting the extension of collective labour agreements, (24 Geo. V, chapter 56 amended by 25-26 Geo. V, chapter 64), notice is given by Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, Game and Fisheries, that the "Montreal Dress Manufacturers Guild" has presented to him, this day, a request to the effect that the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

The "Montreal Dress Manufacturers Guild" representing the following manufacturers:

Alfandri-Levin; Bramley Dress; Bernard Dress; Jos. M. Bernstein; Beacon Waist; Blousecraft; Brodtkin Bros.; Brier's Dress; Cooper Hirsch Dress; Co-Ed Dress; Cleveland Dress; Carol Deane Frocks; Deja Ladies Wear; Deckelbaum Inc.; Deckelbaum Bros.; De Luxe Frocks; Excelsior Children's Wear; Eddy Dress; Economy Dress; Frenchire Ltd.; Fashion Guild; Fainer Ladies Wear; Glickmen Inc.; Greyshire Dress; Goldstein Dress; Gross Mfg.; I. Iseman; Intersize Dress; Junior Fashion; Jacobs, Stein Inc.; Lucerne Dress; La Roth Dress; Louise Dress; Leboff Bros.; Lady Lee Frocks; La Femme Chic; Little Queen Dress Co.; Majestic Dress; Mabelle Dress; Margo Dress; Martin Cooper; Master Style Dress; Montreal Dress; Nadler Bros.; Peter Pan Dress; Queen Dress; Queen City Dress; Rose Dress; Rubin Dress; Samuel Wiener Dress; Stein Bros. Inc.; Sperber Bros.; Sportcraft; Sopera Bros.; Stylecraft Dress; Stella Dress; Sternthal Dress; Taub Bros.; Torchin Dress; Venus Dress; Wolofsky Dress Co.; Wolfish Dress; Zingboim Dresses; Bontex Garment; Metro Dress; Polly-Anna Dress; Reliable Dress; Harry Wegler Dress; Samuel Golick Dress; Wald Bros.

And, ON THE OTHER PART:

"The International Ladies Garment Workers Union", herein represented by Mr. Bernard Shane, its general manager, and,

"The Dress Cutters Union Local 205, I. L. G. W. U.", herein represented by Messrs Abie Sheff, its president, and John Ulene, its manager.

two unincorporated associations acting through its officers hereinabove mentioned in their respective qualities.

be rendered obligatory for the employers and employees of the trades concerned according to the following conditions:

I.—Industrial jurisdiction:

The present agreement shall apply to the cutting departments of manufacturers, contractors, jobbers and retailers engaged in the production of ladies' and misses' dresses, dress ensembles, gowns, waists and blouses. This agreement likewise includes all odd and separate skirts not falling within the extension of a collective labour agreement relating to the Ladies Cloak and Suit Industry, Order in Council No. 3184 of the 6th. of November, 1935.

II.—Territorial jurisdiction:

The territorial jurisdiction of the present agreement shall comprise the entire Province of Quebec.

III.—Définitions des classes:

a) CLASSE I:—*Coupeurs*:—Ceux qui sont capables d'assortir les grandeurs et de marquer sur les tissus et le papier, d'étendre, de tailler aux ciseaux ou à la machine, suivant les règles de l'art, tous les tissus employés à la confection des vêtements qui tombent sous le coup de la présente convention.

b) CLASSE II:—*"Choppers"*:—Ceux qui sont capables de faire une partie seulement du travail des coupeurs, mais qui n'assortissent pas les grandeurs ni ne marquent, sauf les fournitures.

c) CLASSE III:—*Apprentis*:—Ceux qui sont capables d'étendre les tissus mais qui ne taillent pas aux ciseaux ou à la machine, ni autrement.

Le nombre des apprentis (classe III) est limité à 10% du nombre des ouvriers employés dans le département des coupeurs.

IV.—Durée du travail:

a) La durée hebdomadaire du travail consistera en 44 heures (quarante-quatre) réparties en cinq jours et demi de travail comme suit:

Les cinq premiers jours de la semaine, le travail commencera à 8 heures de l'avant-midi pour se continuer jusqu'à 5 heures de l'après-midi, avec intervalle d'une heure pour le lunch;

Le samedi, le travail commencera à 8 heures de l'avant-midi pour se continuer jusqu'à midi.

b) Dans les ateliers où la semaine de cinq jours est en vigueur, le travail hebdomadaire sera divisé comme suit:

Les quatre premiers jours de la semaine, le travail commencera à 8 heures de l'avant-midi pour se continuer jusqu'à 6 heures du soir avec intervalle d'une heure pour le lunch;

Le vendredi, le travail commencera à 8 heures de l'avant-midi pour se continuer jusqu'à 5 heures de l'après-midi, avec intervalle d'une heure pour le lunch. Tout travail est interdit le samedi.

c) En tout cas, le travail est interdit le samedi après-midi.

V.—Travail supplémentaire:

Pas plus de huit heures de travail supplémentaire seront autorisées chaque semaine; ces huit heures devront être faites pendant les quatre premiers jours de la semaine à raison de pas plus de deux heures par jour. Ce travail devra être rémunéré au taux de salaire régulier.

VI.—Salaire minima:

Au cours de la durée de la présente convention, les salaires minima suivants, sujets aux dispositions des articles VIII et IX, devront être payés aux coupeurs, "choppers" et apprentis dans les départements des coupeurs dans ladite industrie, viz:

Coupeurs.....	\$30.00 par semaine
"Choppers".....	20.00 par semaine
Apprentis.....	15.00 par semaine

VII.—1) Dans le but de permettre à un employé d'être promu dans la classe immédiatement supérieure, le comité conjoint ou le bureau des examinateurs aura le droit d'accorder à l'employé, un permis l'autorisant à travailler dans la classe immédiatement supérieure.

2) Aucun employé n'aura le droit de poursuivre en droit pour un taux de salaire supérieur à celui fixé pour la classe mentionnée dans son dernier certificat de qualification ou carte de travail de l'Union.

III.—Definitions of grades:—

a) GRADE I:—*Cutters*:—Those able to grade sizes and make markers on materials, or on paper, lay up, shear cut and machine cut in workmanlike manner all raw materials used in the manufacture of garments falling within the scope of the present agreement.

b) GRADE II:—*Choppers*:—Those able to do some but not all work of cutters and who do not make markers or grade sizes on materials, except on trimmings.

c) GRADE III:—*Apprentices*:—Those able to pile up materials but who do not cut either by shear, machine or otherwise.

Apprentices (Grade III) are limited to ten per cent in number of those employed in the cutting department.

IV.—Duration of labour:

a) A week's work shall consist of 44 hours, divided into five and one-half working days as follows:

On the first five days of the week, work shall begin at 8 o'clock a.m., and shall continue until 5 o'clock p.m., with an interval of one hour for lunch;

On Saturday, work shall commence at 8 o'clock a.m., and shall continue until 12 o'clock noon.

b) In shops where the 5-day week is in effect, the week's work shall be divided as follows:

The first four days of the week, work shall begin at 8 o'clock a.m., and shall continue until 6 o'clock p.m., with an interval of one hour for lunch;

On Friday work shall commence at 8 o'clock a.m., and shall continue until 5 o'clock p.m., with an interval of one hour for lunch. No work shall be done on Saturday.

c) In no case shall any work be done on Saturday afternoons.

V.—Overtime:

No more than eight hours overtime shall be permitted in any one week, and those can be worked only during the first four working days thereof at the rate of not more than two hours per day, and shall be paid for at regular rates of pay.

VI.—Minimum wages:

During the existence of this agreement, the following minimum scale of wages shall, subject to the provisions of paragraphs VIII and IX hereof, apply to the cutters, choppers and apprentices in the cutting departments in the said industry, viz:

Cutters.....	\$30.00 per week
Choppers.....	20.00 per week
Apprentices.....	15.00 per week

VII.—1) In order to permit an employee to advance into the next higher grade, the Joint Committee or its Board of Examiners shall be entitled to issue permits to such employee entitling him to perform work of the said higher grade.

2) No employee shall be entitled to sue for higher wages than his last certificate of competency or Union working card shall entitle him to.

VIII.—*Réduction prohibée des salaires et des taux:*

Les employeurs qui paient actuellement des salaires plus élevés que \$30.00 par semaine aux coupeurs, \$20.00 par semaine aux "choppers" et \$15.00 par semaine aux apprentis, ne devront pas les réduire et devront maintenir les taux actuels pendant la durée de la présente convention.

IX.—Aucun ouvrier n'aura droit à un salaire quelconque lorsqu'il ne travaillera pas.

X.—*Engagement d'employés pour travail supplémentaire:*

Il est interdit à un employeur d'engager pour l'exécution de travail supplémentaire, aucun employé régulier d'un autre employeur, durant le terme d'emploi régulier de tel employé.

XI.—*Exécution de travail par des employeurs:*

1) Il est interdit à un employeur de travailler comme coupeur, "chopper" ou apprenti dans son atelier à moins qu'il travaille ainsi lorsque la présente convention entre en vigueur.

2) Si tel employeur cesse de travailler ainsi, il ne devra pas recommencer.

3) Lorsque l'employeur sera une corporation, les dispositions du présent article s'appliqueront aux actionnaires et officiers de telle corporation.

4) Tout employeur qui travaille ainsi, sera considéré comme employé pour les fins de la présente convention, et sera engagé aux dispositions de cette convention; il ne devra en aucun cas, travailler plus longtemps que les heures fixées pour les employés dans la présente convention.

XII.—*Contrats individuels:*

Il est interdit à un employeur de négocier des contrats individuels avec un employé tombant sous le coup de la présente convention ou d'exiger ou d'accepter un dépôt en argent ou toute autre garantie d'un employé, et aucun contrat ne devra être passé avec un employé individuel, garantissant un terme quelconque d'emploi; cependant l'employeur aura le droit de retenir au plus trois jours de salaire, comme garantie d'avis.

XIII.—*Dispositions générales:*

1) Les dits salaires devront être payés entièrement en argent.

2) Il sera aussi obligatoire pour tout employeur d'afficher dans un endroit apparent de son établissement, une copie imprimée en français et en anglais de la présente convention, de façon à ce que les employés puissent la lire en tout temps.

3) La présente convention remplacera toutes conventions individuelles qui peuvent exister entre employeur et employé, à l'exception des conventions collectives qui existent actuellement entre les diverses parties aux présentes, sauf que dans aucun cas, les salaires payés ne devront être au-dessous du minimum fixé par la présente convention et que les heures de travail ne devront être au-dessus du maximum fixé par la présente convention.

XIV.—*Durée de la convention:*

La présente convention sera en vigueur à compter de la date de la publication dans la *Gazette officielle de Québec*, de l'arrêté ministériel approuvant la présente requête et demeurera en vigueur jusqu'au 15 janvier 1938; elle se renouvellera automatiquement, à moins que l'une des parties contractantes donne avis à l'autre partie de son inten-

VIII.—*Prohibition to reduce wages and rates:*

Employers actually paying higher weekly wages than \$30.00 per week to cutters, \$20.00 per week to choppers and \$15.00 per week to apprentices, are prohibited from reducing them and must maintain their present rates to their present employees during the duration of the present agreement.

IX.—No worker shall be entitled to any pay when he is not working.

X.—*Employees for overtime:*

No employer shall engage for overtime work any regular cutter, chopper or apprentices of another employer during the term of such employee's regular employment.

XI.—*Working by employers:*

1) No employer shall work as a cutter, chopper or apprentice in his shop unless he is so working at the time the present agreement comes into effect.

2) In the event of such employer discontinuing to so work, he shall not be permitted to again resume such work.

3) Where an employer is a corporation, the provisions of the present section shall apply to the shareholders and officers of such corporation.

4) Any employer working as aforesaid, shall be deemed to be an employee for the purpose of this agreement and shall be bound by the provisions of this agreement, and in no event shall he be permitted to work longer hours than those provided for employees under the present agreement.

XII.—*Individual contracts:*

No employer shall make any individual contracts with any employee falling within the scope of this agreement, nor exact or accept any cash deposits or other securities from any such employee, nor shall any agreement be entered into with any such individual employee, guaranteeing any length of employment, except that the employer shall be entitled to retain not more than three days' wages as security for notice.

XIII.—*General:*

1) The said wages are to be paid for full in cash.

2) It shall also be obligatory for every employer to post a copy of this agreement prominently in his establishment printed both in English and French, where employees will at all times be able to read it.

3) This agreement shall supersede all individual agreements that may exist between employers and employees, except the collective agreements which now exist between the several parties hereto, save and except that under no circumstances shall wages be paid under the minimum fixed by the present agreement nor shall the hours of labour be over the maximums fixed by the present agreement.

XIV.—*Term of agreement:*—The present agreement shall be in force from the date of the publication in the *Quebec Official Gazette*, of the Order in Council approving the present request, and shall remain in force until January 15th, 1938; it shall renew automatically unless one of the contracting parties gives notice to the other party of its intention of amending or revoking same,

tion de la révoquer ou de l'amender au moins 30 jours avant l'expiration du terme de ladite convention.

Durant les trente jours à compter de la publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre la demande contenue dans la présente requête.

GERARD TREMBLAY,
Sous-Ministre du Travail.

Ministère du Travail,
de la Chasse et des Pêcheries.
Québec, ce 10 juin 1936.

3385-o

at least thirty days before the expiration of such contract.

During the thirty days following the publication of the present notice, the Honourable Minister of Labour will receive objections which interested parties may desire to make against the request contained in the present petition.

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Game and Fisheries,
Quebec, June 10th., 1936.

3386-o

Vente pour taxes municipales—Sale for municipal taxes

Province de Québec.

Province of Quebec

VILLE DE MONTMAGNY.—COMTÉ DE MONTMAGNY. TOWN OF MONTMAGNY.—COUNTY OF MONTMAGNY.

Avis public est par les présentes donné, par Wilfrid-A. Ringuet, greffier de la ville de Montmagny, que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique au bureau du Conseil, à l'Hôtel de Ville de la Ville de Montmagny, LUNDI, le SIXIEME jour du mois de JUILLET, mil neuf cent trente-six (1936), à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, avec intérêts, mentionnées dans l'état ci-dessous, ainsi que des frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts, et dépens ne soient payés avant la vente.

Public notice is hereby given by Wilfrid A. Ringuet, Clerk of the town of Montmagny, that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the office of the Council, at the Town-Hall of the Town of Montmagny, MONDAY, on the SIXTH day of JULY, nineteen hundred and thirty-six, (1936), at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of the municipal and school taxes, with interest, mentioned in the hereunder statement, and the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

Nom du propriétaire Name of owner	Cadastre	Subdivisions
Bélanger, Louis	1169	428-429
Bernatchez, Misael	1169	694-707
Casault, Amédée	1169	464 & ½ P. O., P. W. 465.
Ville de—Town of Montmagny	1169	438-441-452-456-457
Coulombe, Lucien	1169	466
Davis, Abraham	185 (pt.), 172 (pt.).	
Avec bâtisses dessus construites.—With buildings thereon erected.		
Gagnon, Wilfrid	1169	455
Gaudreau, Vve-Wid. Nazaire	1169	462-463
J.-O.	1169	465 & ½ N. E. 466.
Gaumont, Vve-Wid. Louis	1169	459-458
Gauvin, Achille	1169	711-714-715
Jean, Alphonse	290	45
Laflamme, Edmond	1169	451
Normand, Arthur	1169	236-237-238-239-222-223-224-225
Ouellet, Jos.-P.	188	
Un emplacement borné nord à la rue Champlain, est à la rue du Dépôt, sud à Mme Vve Jos. Coulombe, ouest, à Téléphore Coulombe, connu comme faisant partie du lot No 188 du cadastre de la Ville de Montmagny—avec bâtisses dessus construites.		
A part of land bounded on the North by Champlain Street, on the east by du Dépôt Street, on the West by the land of Téléphore Coulombe, on the South by the land of Mrs. widow Jos. Coulombe, forming part of lot No. 188 on the plan of the town of Montmagny—with buildings thereon erected.		
Pelletier, Napoléon	1	19-20
Le lot No 19 et le lot No 20 de la subdivision No 1 du cadastre de la Ville de Montmagny—avec bâtisses dessus construites.		
Lots Nos. 19 and 20 of the subdivision No. 1, on the plan of the town of Montmagny—with buildings thereon erected.		
Richard, Vve-Widow J.-Bte.	157	
Un emplacement borné nord par Mme Théophile Green, est par M. Frs-X. Deschênes, ouest par la rue Saint-Aldéric et sud par la rue Saint-Antoine, connu comme faisant partie du lot No. 157 du cadastre de la Ville de Montmagny—avec bâtisses dessus construites.		
A part of land bounded on the North by the land of Mrs. Th. Green, on the East by the land of Frs X. Deschênes, on the West by Saint Aldéric Street, on the South by Saint Antoine Street, forming part of lot No. 157, on the plan of the Town of Montmagny—with buildings thereon erected.		
Robitaille, François	1169	622
Têtu, Omer	1169	449

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la ville de Montmagny, et situés dans la ville de Montmagny.

Donné en la ville de Montmagny, ce neuvième jour du mois de juin, mil neuf cent trente-six.

Le Greffier,

3387-24-2-o

WILFRID-A. RINGUET.

The above immoveables are all on the plan and in the book of reference for the Town of Montmagny, and situated in the Town of Montmagny.

Given at the Town of Montmagny, this ninth day of June, nineteen hundred and thirty-six.

WILFRID A. RINGUET,

Clerk of the town of Montmagny.

Avis divers

Miscellaneous Notices

CHAMBRE DU CONSEIL LÉGISLATIF

Québec, 10 juin 1936.

Aujourd'hui, à quatre heures de l'après-midi, Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR s'est rendu à la Chambre du Conseil législatif au Palais législatif.

Les membres du Conseil législatif étant assemblés, il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR d'y faire requérir la présence de l'Assemblée législative, et, cette Chambre s'y étant rendue, le greffier de la couronne en chancellerie a lu les titres des bills à être sanctionnés, comme suit :

- 14 Loi relative à l'extension d'une convention collective de travail ratifiée par l'arrêté ministériel No 1729
- 75 Loi autorisant le Collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec à admettre John McLean Chamard au nombre de ses membres.
- 76 Loi validant le titre d'une propriété vendue par les héritiers de feu dame Mary Ellen Harrison, veuve de James Bryce.
- 77 Loi modifiant la Loi constituant en corporation Les Sœurs missionnaires de l'Immaculée Conception.
- 85 Loi refondant la charte de la ville de Magog.
- 86 Loi modifiant la charte de la ville de Mont-Royal.
- 87 Loi modifiant la charte de *The Sterling Fire Insurance Company*.
- 89 Loi exemptant les Commissaires d'écoles de la Côte Notre-Dame-de-Liesse dans le comté de Jacques-Cartier, dans le district de Montréal, de l'application de certaines lois.
- 91 Loi modifiant la charte de la ville de Hampstead.
- 92 Loi distrayant un certain nombre de terres, possédées par le séminaire de Québec, de certaines municipalités et paroisses.
- 93 Loi concernant l'adoption de Mariette et Jeannine Limoges-Marier.
- 95 Loi modifiant la charte de la ville Châteauguay.
- 98 Loi relative aux syndics de la paroisse de Saint-Germain d'Outremont.
- 103 Loi érigeant en municipalité de ville la corporation de Victoriaville.
- 104 Loi constituant en corporation la ville du Lac Saint-Joseph.
- 108 Loi constituant en corporation La Villa Saint-Jean de la Lande.

LEGISLATIVE COUNCIL CHAMBER

Quebec, 10th June, 1936.

This day, at four o'clock of the afternoon, His Honour the LIEUTENANT-GOVERNOR proceeded to the Legislative Council Chamber, in the Legislative Building.

The members of the Legislative Council being assembled, His Honour the LIEUTENANT-GOVERNOR was pleased to command the attendance of the Legislative Assembly, and, that House being present, the Clerk of the Crown in Chancery read the titles of the bills to be sanctioned as follows :

- 14 An Act respecting the extension of a collective labour agreement ratified by order-in-council No. 1729.
- 75 An Act to authorize the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec to admit John McLean Chamard among its members.
- 76 An Act to validate the title to certain property sold by the heirs of the late Dame Mary Ellen Harrison, widow of the late James Bryce.
- 77 An Act to amend the Act to incorporate *Les Sœurs Missionnaires de l'Immaculée Conception*.
- 85 An Act to consolidate the charter of the town of Magog.
- 86 An Act to amend the charter of the town of Mount-Royal.
- 87 An Act to amend the charter of *The Sterling Fire Insurance Company*.
- 89 An Act to exempt the school commissioners of *Côte Notre-Dame-de-Liesse*, in the county of Jacques Cartier, in the district of Montreal, from the application of certain acts.
- 91 An Act to amend the charter of the town of Hampstead.
- 92 An Act to withdraw certain lots held by the Quebec Seminary, from certain municipalities and parishes.
- 93 An Act respecting the adoption of Mariette and Jeannine Limoges Marier.
- 95 An Act to amend the charter of the town of Chateauguay.
- 98 An Act respecting the trustees of the parish of St. Germain d'Outremont.
- 103 An Act to erect the corporation of Victoriaville into a town municipality.
- 104 An Act to incorporate the town of Lake St. Joseph.
- 108 An Act to incorporate *Villa Saint-Jean de la Lande*.

- | | |
|--|---|
| 111 Loi modifiant la constitution des Syndics apostoliques des frères mineurs ou franciscains. | 111 An Act to amend the charter of the <i>Syndics Apostoliques des Frères Mineurs ou Franciscains</i> . |
| 112 Loi concernant la succession de feu Eusèbe Labelle. | 112 An Act respecting the estate of the late Eusèbe Labelle. |
| 116 Loi modifiant la charte de la ville de Laval des Rapides. | 116 An Act to amend the charter of the town of Laval-des-Rapides. |
| 120 Loi concernant la succession de feu James McCready | 120 An Act respecting the estate of the late James McCready. |
| 121 Loi concernant la succession de feu Tan-crède Bienvenue. | 121 An Act respecting the estate of the late Tan-crède Bienvenu. |
| 150 Loi modifiant la Loi de la division territoriale concernant la municipalité du comté de Témiscouata. | 150 An Act to amend the Territorial Division Act respecting the county municipality of Témiscouata. |
| 154 Loi modifiant la Loi du barreau et la Loi de l'admission à l'étude de certaines professions. | 154 An Act to amend the Bar Act and the Professional Matriculation Act. |

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit :

"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills."

To these bills the Royal assent was pronounced by the Clerk of the Legislative Council, in the following words :

"In His Majesty's name, His Honour the Lieutenant-Governor assents to these bills".

CHAMBRE DU CONSEIL LÉGISLATIF

Québec, 10 juin 1936.

Aujourd'hui, à cinq heures et trente de l'après-midi, Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR s'est rendu à la Chambre du Conseil législatif au Palais législatif.

Les membres du Conseil législatif étant assemblés, il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR d'y faire requérir la présence de l'Assemblée législative, et, cette Chambre s'y étant rendue, le greffier de la couronne en chancellerie a lu le titre des bills à être sanctionné, comme suit :

3 Loi abrogeant l'article 7 de la Loi de l'observance du dimanche.

5 Loi concernant les pensions de vieillesse.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit :

"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills."

3421-o

LEGISLATIVE COUNCIL CHAMBER

Quebec, 10th of June, 1936.

This day, at five and a half o'clock of the afternoon, His Honour the LIEUTENANT-GOVERNOR proceeded to the Legislative Council Chamber, in the Legislative Building.

The members of the Legislative Council being assembled, His Honour the LIEUTENANT-GOVERNOR was pleased to command the attendance of the Legislative Assembly, and, that House being present, the Clerk of the Crown in Chancery read the title of the bills to be sanctioned as follows :

3 An Act to repeal Section 7 of the Sunday Observance Act.

5 An Act respecting Old Age Pensions.

To these bills the Royal assent was pronounced by the Clerk of the Legislative Council, in the following words :

"In His Majesty's name, His Honour the Lieutenant-Governor assents to these bills."

3422-o

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes :

Québec, le 8 juin 1936.

M. Albert Bertrand, cultivateur, de Saint-Adolphe de Howard: juge de paix pour le district de Terrebonne.

M. Dalvini Chabot, de Saint-Théodore-d'Acton, cultivateur: juge de paix pour le district de Saint-Hyacinthe.

M. Elie Falardeau, de Saint-Gabriel-de-Bran-

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments :

Quebec, June 8th, 1936.

Mr. Albert Bertrand, farmer, of Saint Adolphe de Howard: to be Justice of the Peace for the district of Terrebonne.

Mr. Dalvini Chabot, of Saint Théodore d'Acton, farmer: to be Justice of the Peace for the district of Saint Hyacinthe.

Mr. Elie Falardeau, of Saint Gabriel de Bran-

don, agent: juge de paix pour le district de Joliette.

MM. Henri Gratton, de la cité d'Outremont, entrepreneur, 724 rue Hartland, Leo-Ernest Burns, de la cité de Westmount, président de la Amateur Athletic Union of Canada, 474 Wood Avenue, tous deux, juges de paix avec juridiction sur le district de Montréal, J.-Théo, Lamontagne, de la cité de Québec, chef de la section des statistiques dans le département de l'Agriculture; juge de paix avec juridiction sur toute la province de Québec, tous aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q. 1925, chapitre 145).

Québec, le 9 juin 1936.

M. Adhémar Laframboise, de la cité de Québec; ingénieur: ingénieur de la Commission d'Electricité de Québec. 3415—o

don, agent: to be Justice of the Peace for the district of Joliette.

Messrs Henri Gratton, of the city of Outremont, contractor, 724 Hartland Street, Leo Ernest Burns, of the city of Westmount, President of the Amateur Athletic Union of Canada, 474 Wood Avenue, both to be Justices of the Peace with jurisdiction over the district of Montreal, J. Théo, Lamontagne, of the city of Quebec, chief of Statistical Branch in the Department of Agriculture: to be Justice of the Peace with jurisdiction over the Province of Quebec, all for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of Article 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1925, chapter 145).

Quebec, June 9th, 1936.

Mr. Adhémar Laframboise, of the city of Quebec, engineer: to be engineer for the Quebec Electricity Commission. 3416

Ministère de l'agriculture

AVIS PUBLIC

Concernant la formation d'un syndicat d'élevage à Compton, dans le comté de Compton.

Avis est par le présent donné qu'un syndicat d'élevage a été constitué dans le comté de Compton, sous le nom de "Syndicat d'Elevage de Chevaux Belges de Compton".

Le sous-ministre de l'Agriculture,

J.-ANTONIO GRENIER.

Québec, le 10 juin 1936. 3417—o

Department of Agriculture

PUBLIC NOTICE

Concerning the formation of a breeding syndicate in Compton, in the county of Compton.

Notice is hereby given that a breeding syndicate has been incorporated in the county of Compton, under the name of "Syndicat d'Elevage de chevaux Belges de Compton".

J. ANTONIO GRENIER,

Deputy Minister of Agriculture.

Quebec, June 10th, 1936. 3418

VENTES PAR LE SHÉRIF

HULL

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

Cour Supérieure.—District de Hull.

No 4672. { PAUL-E. DUQUETTE, de Saint-André-Avellin, dans le district de Hull, manufacturier et commerçant, demandeur; vs JAMES B. KNOX, des cité et district de Montréal, défendeur.

Un terrain connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour le deuxième rang du canton d'Hartwell, comme étant partie du lot numéro vingt et un "B" (ptie 21-B) de la contenance de dix à douze arpents de terre en superficie, plus ou moins et sans garantie de mesure précise, borné au nord et à l'ouest par une baie communiquant directement au grand lac Simon, à l'est par une clôture de roches et au sud également par une clôture de roches, les dites clôtures sont surmontées à certains endroits de poteaux en cèdre auxquels sont cramponnés des fils de fer—et bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu le TREIZIEME jour de JUILLET, 1936, à DIX heures de l'avant-midi (heure solaire), à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Félix-de-Valois, à Chénéville, district de Hull.

Le shérif,
Bureau du Shérif, I. ST-PIERRE.
Ce 10 juin 1936. 3419—24—2—o
[Première publication, 13 juin 1936]

SHERIFF'S SALES

HULL

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

Superior Court.—District of Hull.

No. 4672. { PAUL E. DUQUETTE, of Saint-André Avellin, in the district of Hull, manufacturer and trader, Plaintiff; vs JAMES B. KNOX, of the city and district of Montreal, defendant.

A lot of land known and designated on the official plan and book of reference for the second range of the township of Hartwell, as being part of lot number twenty one "B" (Pt. 21B) containing from ten to twelve arpents of land in superficies, more or less and without warranty of exact measurement, bounded on the North and West by a bay communicating directly with Grand Lac Simon, on the East by a stone fence and on the South also by a stone fence, the said fences are topped at certain places by cedar poles to which are attached iron wires—and buildings thereon erected.

To be sold on the THIRTEENTH day of JULY, 1936, at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time), at the church door of the parish of Saint Felix de Valois, at Chénéville, district of Hull.

I. ST. PIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
this 10th of June, 1936. 3420—24—2
[First publication, June 13th, 1936]

MONTRÉAL

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **THE CANADA LIFE**
A-144480. } **ASSURANCE COM-**
PANY; vs JAMES IVAN MCSLOY *et al.*,
ès-qual.

Un emplacement ayant front sur la rue Bishop, en la cité de Montréal, composé des lots connus comme étant les subdivisions vingt-sept, vingt-huit, vingt-neuf et trente du lot numéro mille sept cent trois (1703-27, 28, 29 et 30) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal, ladite subdivision vingt-sept mesurant vingt-cinq pieds trois pouces de largeur en front et vingt-cinq pieds un pouce de largeur en arrière sur cent trois pieds de profondeur et chacune des dites subdivisions vingt-huit, vingt-neuf et trente mesurant vingt-quatre pieds six pouces de largeur sur une profondeur dans chaque cas de cent trois pieds, d'après la mesure anglaise et plus ou moins, ledit emplacement étant borné comme suit: en front au sud-ouest par la rue Bishop, en arrière au nord-est par une ruelle étant la subdivision quarante et un dudit lot numéro mille sept cent trois (1703-41), d'un côté au nord-ouest par la subdivision vingt-six dudit lot numéro mille sept cent trois (1703-26), et de l'autre côté au sud-est par la subdivision trente et un dudit lot numéro mille sept cent trois (1703-31).

Avec les bâtisses sus-érigées connues sous le nom de "Bishop's Court Apartments" et portant le numéro civique 147 rue Bishop, portant actuellement le numéro civique 1463 rue Bishop, et avec tous les accessoires, réfrigérateurs, poêles à gaz et en général toutes choses appartenant aux dites bâtisses et formant des parties permanentes d'icelles;

Avec ensemble droit de passage en commun avec d'autres y ayant droit dans la dite ruelle en arrière, composée de ladite subdivision quarante et un dudit lot numéro mille sept cent trois (1703-41), et dans les ruelles connues comme étant les subdivisions quarante-six et trente et un du lot numéro mille sept cent deux (1702-46 et 31) et la subdivision soixante-deux dudit lot numéro mille sept cent trois (1703-62).

Avec ensemble aussi toutes les servitudes attachées aux dites propriétés et en particulier celles créées en vertu d'un acte de convention entre Joseph-Ovide Gravel, Robert Neville, fils, et le Révérend Jacob Ellegood, exécuté devant W. de M. Marler, notaire, le sixième jour d'octobre mil neuf cent quatre, enregistré au Bureau d'Enregistrement de la Division d'Enregistrement de Montréal ouest, sous le numéro 139734.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour de JUIN prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$11,500.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'honorable juge Forest, en date du 30 janvier 1936.

Bureau du shérif, Le shérif,
Montréal, le 19 mai 1936. OMER LAPIERRE.
[Première publication, 23 mai 1936] 2997-21-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } **THE TRUST AND**
149950. } **LOAN COMPANY**
OF CANADA; vs DAME SADIE MILLER,

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **THE CANADA LIFE**
A-144480. } **ASSURANCE COM-**
PANY; vs JAMES IVAN MCSLOY *et al.*,
ès-qual.

An emplacement fronting on Bishop Street in the City of Montreal, composed of lots known as subdivisions twenty-seven, twenty-eight, twenty-nine and thirty of lot number seventeen hundred and three (1703-27, 28, 29 and 30) on the official plan and book of reference of the Saint Antoine Ward of the City of Montreal, the said subdivision twenty-seven measuring twenty five feet three inches in width in front and twenty-five feet one inch in width in rear by one hundred and three feet in depth and each of the said subdivisions twenty-eight, twenty-nine and thirty measuring twenty-four feet six inches in width by a depth in each case of one hundred and three feet, English measure and more or less, the said emplacement being bounded as follows: In front to the South-West by Bishop Street, in rear to the North-East by a lane being subdivision forty-one of the said lot number seventeen hundred and three (1703-41), on one side to the North-West by subdivision twenty-six of the said lot number seventeen hundred and three (1703-26) and on the other side to the South-East by subdivision thirty-one of said lot number seventeen hundred and three (1703-31).

With the buildings thereon erected known as "Bishop's Court Apartments" and bearing civic number 147 Bishop Street, presently bearing civic number 1463 Bishop Street, and with all the fixtures, refrigerators, gas stoves and in general everything pertaining to the said buildings and forming permanent parts thereof.

Together with the right of passage in common with others having rights therein in the said lane in rear, consisting of said subdivision forty-one of said lot number seventeen hundred and three (1703-41) and in the lanes known as subdivisions forty six and thirty-one of lot number seventeen hundred and two (1702-46 and 31) and subdivision sixty-two of said lot number seventeen hundred and three (1703-62).

Together also with all servitudes attached to the said properties and in particular those created in virtue of a deed of agreement between Joseph Ovide Gravel, Robert Neville Jr., and the Reverend Jacob Ellegood, executed before W. de M. Marler, Notary, on the Sixth day of October nineteen hundred and four, registered in the Registry Office for the Registration Division of Montreal West under the number 139734.

To be sold, at my office, in the City of Montreal, on the TWENTY SIXTH day of JUNE next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of \$11,500.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice Forest, dated, January 30th., 1936.

Sheriff's office, OMER LAPIERRE,
Montreal, May 19th, 1936. 2998-21-2-o
[First publication, May 23rd, 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } **THE TRUST AND**
149950. } **LOAN COMPANY**
OF CANADA; vs DAME SADIE MILLER,

épouse séparée de biens de Louis-J. Schwartz, et ce dernier pour autoriser son épouse.

Un certain emplacement situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Esplanade, et connu et désigné comme étant la moitié sud-est du lot numéro neuf cent vingt-huit de la subdivision du lot originaire numéro onze (11-½ S. E. 928) des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis; mesurant vingt-cinq pieds de largeur sur quatre-vingt-neuf pieds de profondeur, plus ou moins, d'après la mesure anglaise et borné comme suit: en front par la rue Esplanade; en arrière par une ruelle, d'un côté, par le lot numéro 11-927; et de l'autre côté par le résidu dudit lot numéro 11-928—avec le droit de passage dans la ruelle située en arrière dudit emplacement, tous autres droits y attachés et avec toutes les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$820.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'honorable juge Curran, en date du 19 mai 1936.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 19 mai 1936. 2999—21-2
[Première publication, le 23 mai 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { AIME GUERIN, demandeur; vs HONORIUS SAUVÉ et ALBERT BERTRAND, faisant affaires ensemble sous le nom et la raison sociale de Sauvé et Bertrand, défendeurs es-qualité et LUCIEN LABERGE, curateur au délaissement.

Un emplacement composé de la partie ou moitié nord-ouest du lot de terre connu et désigné sous le numéro deux cent quatre-vingt-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro huit (8 Pt. N.-O. 288) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis; cette dite partie du lot est bornée comme suit: en front par la rue Saint-Denis, en arrière par une ruelle portant le No huit subdivision deux cent soixante-dix-huit (8-278), d'un côté par l'autre moitié dudit lot de terre ci-dessus décrit, et de l'autre côté par le lot numéro deux cent quatre-vingt-sept de la subdivision du lot originaire numéro huit (8-287) desdits plan et livre de renvoi officiels—avec les bâtisses dessus érigées portant les Nos civiques 6326 à 6330 de la rue Saint-Denis.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour de JUIN prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$950.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, daté le 19 mai 1936.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 19 mai 1936. 3009—21-2-o
[Première publication, 23 mai, 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { PAUL LEBLANC; vs No D-147714. { DAME A.-E. WARD, veuve de William Swail.

Un emplacement ayant front sur la rue Des Erables, au coin sud-est de la rue Rachel, à Montréal, connu et désigné sous le numéro 2, de la subdivision officielle du lot 50 (50-2) aux plan et livre de renvoi officiels du Village Incorporé de la Côte de la Visitation; mesurant vingt et un pieds de

wife separate as to property of Louis J. Schwartz and the latter to authorize his wife.

A certain emplacement situated in the city of Montréal, fronting on Esplanade Street, and known and designated as being the South Eastern half of lot number nine hundred and twenty-eight of the subdivision of the original lot number eleven (11-½ S. E. 928) on the official plan and book of reference for the Village of Côte Saint Louis; measuring twenty-five feet in width by eighty nine feet in depth, more or less, English measure and bounded as follows: in front by Esplanade Street; in rear, by a lane, on one side, by lot number 11-927; and, on the other side, by the remainder of said lot number 11-928—with the right of way in the lane situated in rear of said emplacement, all other rights attached thereto and with all buildings thereon erected.

To be sold, at my office, in the city of Montréal, on the TWENTY SIXTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$820.00 shall be exacted from each and every bidder pursuant to a judgment of Hon. Justice Curran, dated May 19th., 1936.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montréal, May 19th., 1936. 3000—21-2-o
[First publication, May 23rd., 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montréal.

Montréal, to wit: { AIME GUERIN, plaintiff; 155095. { vs HONORIUS SAUVÉ and ALBERT BERTRAND, carrying on business together under the firm name and style of "Sauvé & Bertrand", defendants es-qualité; and LUCIEN LABERGE, curator to the abandonment.

An emplacement composed of the Northwest part or half of the lot of land known and designated under number two hundred and eighty eight of the official subdivision of original lot number eight (8 N. W. Pt. 288) of the official plan and book of reference of the Incorporated Village of Côte Saint Louis; this said part of lot is bounded as follows: in front by Saint Denis Street, in rear by a lane bearing No. eight, subdivision two hundred and seventy eight (8-278), on one side by the other half of said lot of land hereinabove described, and on the other side by lot number two hundred and eighty seven of the subdivision of original lot number eight (8-287) of said official plan and book of reference—with the buildings thereon erected bearing civic Nos. 6326 to 6330 Saint Denis Street.

To be sold, at my office, in the City of Montréal, on the TWENTY SIXTH day of JUNE next, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of \$950.00 shall be exacted from each and every bidder pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated May 19, 1936.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montréal, May 19, 1936. 3010—21-2
[First publication, May 23rd., 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montréal.

Montréal, to wit: { PAUL LEBLANC; vs No. D-147714. { DAME A. E. WARD, widow of William Swail.

An emplacement fronting on Maple Street, at the Southeast corner of Rachel Street, at Montréal, known and designated under number 2, of the official subdivision of lot 50 (50-2) on the official plan and book of reference for the Incorporated Village of Côte de la Visitation; measur-

largeur par quatre-vingt-onze pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

Avec bâtisse dessus construite, portant les numéros civiques 2150 à 2158 de ladite rue Rachel et 4193 à 4195 de ladite rue Des Erables. Ainsi que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble; avec droit de passage dans toutes ruelles destinées au service d'icelui, telles que désignées dans les divers actes et titres portant sur ledit immeuble.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de JUILLET prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$1,300.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, en date du 19 mai 1936.

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE, Sheriff's Office,
Montréal, 9 juin 1936. 3257-24-2-o
[Première publication, le 6 juin 1936 est nulle.]

ing twenty one feet in width by ninety one feet in depth, English measure and more or less.

With the building thereon erected, bearing civic numbers 2150 to 2158 of said Rachel Street and 4193 to 4195 of said Maple Street. As the whole presently subsists with the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immovable; with right of way in all the lanes destined for the service thereof, as designated in the various deeds and titles appertaining the said immovable.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of JULY next, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of \$1300.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated May 19, 1936.

OMER LAPIERRE, Sheriff.
Sheriff's Office,
Montreal, June 9th., 1936. 3258-24-2
[First publication, June 6th., 1936 is null.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } WILLIAM-EDWARD
C-146581. } BEUTHNER; vs
HECTOR AUBRY.

Un terrain sis à Montréal, ayant front sur l'avenue Laval, portant le No 17, de la subdivision officielle du lot No 906 des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal, contenant 23 pieds de largeur par 82 pieds de profondeur, le tout mesure anglaise, et plus ou moins—avec une maison en pierre portant le No 118 de la dite Avenue Laval, (maintenant le No 3650); le mur sud-est de cette maison étant mitoyen avec la maison voisine et avec droit de passage en commun avec les autres ayant le même droit dans la ruelle de 12 pieds de largeur située en arrière du dit terrain.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$900.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Forest, en date du 29 mai 1936.

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE, Sheriff's Office,
Montréal, 9 juin 1936. 3361-24-2-o
[Première publication, le 13 juin 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } WILLIAM EDWARD
C-146581. } BEUTHNER; vs
HECTOR AUBRY.

A lot of land lying in Montreal, fronting on Laval Avenue, bearing No. 17 of the official subdivision of lot No. 906 of the official plan and book of reference of Saint Louis Ward, of the city of Montreal, measuring 23 feet in width by 82 feet in depth, the whole English measure, and more or less—with a stone house bearing No. 118 said Laval Avenue, (now No. 3650); the Southeast wall of the said house being *mitoyen* with the neighboring house and with right of way in common with others having the same right in the lane of 12 feet in width situate in rear of the said land.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$900.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Forest, dated May 29, 1936.

OMER LAPIERRE, Sheriff.
Sheriff's Office,
Montreal, June 9, 1936. 3362-24-2
[First publication, June 13, 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } JOSEPH LARCHE; vs
146854. } J. MARC ARCHAM-
BAULT, *es-qual*.

Un emplacement connu et désigné sous le numéro vingt et un de la subdivision officielle du lot numéro cent vingt-six (126-21) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, comté d'Hochelaga, situé en la ville Saint-Pierre, et mesurant soixante pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec toutes les bâtisses dessus érigées portant No 176 rue Camille, dite ville Saint-Pierre, et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures et DEMIE du matin.

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE, Sheriff's Office,
Montréal, le 9 juin 1936. 3363-24-2-o
[Première publication, le 13 juin 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } JOSEPH LARCHE; vs
146854. } J. MARC ARCHAM-
BAULT, *es-qual*.

An emplacement known and designated under number twenty one of the official subdivision of lot number one hundred and twenty six (126-21) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, county of Hochelaga, situate in the town of Saint Pierre, and measuring sixty feet in width by ninety feet in depth, English measure and more or less—with all the buildings thereon erected bearing No. 176 Camille Street, said town of Saint Pierre, and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of JULY next, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE, Sheriff.
Sheriff's Office,
Montreal, June 9th., 1936. 3364-24-2
[First publication, June 13th., 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { **NATIONAL TRUST**
 No A-150038. { **COMPANY, LTD.**;
 vs DAME GOLDBY CROWN, épouse séparée
 de biens d'Isidore Cohen, et ce dernier pour auto-
 riser son épouse aux fins des présentes.

Un certain emplacement sis et situé sur le Boulevard Mont-Royal, en la cité d'Outremont, faisant partie du lot numéro vingt-huit aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, et étant plus particulièrement décrit sur le plan de subdivision dûment fait et déposé d'une partie du dit lot officiel comme étant la subdivision numéro onze (28-11), contenant, le dit emplacement, soixante-neuf pieds en front sur le dit Boulevard Mont-Royal, laquelle étendue en front est de forme circulaire, une largeur de vingt-sept pieds en arrière par une profondeur sur la ligne de côté est de quatre-vingt-trois pieds et demi, sur une profondeur sur la ligne de côté sud de quatre-vingt-six pieds et une superficie totale de quatre mille trente-quatre pieds carrés, le tout d'après la mesure anglaise, plus ou moins, et borné en front au sud par le Boulevard Mont-Royal susdit, en arrière par une partie de la subdivision neuf, d'un côté à l'est par la subdivision douze et de l'autre côté à l'ouest par la subdivision huit, toutes du dit lot officiel.

Avec l'édifice sus-érigé connu comme étant le No 1053, du dit Boulevard Mont-Royal.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$681.90 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement del'Hon. Juge Forest, en date du 5 juin 1936.

Le shérif,

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
 Montréal, le 9 juin 1936. 3365-24-2
 [Première publication, le 13 juin 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { **DAME EMMELINE**
 No C-152271. { **WATERS**, veuve de
 Charles Edward Macnaughten; vs DAME BER-
 NADETTE BRISEBOIS, veuve de Alfred
 Robillard.

Deux lots de terre ayant front sur la rue Debiencour, dans le quartier Emard, en la cité de Montréal, connus et désignés sous les numéros cent cinquante-huit et cent cinquante-neuf de la subdivision officielle du lot numéro quatre mille six cent soixante-neuf (4669-158 et 159) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant, chacun, vingt-cinq pieds de largeur, par quatre-vingts pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec bâtisses y érigées et tous droits et servitudes y attachés.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
 Montréal, 10 juin 1936. 3405-24-2-o
 [Première publication, 13 juin 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { **GIUSEPPE (ou Joseph)**
 No B-145025. { **MANCINI**; vs Dr.
 V. RHEAUME.

1. Certain emplacement ayant front sur l'avenue Rhéaume, en la cité de Verdun, mesurant trente-neuf pieds en largeur par cent pieds en

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { **NATIONAL TRUST**
 No. A-150038. { **COMPANY, LTD.**;
 vs DAME GOLDBY CROWN, wife separate as
 to property of Isidore Cohen, and the latter to
 authorize his wife for the purposes hereof.

A certain emplacement being and situate on Mount Royal Boulevard, in the city of Outremont, forming part of lot number twenty eight on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, and being more particularly described on the subdivision plan duly made and filed of a part of said official lot as subdivision number eleven (28-11), containing the said emplacement a frontage of sixty nine feet on said Mount Royal Boulevard, which said frontage is circular in shape, a width of twenty seven feet in rear by a depth in the East side line of eighty three and one half feet, by a depth in the South side line of eighty six feet and a total superficial area of four thousand and thirty four square feet, all English measure, more or less, and being bounded in front to the South by Mount Royal Boulevard aforesaid, in rear by a portion of subdivision nine, on one side to the East by subdivision twelve and on the other side to the West by subdivision eight, all of the said official lot.

With the building thereon erected known as No. 1053 in said Mount Royal Boulevard.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$681.90 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Forest, dated June the fifth, 1936.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's Office, Sheriff.
 Montreal, June 9th., 1936. 3366-24-2-o
 [First publication, June 13th., 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { **DAME EMMELINE**
 No. C-152271. { **WATERS**, widow of
 Charles Edward Macnaughten; vs DAME BER-
 NADETTE BRISEBOIS, widow of Alfred
 Robillard.

Two lots of land fronting on Debiencour Street, in Emard Ward, in the city of Montreal, known and designated under numbers one hundred and fifty eight and one hundred and fifty nine of the official subdivision of lot number for thousand six hundred and sixty nine (4669-158 & 159) of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing, each lot, twenty five feet in width by eighty feet in depth, English measure and more or less—with the buildings thereon erected and all rights and servitudes attached thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's Office, Sheriff.
 Montreal, June 10th, 1936. 3406-24-2
 [First publication, June 13th, 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { **GIUSEPPE (or Joseph)**
 No. B-145025. { **MANCINI**; vs Dr.
 V. RHEAUME.

1. That certain emplacement fronting on Rheume Avenue, in the city of Verdun, measuring thirty nine feet in width by one hundred feet

profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec une maison portant les numéros civiques 164, 166, 168, 170, 172 et 174, de la dite avenue Rhéaume, dont le mur de pignon sud-est est mitoyen, et autres édifices sus-érigés, et avec le droit de passage en commun avec tous autres dans les ruelles desservant le dit emplacement, lequel emplacement est composé:

(a) De la subdivision numéro vingt du lot originaire numéro trois mille quatre cent deux (3402-20) aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant vingt-six pieds et six pouces en largeur par cent pieds en profondeur;

(b) De la partie nord-ouest de la subdivision numéro vingt et un du lot originaire numéro trois mille quatre cent deux (3402-Ptie N.O. 21) aux plan et livre de renvoi officiels sus-dits, mesurant douze pieds et six pouces en largeur par cent pieds en profondeur, et bornée en front par la dite avenue Rhéaume, en arrière par une ruelle, au nord-ouest par le lot numéro 3402-20 ci-dessus décrit et au sud-est par le résidu du dit lot numéro 3402-21.

2. Ce certain emplacement ayant front sur l'avenue Rhéaume, en la cité de Verdun, mesurant trente-sept pieds et six pouces en largeur par cent pieds en profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec une maison portant les numéros civiques 116, 118, 120, 122, 124 et 126 de la dite avenue Rhéaume, dont les deux murs de pignon sont mitoyens, et autres édifices sus-érigés, et avec le droit de passage en commun avec tous autres dans la ruelle desservant le dit emplacement, lequel dit emplacement est composé:

(a) De la partie sud-est de la subdivision numéro vingt-cinq du lot originaire numéro trois mille quatre cent deux (3402-Ptie S.E. 25) aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant trois pouces en largeur par cent pieds en profondeur, et bornée en front par la dite Avenue Rhéaume, en arrière par une ruelle, au nord-ouest par le résidu du dit lot numéro 3402-25 et au sud-est par le lot numéro 3402-26 ci-après décrit.

(b) Du numéro de subdivision vingt-six du lot originaire numéro trois mille quatre cent deux (3402-26) aux plan et livre de renvoi officiels sus-dits, mesurant vingt-cinq pieds en largeur sur cent pieds en profondeur.

(c) De la partie nord-ouest du numéro de subdivision vingt-sept du lot originaire numéro trois mille quatre cent deux (3402-Ptie N.O. 27) aux plan et livre de renvoi officiels sus-dits, mesurant douze pieds et trois pouces en largeur par cent pieds en profondeur, et bornée en front par l'avenue Rhéaume, en arrière par une ruelle, au nord-ouest par le lot numéro 3402-26 ci-dessus décrit et au sud-est par le résidu du dit lot numéro 3402.

3. Ce certain emplacement ayant front sur l'Avenue Wellington, en la cité de Verdun, Province de Québec, composé du lot de subdivision numéro treize de la subdivision officielle du lot numéro trois mille quatre cent deux "A" (3402-"A"-13), lot de subdivision numéro onze de la subdivision officielle du lot numéro trois mille quatre cent deux (3402-11) et de la partie nord-est du lot de subdivision numéro douze de la subdivision officielle du lot numéro trois mille quatre cent deux (3402-Ptie N.E. 12) toutes aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant la dite partie du lot numéro 3402-12, cinq pieds en largeur par cent quatorze pieds deux pouces en profondeur sur la ligne de côté nord-est et cent treize pieds huit pouces en profondeur sur la ligne de côté sud-ouest, et tout

in depth, English measure and more or less—with a house bearing the civic numbers 164, 166, 168, 170, 172 and 174 of said Rheume Avenue, whereof the South East gable wall is *mitoyen*, and other buildings thereon erected, and with the right of passage in common with all others in the lanes leading to the said emplacement, which emplacement is composed:

(a) Of subdivision number twenty of the original lot number three thousand four hundred and two (3402-20) of the official plan and in the book of reference of the municipality of the parish of Montreal, measuring twenty six feet and six inches in width by one hundred feet in depth;

(b) Of the Northwest part of subdivision number twenty one of the original lot number three thousand four hundred and two (3402-N.W.-Pt. 21) on the aforesaid official plan and book of reference, measuring twelve feet and six inches in width by one hundred feet in depth, and bounded in front by said Rheume Avenue, in rear by a lane, to the Northwest by the hereinabove described lot number 3402-20 and to the Southeast by the remainder of said lot number 3402-21.

2. That certain emplacement fronting on Rheume Avenue, in the City of Verdun, measuring thirty seven feet and six inches in width by one hundred feet in depth, English measure and more or less—with a house bearing the civic numbers 116, 118, 120, 122, 124 and 126 of said Rheume Avenue, whereof both gable walls are *mitoyens*, and other buildings thereon erected, and with the right of passage in common with all others in the lane leading to the said emplacement, which said emplacement is composed:

(a) Of the Southeast part of subdivision number twenty five of the original lot number three thousand four hundred and two (3402-S.E.-Pt. 25), on the official plan and in the book of reference of the municipality of the parish of Montreal measuring three inches in width by one hundred feet in depth, and bounded in front by the said Rheume Avenue, in rear by a lane, to the Northwest by the remainder of said lot number 3402-25 and to the Southeast by the hereinafter described lot numbers 3402-26.

(b) Of subdivision number twenty six of the original lot number three thousand four hundred and two (3402-26) on the aforesaid official plan and book of reference, measuring twenty five feet in width by one hundred feet in depth.

(c) Of the Northwest part of subdivision number twenty seven of the original lot number three thousand four hundred and two (3402-N.W.-Pt. 27), on the aforesaid official plan and book of reference, measuring twelve feet and three inches in width by one hundred feet in depth, and bounded in front by Rheume Avenue, in rear by a lane, to the Northwest by the hereinabove described lot number 3402-26 and to the Southeast by the remainder of said lot number 3402.

3. That certain emplacement fronting on Wellington Avenue, in the city of Verdun, Province of Quebec, composed of subdivision lot number thirteen of the official subdivision of lot number three thousand four hundred and two "A" (3402-"A"-13), subdivision lot number eleven of the official subdivision of lot number three thousand four hundred and two (3402-11) and the Northeast part of subdivision lot number twelve of the official subdivision of lot number three thousand four hundred and two (3402-N.E.-Pt. 12), all on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, measuring said part of lot number 3402-12 five feet in width by one hundred and fourteen feet two inches in depth on the Northeast side line and one

le dit emplacement mesure trente-deux pieds en largeur par cent dix-sept pieds en profondeur sur la ligne de côté nord-est et cent treize pieds huit pouces en profondeur sur la ligne de côté sud-ouest, et une superficie de trois mille six cent quatre-vingt-dix (3690) pieds carrés; toutes les dites mesures sont des mesures anglaises et plus ou moins, le dit emplacement étant borné comme suit:

En front par la dite avenue Wellington, en arrière par une ruelle, au nord-est par l'avenue Rhéaume et au sud-ouest par le résidu du dit lot numéro 3402-12—avec les édifices sus-érigés contenant cinq logements portant les numéros civiques 1068, 1070, 1072, 1074 et 1076 (anciens numéros) de la dite avenue Wellington.

Pour être vendus, à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIÈME jour de JUillet prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$1,090.00 quant au paragraphe No. 1, \$1,090.00 quant au paragraphe No. 2 et \$1,190.00 quant au paragraphe No. 3 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Forest, en date du 4ème jour de juin 1936.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 10 juin 1936. 3407—24-2
[Première publication, le 13 juin 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure. District de Montréal.

Montréal, à savoir: **THE PRUDENTIAL**
No 145848. **INSURANCE COM-**
PANY OF AMERICA; vs **DAME LAURE**
ALICE BRAY, faisant affaires dans les cité et
district de Montréal, sous les nom et raison
sociale de "J.-L. Gareau, Enregistrée", épouse
séparée de biens de J.-Léonard Gareau et ce
dernier pour autoriser son épouse aux fins des
présentes; et D. E. ALEXANDER, curateur au
délaissement.

A. Un emplacement ayant front sur l'avenue Bannatyne, en la cité de Verdun, mesurant quarante et un pieds en largeur sur quatre-vingt-dix pieds en profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec une maison portant les numéros civiques 4725 à 4731 de la dite avenue Bannatyne, dont le mur de pignon nord-est est mitoyen et autres édifices sus-érigés, et avec le droit de passage en commun avec tous les autres dans la ruelle desservant le dit emplacement, lequel dit emplacement est composé:

1. De la partie sud-ouest de la subdivision numéro six cent vingt-cinq du lot originaire numéro quatre mille six cent soixante-dix (4670-partie S. O. 625) aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant quatorze pieds en largeur par quatre-vingt-dix pieds en profondeur, et l'ornée en front par la dite avenue Bannatyne, en arrière par une ruelle, au nord-est par le résidu du dit lot No 4670-625 et au sud-ouest par le lot numéro 4670-626 ci-après décrit;

2. De la subdivision numéro six cent vingt-six du lot originaire numéro quatre mille six cent soixante-dix (4670-626) aux plan et livre de renvoi officiels susdits, mesurant vingt-sept pieds en largeur par quatre-vingt-dix pieds en profondeur.

B. Un emplacement ayant front sur la Sixième Avenue, en la cité de Verdun, mesurant quarante-deux pieds et six pouces en largeur par cent quatre pieds en profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec une maison portant les numéros civiques 1008 à 1014 de la dite Sixième avenue,

hundred and thirteen feet eight inches in depth on the Southwest side line, and the whole of said emplacement measures thirty two feet in width by one hundred and seventeen feet in depth on the Northeast side line and one hundred and thirteen feet eight inches in depth on the Southwest side line, and a superficial area of three thousand six hundred and ninety (3,690) square feet; all of said measures are English measure and more or less, said emplacement being bounded as follows:

In front by said Wellington Avenue, in rear by a lane, to the Northeast by Rheame Avenue and to the Southwest by the remainder of said lot number 3402-12—with the buildings thereon erected containing five dwellings bearing the civic numbers 1068, 1070, 1072, 1074 and 1076 (old numbers) of said Wellington Avenue.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, in the SEVENTEENTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$1,090.00 as to paragraph No. 1, \$1,090.00 as to paragraph No. 2 and \$1,190.00 as to paragraph No. 3, shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Forest, dated June 4th., 1936.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, June 10th., 1936. 3408—24-2-o
[First publication, June 13th., 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: **THE PRUDENTIAL**
No. 145848. **INSURANCE COM-**
PANY OF AMERICA; vs **DAME LAURE**
ALICE BRAY, carrying on business in the city
and district of Montreal, under the firm name and
style of J. L. Gareau Enregistrée, wife separate as
to property of J. Leonard Gareau, and the latter
to authorize his wife for the purposes hereof; and
D. E. ALEXANDER, curator to the abandon-

A. An emplacement fronting on Bannatyne Avenue, in the city of Verdun, measuring forty one feet in width by ninety feet in depth, English measure and more or less—with a house bearing the civic Nos. 4725 to 4731 of said Bannatyne Avenue, whereof the North-East gable wall is mitoyen and other buildings thereon erected, and with the right of passage in common with all others in the lane leading to the said emplacement, which said emplacement is composed:

1. Of the South-West part of subdivision number six hundred and twenty five of the original lot number four thousand six hundred and seventy (4670-S.W.-Pt. 625), on the official plan and in the book of reference of the municipality of the parish of Montreal, measuring fourteen feet in width by ninety feet in depth, and bounded in front by said Bannatyne Avenue, in rear by a lane, to the North-East by the remainder of said lot No. 4670-625 and to the South-West by the hereinafter described lot No. 4670-626.

2. Of subdivision number six hundred and twenty six of the original lot number four thousand six hundred and seventy (4670-626) on the aforesaid official plan and book of reference, measuring twenty seven feet in width by ninety feet in depth.

B. An emplacement fronting on Sixth Avenue, in the city of Verdun, measuring forty two feet and six inches in width by one hundred and four feet in depth, English measure and more or less—with a house bearing the civic Nos. 1008 to 1014 of said Sixth Avenue, whereof both gable walls are

dont les deux murs de pignon sont mitoyens et autres édifices sus-érigés et avec le droit de passage en commun avec tous autres dans la ruelle desservant le dit emplacement, lequel dit emplacement est composé:—

1. De la subdivision numéro quatre cent trente-quatre du lot originaire numéro quatre mille six cent soixante-douze (4672-434) aux plan et livre de renvoi officiels pour la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant vingt-cinq pieds en largeur par cent quatre pieds en profondeur;

2. De la partie nord-ouest de la subdivision numéro quatre cent trente-cinq du lot originaire numéro quatre mille six cent soixante-douze (4672-Ptie N. O. 435) aux plan et livre de renvoi officiels susdits, mesurant dix-sept pieds et six pouces en largeur par cent quatre pieds en profondeur, et bornée en front par la dite Sixième Avenue, en arrière par une ruelle, au nord-ouest par le lot No. 4672-434 ci-dessus décrit, et au sud-est par le résidu du dit lot No 4672-435.

C. Un emplacement ayant front sur la Septième avenue, en la cité de Verdun, mesurant quarante pieds en largeur par quatre-vingts pieds en profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec une maison portant les numéros civiques 1090 à 1096 de la dite Septième Avenue, dont les deux murs de pignon sont mitoyens et autres édifices sus-érigés et avec le droit de passage en commun avec tous autres dans la ruelle desservant le dit emplacement, lequel dit emplacement est composé:—

1. De la partie nord-ouest de la subdivision numéro quatre cent six du lot originaire numéro quatre mille six cent soixante-treize (4673-Ptie N. O. 406) aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant deux pieds en largeur par quatre-vingts pieds en profondeur, et bornée en front par la dite Septième Avenue, en arrière par une ruelle, au nord-ouest par le lot No. 4673-407 ci-après décrit et au sud-est par le résidu du dit lot No. 4673-406;

2. Du numéro de subdivision quatre cent sept du lot originaire numéro quatre mille six cent soixante-treize (4673-407) aux plan et livre de renvoi officiels susdits, mesurant vingt-cinq pieds en largeur par quatre-vingts pieds en profondeur;

3. De la partie sud-est du numéro de subdivision quatre cent huit du lot originaire numéro quatre mille six cent soixante-treize (4673-Ptie S. E. 408) aux plan et livre de renvoi officiels susdits, mesurant treize pieds en largeur par quatre-vingts pieds en profondeur, et bornée en front par la dite Septième avenue, en arrière par une ruelle, au nord-ouest par le résidu du dit lot No 4673-408, et au sud-est par le lot No 4673-407 ci-dessus décrit.

(Telles que les dites propriétés se trouvent actuellement avec tous leurs droits, membres et appartenances, sans exception ou réserve d'aucune sorte).

Pour être vendus, à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIÈME jour de JUILLET prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$980.00 quant au paragraphe "A", \$920.00 quant au paragraphe "B" et \$825.00 quant au paragraphe "C", sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Forest, en date du 3 juin 1936.

Le shérif,

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.

Montréal, le 10 juin 1936. 3409-24-2

[Première publication, le 13 juin 1936]

mitoyens and other buildings thereon erected and the right of passage in common with all others in the lane leading to the said emplacement, which said emplacement is composed:

1. Of subdivision number four hundred and thirty four of the original lot number four thousand six hundred and seventy two (4672-434), on the official plan and in the book of reference of the Municipality of the parish of Montreal, measuring twenty five feet in width by one hundred and four feet in depth;

2. Of the North-West part of subdivision number four hundred and thirty five of the original lot number four thousand six hundred and seventy two (4672-N.W.-Pt. 435), on the aforesaid official plan and book of reference, measuring seventeen feet and six inches in width by one hundred and four feet in depth, and bounded in front by said Sixth Avenue, in rear by a lane, to the North-West by the hereinabove described lot No. 4672-434, and to the South-East by the remainder of said lot No. 4672-435.

C. An emplacement fronting on seventh Avenue, in the city of Verdun, measuring forty feet in width by eighty feet in depth, English measure and more or less—with a house bearing the civic Nos. 1090 to 1096 of said Seventh Avenue, whereof both gable walls are *mitoyens*, and other buildings thereon erected and with the right of passage in common with all others in the lane leading to the said emplacement, which said emplacement is composed:

1. Of the North-West part of subdivision number four hundred and six of the original lot number four thousand six hundred and seventy three (4673-N.W.-Pt. 406) of the official plan and book of reference of the Municipality of the parish of Montreal, measuring two feet in width by eighty feet in depth, and bounded in front by said Seventh Avenue, in rear by a lane, to the North-West by the hereinafter described lot No. 4673-407 and to the South-East by the remainder of said lot No. 4673-406;

2. Of subdivision number four hundred and seven of the original lot number four thousand six hundred and seventy three (4673-407) of the aforesaid official plan and book of reference, measuring twenty five feet in width by eighty feet in depth;

3. Of the South-East part of subdivision number four hundred and eight of the original lot number four thousand six hundred and seventy three (4673-S.E.-Pt. 408) of the aforesaid official plan and book of reference, measuring thirteen feet in width by eighty feet in depth, and bounded in front by said Seventh Avenue, in rear by a lane, to the North-West by the remainder of said lot No. 4673-408, and to the South-East by the hereinabove described lot No. 4673-407.

(As the said properties now subsist with all their rights, members and appurtenances without exception or reserve of any kind.)

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of JULY next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of \$980.00 as to paragraph "A", \$920.00 as to paragraph "B", \$825.00, as to paragraph "C", shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Forest, dated June 3rd., 1936.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's Office, Sheriff.

Montreal, June 10th., 1936. 3410-24-2-o

[First publication, June 13th., 1936]

RICHELIEU

RICHELIEU

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure

Province de Québec, } **THE EASTERN**
 District de Montréal, } **TRUST COMPA-**
 No C-146443. } **NY, LIMITED,** cor-
 poration légalement constituée ayant son bureau-
 chef et sa principale place d'affaires à Halifax,
 N.-E., et un bureau d'affaires en la cité de Mont-
 réal, demanderesse; vs **ST. FRANCIS HYDRO**
ELECTRIC COMPANY, LIMITED, corpora-
 tion légalement constituée ayant son bureau-
 chef et sa principale place d'affaires en la cité de Mont-
 réal, défenderesse, à savoir:

Ce certain emplacement situé dans la paroisse de Saint-Joachim de Courval, dans le troisième rang du canton Wendover, dans ladite Province de Québec, faisant partie du lot connu aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton de Wendover comme étant le No quatre-vingt-deux (82) mesurant, ledit emplacement, cent pieds de profondeur sur six cents pieds de largeur, plus ou moins, et étant borné en front par la rivière Saint-François, au nord-est et au sud-est par d'autres parties dudit lot No quatre-vingt-deux appartenant à Samuel Grondin ou représentants, et au nord-ouest par le lot No quatre-vingt-trois (83) desdits plan et livre de renvoi officiels;

Ce certain emplacement situé dans ladite paroisse de Saint-Joachim de Courval, dans le troisième rang dudit canton de Wendover, faisant partie du lot connu aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton Wendover comme étant le No quatre-vingt-trois (83), ledit emplacement mesurant quatre arpents et une demie le long de la rivière Saint-François, sur une profondeur de trois quarts d'un arpent, plus ou moins, et étant borné au sud-est par ledit lot No quatre-vingt-deux, au sud-ouest par la rivière Saint-François, au nord-ouest par le lot No quatre-vingt-quatre (84) des plan et livre de renvoi officiels, et au nord-est par une autre partie dudit lot No quatre-vingt-trois et séparé d'icelle partie par un fossé situé à une distance d'environ trois-quarts d'arpent de ladite rivière Saint-François;

Ce certain emplacement situé dans ladite paroisse de Saint-Joachim de Courval, dans le troisième rang du canton Wendover, faisant partie du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton Wendover, comme étant le lot No quatre-vingt-quatre (84), ledit emplacement comprenant toute la largeur dudit lot No quatre-vingt-quatre le long de la rivière Saint-François et ayant une profondeur de une (1) acre, borné comme suit: au sud-est par ledit lot No quatre-vingt-trois, au sud-ouest par la rivière Saint-François, au nord-ouest par le lot No quatre-vingt-cinq (85) des plan et livre de renvoi officiels, et au nord-est par le résidu dudit lot No quatre-vingt-quatre appartenant à Joseph St-Cyr et Emanuel St-Cyr ou représentants.

Ce certain emplacement situé dans ladite paroisse de Saint-Joachim de Courval, dans le troisième rang du canton Wendover, faisant partie du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Wendover, comme étant le lot No quatre-vingt-cinq (85), ledit emplacement comprenant toute la largeur dudit lot le long de la rivière Saint-François et ayant une profondeur de une (1) acre et borné comme suit: au sud-est par le lot No quatre-vingt-quatre, au sud-ouest par la rivière Saint-François, au nord-ouest par le lot No quatre-vingt-six (86) des dits plan et livre de renvoi officiels et au nord-est par

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Quebec, } **THE EASTERN**
 District of Montreal, } **TRUST COMPA-**
 No. C-146443. } **NY, LIMITED,** a cor-
 poration duly incorporated having its head office
 and principal place of business in Halifax, N.S.
 and a place of business in the City of Montreal,
 plaintiff; against **ST. FRANCIS HYDRO ELEC-**
TRIC COMPANY, LIMITED, a corporation
 duly incorporated having its head office and principal
 place of business in the City of Montreal,
 defendant, to wit:

That certain emplacement situate in the parish of Saint Joachim de Courval, in the Third Range of the Township of Wendover, in said Province of Quebec, forming part of the lot known on the official plan and book of reference of the said Township of Wendover as No. eighty-two (82) measuring, said emplacement, one hundred feet in depth by six hundred feet in width, more or less, and being bounded in front by the River Saint Francis, to the Northeast and Southeast by other portions of said lot No. eighty-two belonging to Samuel Grondin or representatives, and to the Northwest by lot No. eighty-three (83) on said official plan and book of reference.

That certain emplacement situate in said Parish of Saint Joachim de Courval, in the Third Range of the said Township of Wendover, forming part of the lot known on the official plan and book of reference of the said Township of Wendover as No. eighty-three (83), said emplacement measuring four arpents and a half along the River Saint Francis, by a depth of three quarters of an arpent, more or less, and being bounded to the Southeast by said lot No. eighty-two, to the Southwest by the River of Saint Francis, to the Northwest by lot No. eighty-four (84) on said official plan and book of reference, and to the Northeast by another part of said lot No. eighty-three and separated therefrom by a ditch situated at about three-quarters of an arpent from the said River Saint Francis.

That certain emplacement situate in said Parish of Saint Joachim de Courval in the Third Range of the Township of Wendover, forming part of the lot known and designated on the official plan and book of reference of the said Township of Wendover as lot No. eighty-four (84), said emplacement comprising the entire width of the said lot No. eighty-four along the River Saint Francis and having a depth of one (1) acre, bounded as follows: to the Southeast by said lot No. eighty-three, to the Southwest by the River Saint Francis, to the Northwest by lot No. eighty-five (85) on said official plan and book of reference, and to the Northeast by the remainder of said lot No. eighty-four belonging to Joseph St-Cyr and Emanuel St-Cyr or representatives.

That certain emplacement situate in said Parish of Saint Joachim de Courval in the Third Range of the Township of Wendover, forming part of the lot known and designated on the official plan and book of reference of said Township of Wendover as lot No. eighty-five (85), said emplacement comprising the entire width of said lot along the River of Saint Francis and having a depth of one (1) acre and bounded as follows: to the Southeast by said lot No. eighty-four, to the Southwest by the River of Saint Francis, to the Northwest by lot No. eighty-six (86) on the said official plan and book of reference and to the

la partie dudit lot appartenant à Samuel-Pierre Grondin ou représentants;

Ce certain emplacement situé dans ladite paroisse de Saint-Joachim de Courval, dans le troisième rang du canton Wendover, faisant partie du lot connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton Wendover comme étant le lot No quatre-vingt-six (86), ledit emplacement comprenant toute la largeur dudit lot le long de la rivière Saint-François par une profondeur de une (1) acre, et étant borné au sud-est par ledit lot No quatre-vingt-cinq, au sud-ouest par la rivière Saint-François, au nord-ouest par le lot No quatre-vingt-sept (87), aux dits plan et livre de renvoi officiels, au nord-est par les parties restantes dudit lot appartenant à Samuel-Pierre Grondin et Willie Grondin respectivement, ou représentants;

Ce certain emplacement situé dans la dite paroisse de Saint-Joachim de Courval, dans le troisième rang du canton Wendover, faisant partie du lot connu aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton de Wendover comme étant le lot No quatre-vingt-sept (87), le dit emplacement comprenant toute la largeur dudit lot le long de la rivière Saint-François et ayant une profondeur de une (1) acre et borné comme suit: au sud-est par ledit lot No quatre-vingt-six, au sud-ouest par la rivière Saint-François, au nord-ouest par le lot No quatre-vingt-huit (88) des dits plan et livre de renvoi officiels et au nord-est par la partie dudit lot appartenant à Willie Grondin ou représentants;

Ce certain emplacement situé dans le dit village de Saint-Joachim de Courval faisant partie du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Zéphirin de Courval comme étant le lot No six cent cinquante-trois (653), ledit emplacement ayant une largeur le long de la rivière Saint-François de quatre acres, plus ou moins, une profondeur sur le côté sud-est de deux cent quatre-vingt-cinq (285) pieds, une largeur sur son côté nord-ouest de cent (100) pieds, et étant borné vers le sud-ouest par la rivière Saint-François, sur le côté nord-est par le résidu dudit lot appartenant à Herménégilde Gamelin ou représentants, d'un côté vers le sud-est par le lot No six cent cinquante-quatre (654) aux dits plan et livre de renvoi officiels, et sur l'autre côté vers le nord-ouest par le lot No six cent cinquante-deux (652) des dits plan et livre de renvoi officiels;

Ce certain emplacement situé dans le village de Saint-Joachim de Courval, contenant environ huit acres en superficie et étant partie du lot connu et désigné sous le No quatre-vingt-neuf (89) aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton Wendover, bornée, ladite partie, en front au sud-ouest par ladite rivière Saint-François, au nord-est en arrière par le Grand Chemin, d'un côté au sud-est par ledit lot No quatre-vingt-huit (88) et de l'autre côté au nord-ouest par le lot No six cent cinquante-quatre (654) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Zéphirin de Courval.

Ce certain emplacement situé dans ladite paroisse de Saint-Joachim de Courval, faisant partie du lot connu aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Zéphirin de Courval, comme étant le lot No six cent cinquante-quatre (654) et étant toute cette partie dudit lot sise entre le chemin public et la rivière Saint-François, lequel dit emplacement est borné au sud-est par le lot No quatre-vingt-neuf des plan et livre de renvoi officiels du canton Wendover, au

Northeast by the portion of said lot belonging to Samuel Pierre Grondin or representatives.

That certain emplacement situate in said Parish of Saint Joachim de Courval in the Third Range of the Township of Wendover, forming part of the lot known on the official plan and book of reference of said Township of Wendover as lot No. eighty-six (86), said emplacement comprising the entire width of said lot along the River Saint Francis by a depth of one (1) acre, and being bounded to the Southeast by said lot No. eighty-five, to the Southwest by the River Saint Francis, to the Northwest by lot No. eighty-seven (87) on said official plan and book of reference and to the Northeast by the remaining portions of said lot belonging to Samuel Pierre Grondin and Willie Grondin respectively, or representatives.

That certain emplacement situate in said Parish of Saint Joachim de Courval in the Third Range of the Township of Wendover, forming part of the lot known on the official plan and book of reference of said Township of Wendover as lot No. eighty-seven (87) said emplacement comprising the entire width of said lot along the River Saint Francis and having a depth of one (1) acre and bounded as follows: to the Southeast by said lot No. eighty-six, to the Southwest by the River of Saint Francis, to the Northwest by lot No. eighty-eight (88) on the said official plan and book of reference, and to the Northeast by the portion of said lot belonging to Willie Grondin or representatives.

That certain emplacement situate in the said village of Saint Joachim de Courval, forming part of the lot known and designated on the official plan and book of reference of the Parish of Saint Zephirin de Courval as lot No. six hundred and fifty-three (653), said emplacement having a width along the River Saint Francis, of four acres, more or less, a depth on the Southeast side of two hundred and eighty-five (285) feet, a depth on its Northwest side of one hundred (100) feet, and being bounded towards the Southwest by the River Saint Francis towards the Northeast side by the remainder of said lot belonging to Hermenegilde Gamelin or representatives, on one side towards the Southeast by lot No. six hundred and fifty-four (654) on said official plan and book of reference and on the other side towards the Northwest by lot No. six hundred and fifty-two (652) on the said official plan and book of reference.

That certain emplacement situate in the Village of Saint Joachim de Courval, containing about eight acres in superficies and being part of the lot known and designated by the No. eighty-nine (89) on the official plan and in the book of reference of said Township of Wendover, bounded, said portion, in front to the Southwest by said River Saint Francis, to the Northeast in rear by the main road, on one side to the Southeast by said lot No. eighty-eight (88) and on the other side to the Northwest by lot No. six hundred and fifty-four (654) on the official plan and book of reference for the parish of Saint Zéphirin de Courval.

That certain emplacement situate in the said Parish of Saint Joachim de Courval, forming part of the lot known on the official plan and book of reference of the said Parish of Saint Zéphirin de Courval as lot No six hundred and fifty-four (654) and being all that part of said lot lying between the public road and the River Saint Francis and which said emplacement is bounded to the Southeast by lot No. eighty-nine on the official plan and book of reference of the Town-

sud-ouest par la rivière Saint-François, au nord-ouest par ledit lot No six cent cinquante-trois et au nord-est par ledit chemin public.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Joachim de Courval, JEUDI, le VINGT-CINQUIEME jour du mois de JUIN mil neuf cent trente-six (1936), à UNE heure de l'après-midi. (Heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, MICHEL SAINT-GERMAIN.
Sorel, le 19 mai 1936. 3005—21-2
[Première publication, le 23 mai 1936]

FIERI FACIAS.
Cour Supérieure.

Province de Québec, } DAME OLYMPE
District de Richelieu, } BELANGER, de
No 9198. } Saint-Guillaume d'Upton, district de Richelieu, veuve de Henri Lacourse, en son vivant, bourgeois, du même lieu, demanderesse; contre ARTHUR LIMOGES, domicilié à Chicopee, Etat du Massachusetts, Etats-Unis d'Amérique, défendeur, à savoir:

Une terresituée en la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, dans le rang du Ruisseau des Chênes, côté nord, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de Saint-David, comme étant les lots Nos sept cent cinquante-trois, sept cent cinquante-quatre, sept cent cinquante-cinq et sept cent cinquante-six (Nos 753-754-755 et 756) à distraire du dit lot No sept cent cinquante-six (No 756) la partie contiguë au lot No 757 et mesurant un arpent de largeur par environ vingt arpents de longueur—avec bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Guillaume d'Upton, MARDI, le QUATORZIEME jour du mois de JUILLET, mil neuf cent trente-six (1936), à UNE heure de l'après-midi, (Heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, MICHEL SAINT-GERMAIN.
Sorel, le 10 juin 1936. 3401—24-2-0
[Première publication, le 13 juin 1936]

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.

Canada, } O V I L A C A M -
Province de Québec, } PEAU et al., de
District de Terrebonne, } Calumet, district de
No 5764. } Terrebonne, deman-
deurs; vs BERNARD SMITH, des cité et district de Montréal, défendeur; et TÉLESPHORE POULIN, de village de Grenville, dit district de Terrebonne, mis-en-cause.

Comme appartenant au dit défendeur, l'immeuble suivant, savoir: Une lisière de terrain, partie ouest du lot numéro cent soixante et dix (170) du village de Grenville, à partir d'un pont, 75 pieds à l'est de la rue Baie, sur une largeur de 75 pieds, bornée au sud par la clôture qui sépare le lot du chemin de fer avec le reste du terrain, sur une largeur de 50 pieds, sur une longueur de 50 pieds—avec bâtisse dessus érigée, et droit de passage pour sortir sur la rue Baie.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale catholique de Grenville, district de Terrebonne,

ship of Wendover, to the Southwest by the River Saint Francis, to the Northwest by said lot No. six hundred and fifty-three and to the Northeast by the said public road.

To be sold at the parochial church door of Saint Joachim de Courval, THURSDAY, the TWENTY FIFTH day of the month of JUNE, one thousand nine hundred and thirty six (1936), at ONE o'clock in the afternoon. (Standard Time).

MICHEL SAINT-GERMAIN,
Sheriff's Office, Sheriff
Sorel, May 19, 1936. 3006—21-2-0
[First publication, May 23rd., 1936]

FIERI FACIAS.
Superior Court.

Province of Quebec, } DAME OLYMPE
District of Richelieu, } BELANGER, of
No. 9198. } Saint Guillaume d'Upton, district of Richelieu, widow of Henri Lacourse, in his lifetime, bourgeois, of the same place, plaintiff; against ARTHUR LIMOGES, residing at Chicopee, State of Massachusetts, United States of America, defendant, to wit:

A farm situate in the parish of Saint-Guillaume d'Upton, in the *Ruisseau des Chênes* range, North side, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of Saint David, as being lots Nos. Seven hundred and fifty three, Seven hundred and fifty four, Seven hundred and fifty five and Seven hundred and fifty six (Nos. 753-754-755 and 756) to be deducted from the said lot No. Seven hundred and fifty six (No. 756) the part thereof adjoining lot No. 757 and measuring one arpent in width by about twenty arpents in length—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Guillaume d'Upton, on TUESDAY, the FOURTEENTH day of the month of JULY, one thousand nine hundred and thirty six (1936), at ONE o'clock in the afternoon. (Standard Time).

MICHEL SAINT-GERMAIN,
Sheriff's Office, Sheriff
Sorel, June 10th., 1936. 3402—24-2
[First publication, June 13th., 1936]

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.

Canada, } O V I L A C A M -
Province of Quebec, } PEAU et al., of
District of Terrebonne, } Calumet, district of
No. 5764. } Terrebonne, plaintiffs;
vs BERNARD SMITH, of the city and district of Montreal, defendant; and TÉLESPHORE POULIN, of the village of Grenville, said district of Terrebonne, mis-en-cause.

As belonging to the said defendant, the following immovable, to wit: A strip of land, West part of lot number one hundred and seventy (170) of the village of Grenville, starting from a bridge, 75 feet to the East of Baie Street, by a width of 75 feet, bounded on the South by the fence which separates the railroad lot from the rest of the land, for a width of 50 feet, by a length of 50 feet—with buildings thereon erected, and with right of way for an exit on Baie Street.

To be sold at the door of the Catholic parochial church of Grenville, district of Terrebonne, on

le DIX-HUITIEME jour de JUILLET, mil neuf cent trente-six, à TROIS heures de l'après-midi, (heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif,
J.-W. CYR.
Saint-Jérôme, le 6 juin 1936. 3367—24-2-o
[Première publication, le 13 juin 1936]

the EIGHTEENTH day of JULY one thousand nine hundred and thirty six, at THREE o'clock in the afternoon (Standard time).

J. W. CYR,
Sheriff's Office,
Saint Jérôme, June 6th., 1936. 3368—24-2
[First publication, June 13th., 1936]

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec, } PIERRE CRO-
District des Trois-Rivières, } TEAU, ren-
No 3322. } tier, de Bécancour, district des
Trois-Rivières, demandeur; vs JEFFREY MON-
TEMBEAULT, de Bécancour, district des
Trois-Rivières, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, les immeubles suivants, savoir:

1. Un terrain situé au rang du Côteau de Roche dans la paroisse de Bécancour, connu et désigné sous le numéro quatre cent soixante et douze (472) au cadastre officiel du comté de Nicolet pour la dite paroisse—avec bâtisses dessus construites.

2. Un terrain situé dans le troisième rang du fief du Tord en la paroisse de Bécancour, étant cette partie de terre numéro trois cent cinquante-trois (p. 353) du cadastre officiel du comté de Nicolet pour la dite paroisse, borné au nord-ouest au Chemin du Côteau de Roche, se terminant en arrière à la profondeur de trente arpents, au reste du dit lot No 353, au nord-est à Joseph Doucet, et au sud-ouest à la profondeur des terres du Rang du Rapide, sans bâtisse.

3. Un morceau de terre en bois debout situé au troisième rang du Fief du Tord, en la paroisse de Bécancour connu et désigné comme faisant partie du lot numéro trois cent cinquante-deux (p. 352) du cadastre officiel pour le comté de Nicolet pour la dite paroisse, borné en avant au Chemin de Front, en profondeur à Jos. et Ulderic Doucet, au sud-ouest à Jeffrey Montembeault, et au nord-est à Zotique Rho, sans bâtisse.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Bécancour, comté de Nicolet, le VINGT-CINQUIEME jour de JUIN, mil neuf cent trente-six, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif,
L.-P. MERCIER.
Trois-Rivières, 19 mai 1936. 3003-21-2-o
[Première publication, 23 mai 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec, } NAPOLEON
District des Trois-Rivières, } DESCO-
No 3736. } TEAUX, bijou-
tier, des cité et dis-
trict des Trois-Rivières, demandeur; vs PIERRE
CLOUTIER, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur les immeubles suivants, savoir:

1. Un emplacement de forme irrégulière situé en la dite cité des Trois-Rivières, du côté nord-est de la rue De LaVérendrye, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro quatre-vingt-dix-neuf de la subdivision du lot numéro vingt-six (26-99) du cadastre susdit de la cité des Trois-Rivières, comprenant d'abord une lisière de ter-

TROIS RIVIERES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec, } PIERRE CRO-
District of Trois Rivières, } TEAU, an-
No. 3322. } nuitant, of Bé-
cancour, district
of Trois Rivières, plaintiff; vs JEFFREY MON-
TEMBEAULT, of Bécancour, district of Trois
Rivières, defendant.

As belonging to the said defendant, the following immovables, to wit:

1. A lot of land situate in the Côteau de Roche range in the parish of Becancour, known and designated under number four hundred and seventy two (472) of the official cadastre of the County of Nicolet for the said parish—with buildings thereon erected.

2. A lot of land situate in the third range of the Tord fief in the parish of Becancour, being that part of lot number three hundred and fifty three (Pt. 353) of the official cadastre of the County of Nicolet for the said parish, bounded on the Northwest by the Côteau de Roche road, ending in year at a depth of thirty arpents, by the remainder of the said lot No. 353, on the Northeast by Joseph Doucet, and on the Southwest by the depth of the lands of the range du Rapide, without buildings.

3. A wooded parcel of land situate in the third range of the Tord Fief, in the parish of Becancour known and designated as forming part of lot number three hundred and fifty two (Pt 352) of the official cadastre for the county of Nicolet for the said parish, bounded in front by the Front Road, in depth by Jos. and Ulderic Doucet, on the Southwest by Jeffrey Montembeault, and on the Northeast by Zotique Rho, without buildings.

To be sold at the church door of the parish of Becancour, County of Nicolet, on the TWENTY FIFTH day of JUNE, one thousand nine hundred and thirty six, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. MERCIER,
Sheriff's Office,
Trois Rivières, May 19, 1936. 3004-21-2
[First publication, May 23rd, 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec, } NAPOLEON
District of Trois Rivières, } DESCO-
No. 3736. } TEAUX, jeweller,
of the city and dis-
trict of Trois Rivières, plaintiff; vs PIERRE
CLOUTIER, defendant.

As belonging to the said defendant the following immovables, to wit:

1. An emplacement of irregular figure situate in the said city of Trois Rivières, on the North-east side of De LaVérendrye Street, known and designated as forming part of lot number ninety nine of the subdivision of lot number twenty six (26-99) of the aforesaid cadastre of the city of Trois Rivières, comprising firstly a strip of land

rain prise du côté nord-ouest de ce lot de terre et près de sa ligne de division d'avec le lot No 26-98 du dit cadastre ci-dessus désigné, mesurant dix pieds de largeur par soixante pieds de longueur, à partir de la dite rue, et ensuite la partie d'arrière de ce lot de terre sur le reste de sa longueur, à savoir quarante pieds, et sur toute sa largeur à cet endroit, qui est de cinquante pieds, le tout à mesure anglaise, cette dernière partie bornée du côté sud-ouest par la première partie sus-décrite de ce lot de terre et par le résidu du dit lot appartenant à Joseph Bergeron, du côté nord-ouest par le dit lot No 26-98 ci-dessus désigné, du côté nord-est par les lots Nos 26-38 et 39, et du côté sud-est par le lot No 26-100 du dit cadastre—circonstances et dépendances.

2. Un emplacement situé en la cité des Trois-Rivières, du côté nord-est de la rue de La Vérendrye, connu et désigné sous le numéro quatre-vingt-dix-huit (98) de la subdivision officielle du lot numéro vingt-six (26) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, mesurant d'après le dit cadastre, cinquante pieds (50) de largeur par cent pieds (100) de profondeur, mesure anglaise—avec les bâtisses construites sur le dit terrain.

Pour être vendu au bureau du shérif, dans le Palais de Justice, en la cité des Trois-Rivières, le QUINZIÈME jour de JUILLET, mil neuf cent trente-six, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-P. MERCIER.
Trois-Rivières, le 10 juin 1936. 3403—24-2-0
[Première publication, le 13 juin 1936]

taken from the Northwest side of the said lot of land and near its line dividing it from lot No. 26-98 of said cadastre hereinabove designated, measuring ten feet in width by sixty feet in length, starting from the said street, and then the rear part of said lot of land by the remainder of its length namely forty feet, and by all its width at this place, which is fifty feet, the whole English measure, this last part bounded on the Southwest side by the first part hereinabove described of said lot of land and by the residue of said lot belonging to Joseph Bergeron, on the Northwest side by said lot No. 26-98 hereinabove designated, on the Northeast side by lots Nos. 26-38 and 39, and on the Southeast side by lot No. 26-100 of said cadastre—circumstances and dependencies.

2. An emplacement situate in the city of Trois-Rivières, on the Northeast side of La Vérendrye Street, known and designated under number ninety eight (98) of the official subdivision of lot number twenty six (26) of the official cadastre of the city of Trois-Rivières, measuring according to the said cadastre, fifty feet (50) in width by one hundred feet (100) in depth, English measure,—with the buildings erected on the said lot of land.

To be sold at the Sheriff's Office, in the Court House, in the city of Trois Rivières, on the FIFTEENTH day of JULY, nineteen hundred and thirty six, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. MERCIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois Rivières, June 10th, 1936. 3404—24-2
[First publication, June 13th., 1936]

Arrêté en Conseil

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 9 juin 1936, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 10 juin 1936.

Concernant la Règle de Pratique No 2 pour la Commission Municipale de Québec.

1722

L'Honorable Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce, dans un mémoire en date du 9 juin, (1936), expose:

Que la Commission Municipale de Québec, à sa séance en date du 9 juin, 1936, a établi la règle de pratique suivante:

RÈGLE DE PRATIQUE NO 2

Considérant que la Commission Municipale de Québec a le pouvoir, en vertu des dispositions de l'article 48 de la Loi de la Commission municipale de Québec (22 George V, chap. 56), d'établir des règles de pratique propres à l'application de la dite loi de la Commission Municipale de Québec;

Considérant que l'article 44 de ladite loi permet à la Commission Municipale de Québec de ratifier et confirmer toute entente ou convention intervenue entre une municipalité qui a été déclarée en défaut et ses créanciers, aux conditions mentionnées audit article;

Considérant qu'il est nécessaire d'établir des règles de pratique pour donner effet à ces ententes ou conventions.

En conséquence, il est décrété comme suit:

1) Toute entente ou convention adoptée sous

Order in Council

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated June 6 1936, approved by the Lieutenant-Governor on June 10, 1936.

Respecting Rule of Practice No. 2, for the Quebec Municipal Commission.

1722

The Honourable Minister of Municipal Affairs Trade and Commerce, in a memorandum dated June 9, 1936, sets forth:

That the Quebec Municipal Commission, at its meeting of June 9, 1936, established the following Rule of Practice:

RULE OF PRACTICE No. 2

Whereas the Quebec Municipal Commission is empowered, under the provisions of Article 48 of the Quebec Municipal Commission Act, (22 George V, chap. 56) to establish rules of practice for the carrying out of the said Quebec Municipal Commission Act;

Whereas Article 44 of the said Act empowers the Quebec Municipal Commission to ratify and confirm any arrangement or agreement entered into between a municipality declared in default and its creditors, upon conditions mentioned in said article;

Whereas it is necessary to establish rules of practice to give effect to such arrangements or agreements.

Therefore, it is enacted as follows:

1) Any arrangement or agreement adopted

l'autorité de l'article 44 de la Loi de la Commission Municipale de Québec entrera en vigueur à compter de la date qui aura été déterminée par la Commission Municipale de Québec;

Un avis à cet effet devra être publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, dans un journal français et dans un journal anglais publiés dans la cité de Québec, et dans un journal français et dans un journal anglais publiés dans la cité de Montréal;

A compter de la date mentionnée dans l'avis à être publié par la Commission Municipale de Québec, l'entente ou convention deviendra exécutoire et les obligations, titres ou créances en faisant l'objet cesseront de porter intérêt à compter de ladite date;

2) Les présentes dispositions seront connues comme étant la Règle de Pratique No 2;

3) Ladite Règle de Pratique entrera en vigueur après son approbation par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, à compter de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Qu'en vertu de l'article 48 de la Loi de la Commission Municipale de Québec, une telle règle de pratique doit être soumise au Lieutenant-Gouverneur en conseil, pour approbation.

En conséquence, l'honorable Ministre recommande que ladite Règle de Pratique No 2 soit approuvée.

Certifié,

A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

3423-o

under authority of Article 44 of the Quebec Municipal Commission Act, shall come into force on and from such date as shall have been determined by the Quebec Municipal Commission;

A notice to that effect shall be published in the *Quebec Official Gazette* and in a French newspaper and in an English newspaper published in the City of Québec, and in a French newspaper and in an English newspaper published in the City of Montreal;

On and from the date mentioned in the notice to be published by the Quebec Municipal Commission, the arrangement or agreement shall become executory and the bonds, titles or claims affected thereby shall cease to bear interest on and from such date;

2) The present provisions shall be known as Rule of Practice No. 2;

3) The said Rule of Practice shall come into force after its approval by the Lieutenant-Governor in Council, on and from its publication in the *Quebec Official Gazette*.

That under article 48 of the Quebec Municipal Commission Act, such Rule of Practice must be submitted to the Lieutenant-Governor in Council for approval.

Therefore the Honourable Minister recommends that such Rule of Practice No. 2 be approved.

Certified,

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

3424

Index de la Gazette officielle de Québec, No 24

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:—

Gagné vs Fournier..... 2287

ANNONCEURS:—AVIS AUX..... 2239

ARRÊTÉS-EN-CONSEIL:—

Concernant la confection pour hommes
dans la province de Québec..... 2289

Concernant la Règle de Pratique No 2,
pour la Commission Municipale de
Québec..... 2318

Concernant la soustraction au jalonne-
ment d'un certain terrain..... 2289

Concernant le nombre d'heures pendant
lesquelles un ouvrier peut travailler.... 2290

Concernant les travailleurs du port de
Montréal..... 2292

Concernant l'industrie de la construction
dans la région des Trois-Rivières..... 2293

Concernant L'Union Canadienne des Tra-
vailleurs en Fer et en Bronze ornemental..... 2293

Concernant L'Union des Travailleurs du
Port de Montréal..... 2300

AVIS DIVERS:—

Bills sanctionnés..... 2304

Commission de l'Industrie laitière..... 2295

La Cie Nationale de Beurre d'Erable, Inc. 2295

Lapa Cadillac Gold Mines, Ltd..... 2295

Wilkie Mines, Limited..... 2296

ASSURANCE:—

Les Assurances Funéraires Bouvette &
Fils, Ltée..... 2283

Index of the Quebec Official Gazette, No. 24

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Gagné vs Fournier..... 2287

ADVERTISERS:—NOTICE TO..... 2239

ORDERS-IN-COUNCIL:—

Respecting the men's clothing in the
Province of Quebec..... 2289

Respecting Rule of Practice No. 2, for
the Quebec Municipal Commission. . . 2318

Respecting the withdrawal from staking
of a certain land..... 2289

Respecting the number of hours during
which a workman may work..... 2290

Respecting the Montreal Harbour Work-
ers..... 2292

Respecting the building trades in the dis-
trict of Trois Rivières..... 2293

Respecting the Canadian Ornamental
Iron and Bronze Workers' Union..... 2293

Respecting "L'Union des Travailleurs du
Port de Montréal"..... 2300

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Bills sanctioned..... 2304

Dairy Industry Commission..... 2295

La Cie Nationale de Beurre d'Erable Inc. 2295

Lapa Cadillac Gold Mines, Ltd..... 2295

Wilkie Mines, Limited..... 2296

INSURANCE:—

Les Assurances Funéraires Bouvette &
Fils, Ltée..... 2283

BUREAU-CHEF:—

Sylvia's Beauty Salon, Inc. 2287

CHARTES—ABANDON DE:—

A. Pineau & Fils, Ltée 2296
 Blueridge, Limited. 2297
 Crèmerie de LaReine, Ltée 2297
 Drobetzky & Temkin, Inc. 2296
 General Investment & Finance Inc. 2296

DEMANDE A LA LÉGISLATURE:—

Québec, cité de. 2282

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Leeds-est, munic. scolaire 2297
 Robertson et Pope, munic. scolaire. 2298
 St-Augustin, village de. 2298
 Ste-Anne-des-Plaines, munic. scolaire .. 2298

ERRATUM:—

Commission du salaire minimum des femmes. 2287

EXAMEN DU BARREAU:—

Bas Saint-Laurent: pratique du droit. 2288
 Trois-Rivières: étude du droit. 2288
 Trois-Rivières: pratique du droit. 2288

LETTRES PATENTES:—

Aplus Products Co., Ltd. 2240
 Central Tile Supply Co., Ltd. 2241
 Chibougamau Peninsula Mines Co., Ltd. 2243
 Colonial Gold Mines, Limited 2244
 Income Trading Management Co., Ltd. .. 2245
 Inregold Prospectors, Limited. 2246
 Jack Lewis, Inc. 2248
 Keren Tel-Hai, Incorporated. 2250
 La Cie A. Champeau & Fils 2275
 Lake Routhier Gold Mines, Limited 2251
 Northeastern Securities Co., Ltd. 2252
 Period Village Corporation. 2255
 Rosemount Development & Finance Corp. 2258
 St. Charles Transportation Co., Ltd. 2260
 The First Income Trading Corporation (Quebec), Ltd. 2263
 The Gaisin Press, Limited. 2265
 The Manhattan Ladies' Wear Co., Ltd. .. 2268
 The Psychological Institute. 2277
 The Triplex Press, Limited. 2271
 Windsor Homes Company. 2269

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

La Compagnie de L'Événement. 2279
 Ovide Marceau, Limitée. 2280
 Standard Cloak & Suit Co., Ltd. 2280

LIQUIDATION, AVIS DE:—

Association Mutuelle des Employés Permanents de la cité de Québec. 2297

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:—

Société Coopérative Agricole de Beurrerie de Saint-Edouard 2287
 Syndicat d'Elevage de Chevaux Belges de Compton. 2306

CHIEF-OFFICE:—

Sylvia's Beauty Salon, Inc. 2287

CHARTERS—SURRENDER OF:—

A. Pineau & Sons, Ltd. 2296
 Blueridge, Limited. 2297
 Crèmerie de LaReine, Ltée 2297
 Drobetzky & Temkin, Inc. 2296
 General Investment & Finance Inc. 2296

APPLICATION TO LEGISLATURE:—

Quebec, city of. 2282

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

Leeds-East, school munic. 2297
 Robertson and Pope, school munic. 2298
 Saint Augustin, village of. 2298
 Sainte Anne des Plaines, school munic. ... 2298

ERRATUM:—

Women's Minimum Wage Board. 2287

BAR EXAMINATION:—

Lower Saint Lawrence: practice of the law. 2288
 Trois-Rivières: study of the law. 2288
 Trois-Rivières: practice of the law. 2288

LETTERS PATENT:—

Aplus Products Co., Ltd. 2240
 Central Tile Supply Co., Ltd. 2241
 Chibougamau Peninsula Mines Co., Ltd. 2243
 Colonial Gold Mines, Limited 2244
 Income Trading Management Co., Ltd. .. 2245
 Inregold Prospectors, Limited. 2246
 Jack Lewis, Inc. 2248
 Keren Tel-Hai, Incorporated. 2250
 La Cie A. Champeau & Fils 2275
 Lake Routhier Gold Mines, Limited 2251
 Northeastern Securities Co., Ltd. 2252
 Period Village Corporation. 2255
 Rosemount Development & Finance Corp. 2258
 St. Charles Transportation Co., Ltd. 2260
 The First Income Trading Corporation (Quebec), Ltd. 2263
 The Gaisin Press, Limited. 2265
 The Manhattan Ladies' Wear Co., Ltd. .. 2268
 The Psychological Institute. 2277
 The Triplex Press, Limited. 2271
 Windsor Homes Company. 2269

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

La Compagnie de L'Événement. 2279
 Ovide Marceau, Limitée. 2280
 Standard Cloak & Suit Co., Ltd. 2280

WINDING UP NOTICE:—

Association Mutuelle des Employés Permanents de la cité de Québec. 2297

DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—

Société Coopérative Agricole de Beurrerie de Saint-Edouard 2287
 Syndicat d'Elevage de Chevaux Belges de Compton. 2306

MINISTÈRE DU TRAVAIL:—

DEPARTMENT OF LABOUR:—

Montreal Dress Manufacturers Guild....	2300	Montreal Dress Manufacturers Guild....	2300
--	------	--	------

NOMINATIONS:—

APPOINTMENTS:—

Diverses.....	2305	Miscellaneous.....	2305
---------------	------	--------------------	------

SOUMISSIONS:—

TENDERS:—

Longueuil, cité de.....	2298	Longueuil, city of.....	2298
Sainte-Agathe-des-Monts, paroisse de.....	2299	Sainte-Agathe-des-Monts, parish of.....	2299

VENTES, LOI DE FAILLITE:—

SALES, BANKRUPTCY ACT:—

Jolicœur, Jean-Baptiste.....	2286	Jolicœur, Jean-Baptiste.....	2286
Leclerc, Pierre.....	2284	Leclerc, Pierre.....	2284
L'Hôtel Lorraine Ltée.....	2285	L'Hôtel Lorraine Ltée.....	2285
Villiard, Joseph.....	2286	Villiard, Joseph.....	2286

VENTES POUR TAXES:—

SALES FOR TAXES:—

Dolbeau, ville de.....	2281	Dolbeau, town of.....	2281
Montmagny, ville de.....	2303	Montmagny, town of.....	2303
Trois-Pistoles, ville de.....	2281	Trois-Pistoles, town of.....	2281

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

SHERIFFS' SALES:—

HULL:—

HULL:—

Duquette vs Knox.....	2306	Duquette vs Knox.....	2306
-----------------------	------	-----------------------	------

MONTREAL:—

MONTREAL:—

Beuthner vs Aubry.....	2309	Beuthner vs Aubry.....	2309
Guérin vs Sauvé <i>et al.</i>	2308	Guérin vs Sauvé <i>et al.</i>	2308
Larche vs Archambault.....	2309	Larche vs Archambault.....	2309
Leblanc vs Ward.....	2308	Leblanc vs Ward.....	2308
Mancini vs Rhéaume.....	2310	Mancini vs Rhéaume.....	2310
National Trust Co., Ltd vs Crown <i>et vir.</i>	2310	National Trust Co., Ltd vs Crown <i>et vir.</i>	2310
The Canada Life Ass. Co. vs McSloy <i>et al.</i>	2307	The Canada Life Ass. Co. vs McSloy <i>et al.</i>	2307
The Prudential Ins. Co. of America vs Bray <i>et vir.</i>	2312	The Prudential Ins. Co. of America vs Bray <i>et vir.</i>	2312
The Trust and Loan Co. of Canada vs Miller <i>et vir.</i>	2307	The Trust and Loan Co. of Canada vs Miller <i>et vir.</i>	2307
Waters vs Brisebois.....	2310	Waters vs Brisebois.....	2310

RICHELIEU:—

RICHELIEU:—

Bélanger vs Limoges.....	2316	Bélanger vs Limoges.....	2316
The Eastern Trust Co., Ltd. vs St. Francis Hydro Electric Co., Ltd.....	2314	The Eastern Trust Co., Ltd. vs St. Francis Hydro Electric Co., Ltd.....	2314

TERREBONNE:—

TERREBONNE:—

Campeau <i>et al</i> vs Smith.....	2316	Campeau <i>et al</i> vs Smith.....	2316
------------------------------------	------	------------------------------------	------

TROI-RIVIÈRES:—

TROI-RIVIERES:—

Croteau vs Montembeault.....	2317	Croteau vs Montembeault.....	2317
Descoteaux vs Cloutier.....	2317	Descoteaux vs Cloutier.....	2317

